

ifop

Baromètre
des TPE

FIDUCIAL

Avril-Mai-Juin 2010

Réalisée du 19 au 29 avril 2010

Vague 38

Baromètre des TPE



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



FIDUCIAL

- **FIDUCIAL**, est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- Fiducial est aujourd'hui présente dans **78 pays** et compte plus de **13 000 collaborateurs** avec un chiffre d'affaires en 2008 de 1,5 milliard de dollars. En France, ses 600 agences, réalisent un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros en France auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris **depuis décembre 2000** l'initiative de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - ⊖ pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - ⊖ pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - ⊖ pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - ⊖ par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : www.fiducial.fr

SOMMAIRE

☉	Poids des TPE	3
☉	Tableau de bord	4
☉	Les principaux constats	7
☉	L'emploi dans les TPE	21
☉	Le financement des TPE	27
☉	L'action du Gouvernement, le bilan de Nicolas Sarkozy et la crise grecque	35
☉	La réforme des retraites	50
☉	La TVA sociale	66
☉	Le statut d'EIRL	73
☉	Méthodologie	79
☉	Échantillon	80

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France ≈ 2,6 millions*

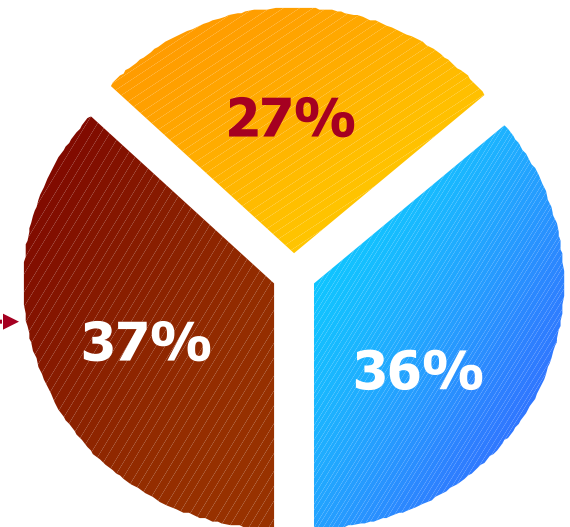
(Champs ICS : Industrie Commerce Services hors agriculture, services financiers et administration)

() Source INSEE SIRENE DCASPL 2006*



97% TPE
de 0 à 19 salariés
 (≈ 2,5 millions)

% de l'emploi en France



% de la valeur ajoutée produite

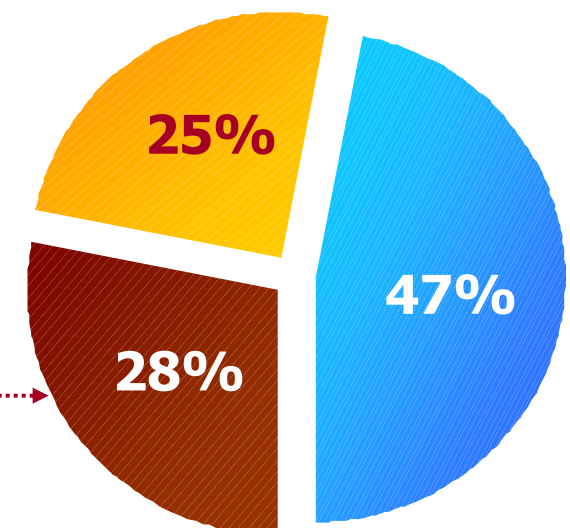




TABLEAU DE BORD

Note de lecture

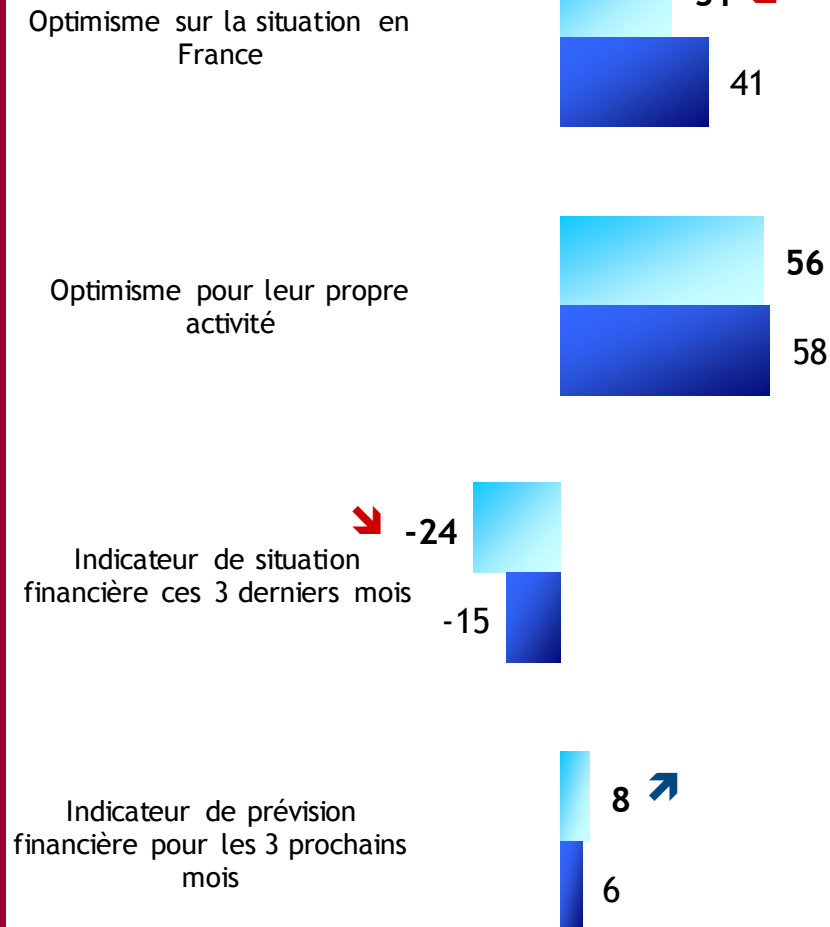
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.



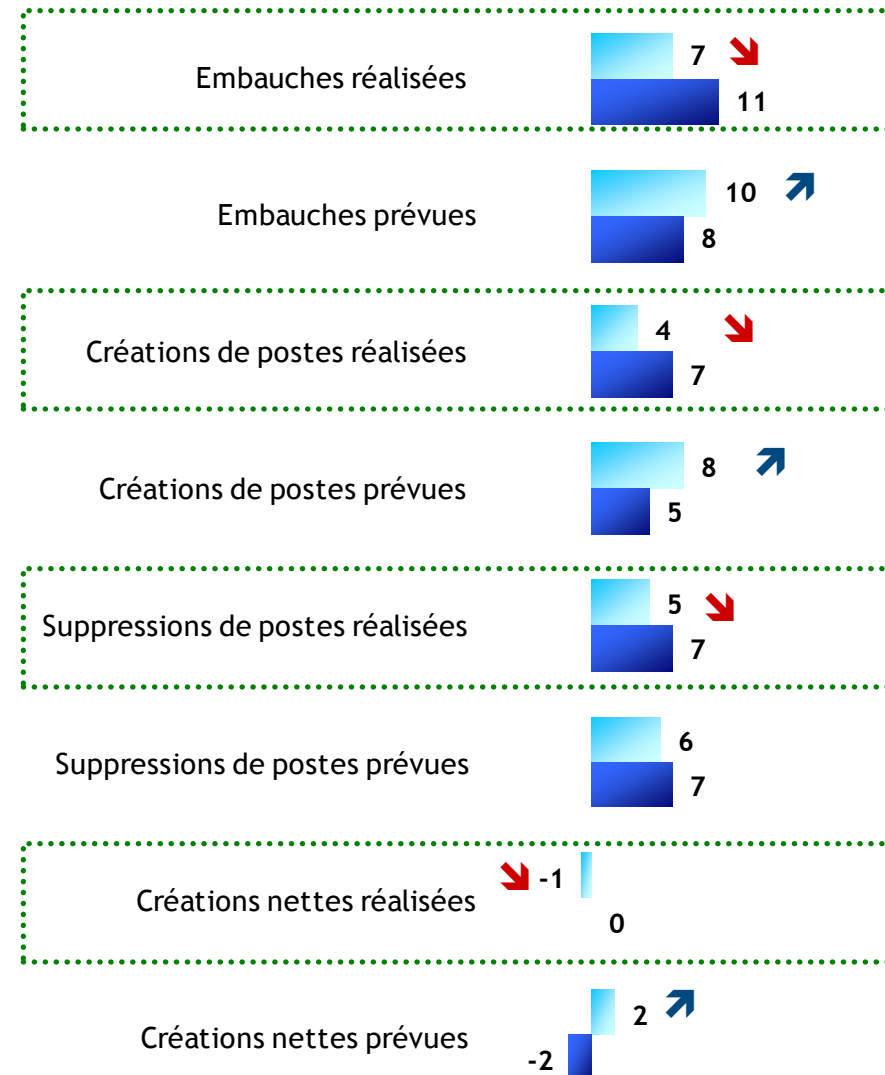
■ Avril 2010

■ Rappel Janvier 2010

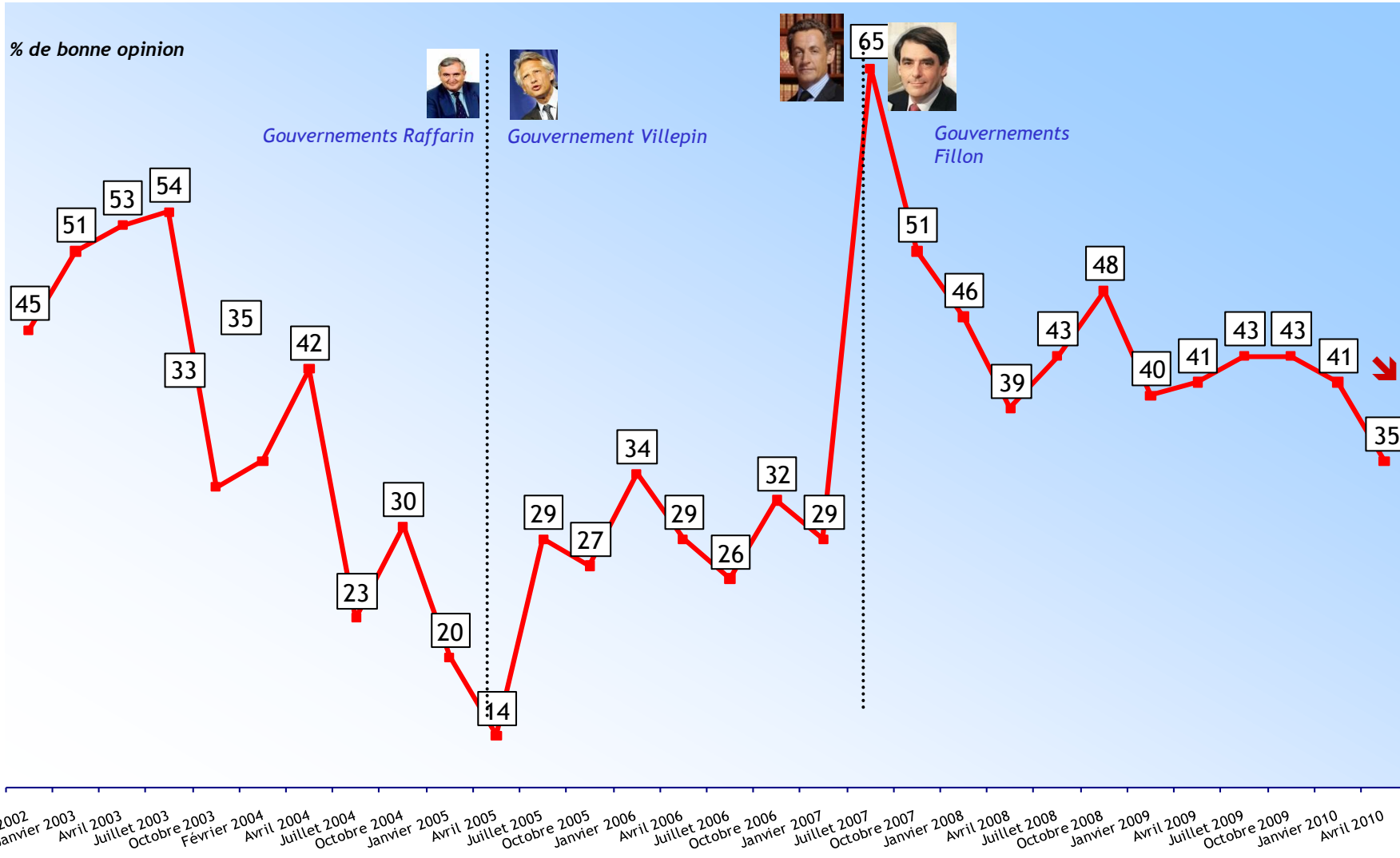
Moral, situation financière



Emplois à 3 mois



Confiance globale dans le gouvernement



LES PRINCIPAUX CONSTATS

Un nouveau déclin de la situation en matière d'emploi

Après un deuxième semestre 2009 et un début d'année 2010 marqués par une certaine tension sur le front de l'emploi, mais sans détérioration de la situation, **l'indice de création nette se situe à nouveau à un niveau négatif, identique à celui observé au terme du premier trimestre 2009 (-1%).** Notons toutefois que cet indice est supérieur à la création nette anticipée par les patrons de TPE il y a 3 mois (-2%). L'évolution observée tient essentiellement à une baisse notable des embauches (7% contre 11% au mois de janvier 2010), les suppressions de postes étant quant à elles également plus réduites (5% contre 7% lors de la dernière vague d'enquête). Parmi ces suppressions, 61% concernent des postes en CDI : les ruptures de contrat en CDI sont négociées à l'amiable dans 51% des cas, tandis que 26% correspondent à des licenciements et 18% à des démissions.

Tendance habituellement observée à cette période de l'année, le recours aux contrats aidés (4%) et surtout aux contrats d'apprentissage (1%) se situe à un niveau très faible. Les patrons de TPE privilégient les CDI (48%, +5 points par rapport au mois de janvier 2010 et +15 points par rapport à octobre 2009, mais en recul de 3 points par rapport à la vague d'avril 2009) ainsi que les CDD (47%, stable par rapport à janvier 2009).

Les prévisions pour la période allant d'avril à juin 2010 s'avèrent cependant plus optimistes avec une création nette prévue de +2%, portée principalement par les secteurs de l'hôtellerie (+8%) et du BTP (+4%) ainsi que par les structures les plus importantes en termes d'effectifs. A l'inverse, l'industrie (-3%) et les services aux entreprises (-1%) entrevoient une période encore difficile.

Un contexte financier difficile, avec peu de marges de manœuvre

Contribuant très largement à expliquer la faiblesse des embauches, la situation financière des TPE se dégrade nettement, avec un indicateur de situation financière de -24% contre déjà -15% au trimestre précédent. Les entreprises de 1 à 2 salariés et le secteur des services aux particuliers sont les plus durement touchés. Cette plus grande fragilité a pour conséquence une hausse notable du niveau d'inquiétude face à la crise (84%, +6 points). Au global, 40% des dirigeants interrogés jugent désormais leur situation financière préoccupante, soit le score le plus haut enregistré depuis janvier 2009 (+9 points notamment par rapport à la précédente vague d'enquête) et 14% craignent une cessation de leur activité (+1 point).

Les trois prochains mois devraient confirmer cette tendance, avec une évolution moyenne prévue des recettes et des ventes de -1,1% (contre -0,4% au mois de janvier 2010). Seules 18% des TPE estiment que leur chiffre d'affaires va augmenter. Néanmoins, les pronostics relatifs à la situation financière pour les trois mois à venir restent positifs pour la troisième vague consécutive, avec un indicateur qui s'établit à +8%.

Allant de pair avec l'évolution des ventes, plus d'un tiers (34%, +4 points) des TPE prévoit une dégradation de sa trésorerie entre avril et juin, dont 10% une « forte dégradation », tandis que 13% anticipent une amélioration et 53% une stagnation. 24% des interviewés déclarent en outre avoir subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque. **Le taux de demande de financement des TPE reste stable également (28%). Parmi ces dernières, 62% ont subi au moins une mesure de durcissement : 33% se sont notamment vues refuser un nouveau prêt (+9 points), 24% ont du fournir des garanties supérieures à celles exigées par le passé (+3 points) et 16% se sont vues appliquer des conditions de taux élevées (+3 points).**

Une confiance dans la situation économique et dans l'action du gouvernement qui diminue, sur fond de crise grecque

Victimes d'un nouveau durcissement de leur situation financière et d'incertitudes plus grandes sur leurs perspectives de développement à court et moyen terme, les patrons de TPE se montrent logiquement nettement moins optimistes qu'en début d'année sur le climat général des affaires en France (31%, -10 points). Les jugements positifs quant à leur activité diminuent eux aussi, mais moins fortement (56%, -2 points), sans doute du fait des espoirs de reprise pour le trimestre à venir.

Le regard porté sur l'action gouvernementale pâtit de cette nouvelle dégradation de la conjoncture : les dirigeants interrogés ne sont plus que 35% à lui exprimer leur confiance (-6 points en trois mois) et 29% à estimer que les mesures mises en place prennent en compte leurs préoccupations de chefs d'entreprise (-5 points par rapport à la dernière mesure réalisée en octobre 2009).

Dans un contexte marqué par la crise grecque, ils témoignent en outre d'une **vive inquiétude (88% dont 28% de « très inquiets »)** face au **déficit public et à la dette de l'Etat**, estimant que les efforts de réduction des dépenses publiques devraient porter en priorité sur la défense et l'armée (54%), mais aussi - fait plus marquant les concernant - sur les aides versées aux entreprises (28%) et aux chômeurs (27%). Dans une moindre mesure, les patrons de TPE souhaitent une maîtrise des dépenses en matière de sécurité (15%), d'environnement et d'écologie (15%) et de justice (14%). En revanche, l'éducation, la recherche scientifique, la santé, les hôpitaux et les retraites n'apparaissent pas parmi les postes sur lesquels les efforts doivent être contenus.

Bien que minoritaire, une proportion élevée des dirigeants estime que la France pourrait connaître prochainement une situation similaire à celle de la Grèce (39%). Dans ce cadre, 60% soutiennent le principe d'une aide financière de la France envers ce pays au nom de la solidarité européenne.

Le bilan de Nicolas Sarkozy suscite des jugements majoritairement négatifs

Trois ans après son élection à la Présidence de la République, l'action de Nicolas Sarkozy, à l'instar de celle du gouvernement, suscite des jugements majoritairement négatifs dans un contexte économique et social empreint d'une grande morosité : quatre dirigeants de TPE sur dix se déclarent satisfaits du chef de l'Etat contre six sur dix exprimant une opinion contraire. Ce satisfecit minoritaire s'avère inférieur de quatre points à celui mesuré à mi-mandat (octobre 2009), effaçant ainsi pour moitié les gains engrangés depuis le premier anniversaire de son élection (36% de satisfaits en avril 2008).

Nicolas Sarkozy bénéficie cependant d'une cote de satisfaction significativement supérieure à la moyenne voire majoritaire auprès de certaines catégories de TPE. Il s'agit notamment des entreprises du secteur de l'hôtellerie (57% de satisfaction) et des TPE ayant un ou plusieurs salariés (46%). Le chef de l'Etat bénéficie également d'une satisfaction majoritaire parmi ses électeurs du second tour de l'élection présidentielle (58%). *A contrario*, l'insatisfaction atteint ses niveaux les plus élevés dans le secteur des services aux entreprises (70%) ainsi que chez les artisans et les TPE n'ayant aucun salarié (65%).

Les jugements portés sur la tenue des engagements pris pendant la campagne électorale de 2007 se dégradent eux aussi, la proportion de réponses positives atteignant son plus bas niveau depuis la première mesure réalisée en avril 2008. Trois ans après son élection, « seuls » 39% des dirigeants de TPE interrogés estiment que Nicolas Sarkozy a tenu ses engagements (53% toutefois parmi les électeurs de Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle).

Les TPE saluent le bilan de Nicolas Sarkozy à l'international et les actions menées en matière environnementale

Le regard porté par les dirigeants de TPE sur le bilan de Nicolas Sarkozy apparaît extrêmement variable d'un domaine d'action à un autre. Parmi les éléments les mieux notés, l'influence de la France dans les instances internationales (domaine testé pour la première fois) et l'investissement présidentiel sur les enjeux environnementaux bénéficient de jugements majoritairement positifs (respectivement 65% et 55%).

D'autres domaines suscitent une proportion de jugements positifs non négligeable quoique minoritaire. Il s'agit notamment de la défense des libertés publiques (45% de satisfaction), de la lutte contre l'inflation (43%, à son plus haut niveau depuis 2008) voire de la baisse des impôts et de la maîtrise de l'immigration (41% chacun).

Plus en retrait, la compétitivité des entreprises françaises à l'international (domaine testé pour la première fois) et la lutte contre l'insécurité sont saluées par 38% des dirigeants interrogés, soit des scores équivalents à ceux enregistrés pour l'éducation et la formation, la réforme des retraites (37% chacune) ou encore la justice (36%).

Trois domaines d'action pâttissent de jugements sévères de la part des TPE : la lutte contre le chômage (27% de satisfaits), le pouvoir d'achat (17%) et enfin la dette et les déficits (13%). Signalons toutefois que si l'action présidentielle sur ce dernier point apparaît dévaluée, les dirigeants de TPE se révèlent très indécis quant à la politique à adopter en la matière : compte-tenu du contexte économique, seule une courte majorité (54%) souhaite que l'Etat privilégie le souci de l'équilibre budgétaire, une forte proportion d'interviewés (46%) optant plutôt pour une sortie de crise rapide quitte à creuser davantage le déficit budgétaire.

A deux ans de la prochaine élection présidentielle, les TPE s'avèrent relativement partagées quant à l'opportunité d'une candidature de Nicolas Sarkozy

Au final, invités à porter un jugement sur les réformes menées par Nicolas Sarkozy depuis son élection, 37% des patrons de TPE estiment que celles-ci vont plutôt dans le bon sens (et jusqu'à 58% parmi ses électeurs du second tour de la présidentielle de 2007), 22% expriment une opinion contraire et une majorité relative (41%) répond « ni l'un, ni l'autre ». Ce socle d'indécis - particulièrement important - atteste de l'existence d'une opinion encore peu cristallisée au sein des TPE, parmi lesquelles de nombreux dirigeants préfèrent, probablement, attendre la fin du quinquennat et la prochaine élection présidentielle pour se prononcer définitivement.

Dès lors, la perspective d'une candidature et d'une réélection de Nicolas Sarkozy en 2012 suscitent des jugements ambivalents. Plus précisément, 53% des dirigeants interrogés (dont 64% de ceux de l'hôtellerie) déclarent souhaiter une candidature de Nicolas Sarkozy à la prochaine élection présidentielle et près d'un sur deux (47% exactement) émet le vœux d'une réélection à la Présidence de la république (souhait partagé par 72% de ses électeurs au second tour de la présidentielle de 2007). Ces résultats attestent à la fois de l'existence d'un socle électoral non négligeable mais aussi de marges de progressions substantielles qu'une éclaircie sur le front économique et social permettrait, sans doute, de concrétiser.

Les retraites suscitent de vives inquiétudes, sans doute renforcées par le sentiment qu'elles n'ont pas été vraiment réformées ces dernières années.

L'enjeu des retraites suscite un niveau de préoccupation particulièrement élevé parmi les TPE puisque 90% de leurs dirigeants se déclarent inquiets par ce sujet, 53% allant même jusqu'à déclarer être « très inquiet ».

Ce sentiment, sans doute exacerbé par le contexte économique et social, s'explique aussi pour partie par la conviction, majoritairement répandue parmi les personnes interrogées, selon laquelle le système de retraites n'a pas vraiment fait l'objet de réformes (59% contre 41% exprimant une opinion inverse). Ce jugement, particulièrement intense parmi les dirigeants proches de la retraite (55 à 59 ans : 67%) et dans les secteurs de l'industrie (70%) et des services aux entreprises (63%), souligne en creux l'inefficacité perçue - à tort ou à raison - des mesures prises par François Fillon lorsqu'il était Ministre des affaires sociales ou, plus récemment, en tant que Premier ministre de Nicolas Sarkozy. Il atteint également un niveau nettement supérieur à celui mesuré en février dernier par l'Ifop auprès du grand public (40%).

Parmi les personnes estimant que le système de retraites a fait l'objet de réformes ces dernières années, une majorité de dirigeants interrogés estime que celles-ci allaient plutôt dans le mauvais sens (58% contre 42% exprimant une opinion contraire). La perception de mauvaises réformes atteint ses scores les plus élevés dans les secteurs du BTP et des services aux particuliers.

Dès lors, plus de neuf dirigeants de TPE sur six (91% exactement) estiment que la réforme du système de retraites actuel est urgente, 62% allant même jusqu'à déclarer celle-ci « très urgente ».

Quid de la garantie de toucher plus tard et jusqu'à la fin de sa vie une retraite satisfaisante ? Les dirigeants de TPE en plein doute.

Plus de huit dirigeants de TPE sur dix (82% exactement) n'ont pas confiance en la possibilité de toucher plus tard une retraite satisfaisante par rapport à leurs revenus actuels. Ce niveau de défiance, supérieur de 19 points à celui mesuré par l'Ifop pour Le Journal du Dimanche auprès du grand public en février, dernier, atteint ses plus hauts niveaux parmi les dirigeants du secteur des services aux particuliers (89%) et parmi ceux âgés de moins de 50 ans (88%).

Cette défiance à l'encontre du système de retraites s'explique par deux certitudes solidement ancrées parmi les dirigeants interrogés pour le compte de Fiducial :

- 91% estiment qu'il ne permettra pas, en l'état, de financer les retraites des générations à venir ;
- 75% considèrent qu'il ne pourra assurer leur propre retraite jusqu'à la fin de leur vie, cette croyance étant d'autant plus vivement exprimée que les dirigeants interrogés sont encore éloigné de l'échéance de leur retraite.

Parallèlement (et sans doute existe-t-il un lien de cause à effet avec l'inquiétude retranscrite ci-dessus), les dirigeants de TPE pâtissent d'un manque d'information flagrant sur de nombreux aspects du système des retraites, qu'il s'agisse du nombre d'années qu'il leur reste à cotiser (48% s'estiment bien informés), du montant estimé de la retraite qu'ils toucheront ou bien de son mode de calcul (29% chacun). Sur tous ces points, seuls les dirigeants âgés de 60 ans et plus, c'est-à-dire ceux qui cesseront prochainement leur activité, s'estiment majoritairement bien informés même s'il existe aussi chez eux des marges de progression très importantes.

L'âge de départ à la retraite : entre pragmatisme et résignation, la nécessité de prendre en compte la pénibilité de certains métiers se fait jour.

Interrogés sur l'âge idéal de départ à la retraite, la moyenne d'âge citée par les dirigeants de TPE s'établit à 61,4 ans... soit un résultat inférieur de plus de deux ans à l'âge pronostiqué pour une cessation effective d'activité (63,8 ans exactement)... lui-même légèrement supérieur à celui jusqu'auquel les interviewés se déclarent prêts à travailler (63,5 ans contre 61,9 ans parmi le grand public selon une enquête Ifop/JDD).

Invités à préciser quel devrait être, selon eux, l'âge minimum à fixer pour un départ à la retraite, la moyenne des réponses collectées s'élève à 60,1 ans, données qui atteste de la portée symbolique particulièrement forte de ce seuil, y compris parmi les TPE.

Pour l'ensemble des questions, le secteur du BTP - où la pénibilité du travail pour certains postes et de nombreux métiers pourrait être prochainement prise en compte - se distingue fréquemment des autres secteurs par le souhait et le pronostic d'un âge de départ à la retraite inférieur aux moyennes observées parmi l'ensemble des dirigeants interrogés. A titre d'exemple, l'âge idéal de départ à la retraite s'élève à 59,6 ans dans le BTP, soit près de deux ans de moins que parmi l'ensemble des TPE. De même l'âge jusqu'auquel on est prêt à travailler s'élève à 61,5 ans dans ce secteur contre 63,5 à l'échelle de toutes les TPE.

A ce propos, soulignons que 94% des dirigeants interrogés estiment que l'âge de départ à la retraite doit être modulé en fonction de la pénibilité du métier exercé, près des trois quarts (74% exactement) adhérant « tout à fait » à cette éventualité. Pour un peu plus des deux tiers des dirigeants, les chefs d'entreprise doivent eux aussi pouvoir bénéficier de cette modulation.

Réformer les retraites : un arbitrage difficile entre de multiples facteurs

S'ils avaient le choix concernant leur retraite, près de quatre dirigeants de TPE sur dix (39% exactement) choisiraient de travailler le plus longtemps possible pour se garantir une retraite satisfaisante. Près d'un tiers (32%, et jusqu'à 39% dans le BTP) préférerait cotiser davantage pour partir le plus tôt possible tandis qu'un peu plus d'un sur dix (12%) choisirait de partir le plus tôt possible quitte à avoir une retraite moindre, cette éventualité étant plus particulièrement retenue par les dirigeants des secteurs du BTP (33%) et des services aux particuliers (30%).

Plus concrètement, les différentes solutions envisagées pour réformer notre système de retraites suscitent des jugements particulièrement hétérogènes. Trois mesures recueillent l'adhésion d'une majorité d'interviewés sans susciter de véritable engouement : le recul de l'âge minimal de départ à la retraite au-delà de 60 ans (61% au global mais seulement 48% dans le BTP), allonger la durée de cotisation (58% mais seulement 44% dans le BTP et 46% dans l'hôtellerie) et compléter le système de retraites par répartition au moyen de fonds de pension (56%, cette mesure étant rejetée dans l'industrie et par les artisans). Pour toutes ces pistes, les dirigeants de TPE manifestent toutefois une adhésion nettement supérieure à celle observée auprès du grand public dans une récente enquête Ifop réalisée pour Dimanche Ouest-France (respectivement 43%, 46% et 47% d'adhésion à ces mesures).

Deux autres mesures testées pâtiennent d'un net rejet de la part des interviewés, à des niveaux comparables à ceux observés auprès du grand public. Seuls 31% des dirigeants interrogés accepteraient une augmentation des cotisations sociales (28% au sein du grand public) et 11% admettraient une diminution du niveau des retraites (8% au sein du grand public).

A date, le scepticisme l'emporte chez les dirigeants de TPE quant à l'efficacité de la prochaine réforme des retraites

Largement favorables à l'élargissement de l'assiette de cotisation à l'ensemble des revenus (77%), les dirigeants expriment majoritairement leur scepticisme quant à l'efficacité de la réforme des retraites voulue et annoncée par Nicolas Sarkozy. Soixante pour cent des personnes interrogées estiment qu'elle ne permettra pas de réformer efficacement et durablement le système français pour assurer son financement pour les générations à venir.

Sans doute cet état de l'opinion au sein TPE s'explique-t-il pour partie par l'absence de pistes et de mesures concrètes annoncées, lors de la réalisation de l'enquête, par l'exécutif. Il n'empêche, ce scepticisme se nourrit tout aussi probablement des doutes exprimés précédemment quant aux actions menées par le passé sur ce sujet et le sentiment dominant de l'absence d'une véritable réforme par le passé.

Toutefois, le socle de dirigeants de TPE pariant dès aujourd'hui sur une réforme efficace apparaît non négligeable (38%), principalement du fait de l'optimisme élevé des personnes se déclarant politiquement proches de l'UMP (58%).

Enfin, soulignons que ce scepticisme se vérifie pleinement à la lecture de la cote de confiance des principaux acteurs concernés par cette réforme. Seul François Fillon bénéficie d'un score majoritairement positif (53% lui font confiance pour une réforme efficace et durable). Le Premier ministre devance de peu Eric Woerth (49%) et Nicolas Sarkozy (46%). Les syndicats patronaux et davantage encore ceux de salariés apparaissent largement distancés (respectivement 37% et 29% des dirigeants de TPE déclarent leur faire confiance).

Un accueil réservé sur la possibilité de compenser le poids des charges par la mise en place d'une TVA sociale

Les patrons de TPE, engagés à hiérarchiser les principaux freins à leur croissance, placent au premier rang le poids des charges fiscales et sociales (75%), très loin devant la lourdeur des procédures administratives (28%) ou l'absence de perspectives de croissance (22%). Notons que près d'un interviewé sur cinq évoque parmi les deux principaux obstacles au développement des petites entreprises la difficulté à trouver des financements (17%) ou la réglementation trop contraignante sur les licenciements (17%). 14% mettent en exergue un choix assumé de demeurer des entreprises à taille humaine, tandis que 12% évoquent des difficultés à recruter et 12% la peur de tout perdre.

Alors que le niveau d'imposition constitue la principale entrave à la croissance identifiée par les petites structures, le mécanisme de la TVA sociale, qui pourrait constituer une solution, n'est connu que d'une courte majorité d'entre elles (58%, parmi lesquels 20% seulement disent bien savoir de quoi il s'agit). Après remise à niveau sur son fonctionnement, **l'instauration de la TVA sociale en France suscite des réactions mitigées : 47% des patrons de TPE y seraient favorables** (60% toutefois parmi ceux qui emploient au moins un salarié) tandis que 53% s'y opposent. Dans les deux cas, ils souhaitent très largement (82%) que celle-ci ne s'applique pas aux produits de première nécessité.

Outre la simple question d'une approbation de la mise en place de la TVA sociale, son efficacité ne semble pas évidente pour les TPE : en effet, si 65% des dirigeants interrogés déclarent qu'ils seraient prêts à répercuter la baisse des charges sur leur prix de vente final, seuls 33% le feraient certainement. Ils ne sont également que la moitié à penser que, d'une manière générale, les PME (56%) et les TPE (54%) joueraient le jeu, ce score étant même minoritaire concernant les entreprises de plus de 250 salariés (42%).

Une large adhésion à la création du statut d'EIRL

Les entreprises individuelles, qui représentent 55% des TPE interrogées, ont majoritairement entendu parler du statut d'Entreprise Individuelle à responsabilité Limitée ou EIRL (57%). L'information sur le projet provient principalement des médias (41%), mais elle a aussi été relayée, pour une proportion non négligeable, par les publications professionnelles (30%), les CCI ou Chambre de métiers (24%) ou les experts comptables (24%). Toutefois, elles ne sont au global que 22% à se sentir bien informées sur ce statut.

La communication sur ce projet apparaît d'autant plus souhaitable qu'après remise à niveau sur ses modalités, près des trois quarts (72%) des dirigeants concernés déclarent que le statut d'EIRL constituerait une réponse efficace (et même très efficace dans 42% des cas) aux difficultés rencontrées par les entrepreneurs individuels en cas de faillite, dans un contexte justement marqué par une forte fragilité financière des TPE. Plus de la moitié (55%) se disent même d'ores et déjà prêts à adopter ce statut, dont 26% « certainement ».

Corollaire du jugement exprimé sur la pertinence et l'adéquation de ce statut aux besoins des entreprises individuelles, 74% des dirigeants interrogés souhaitent en savoir plus au sujet des EIRL. Dans ce domaine, les experts-comptables sont identifiés comme les acteurs les plus légitimes pour les informer (72%), les CCI et Chambres de métiers bénéficiant également d'une confiance élevée (56%).

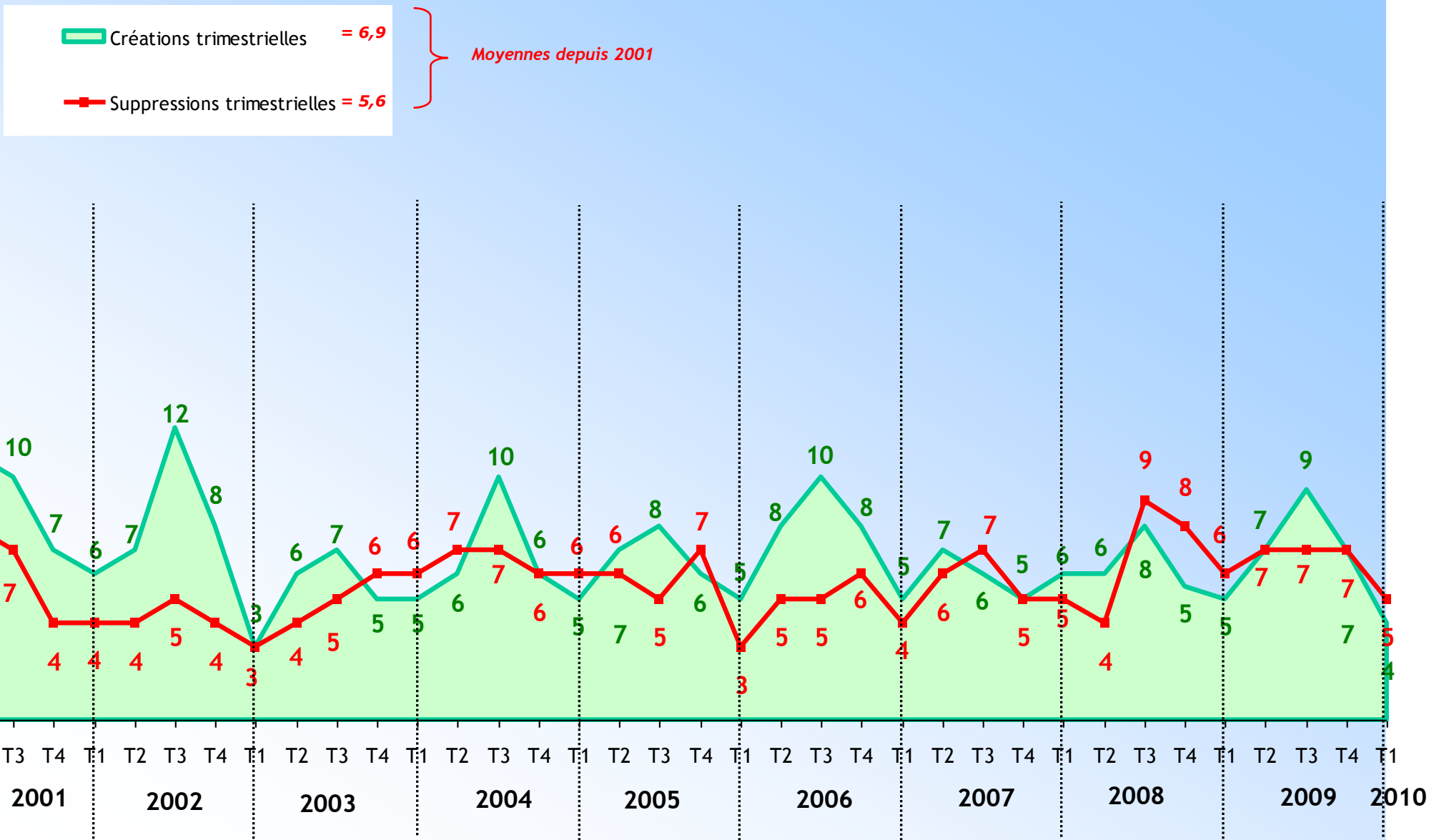
L'EMPLOI DANS LES TPE

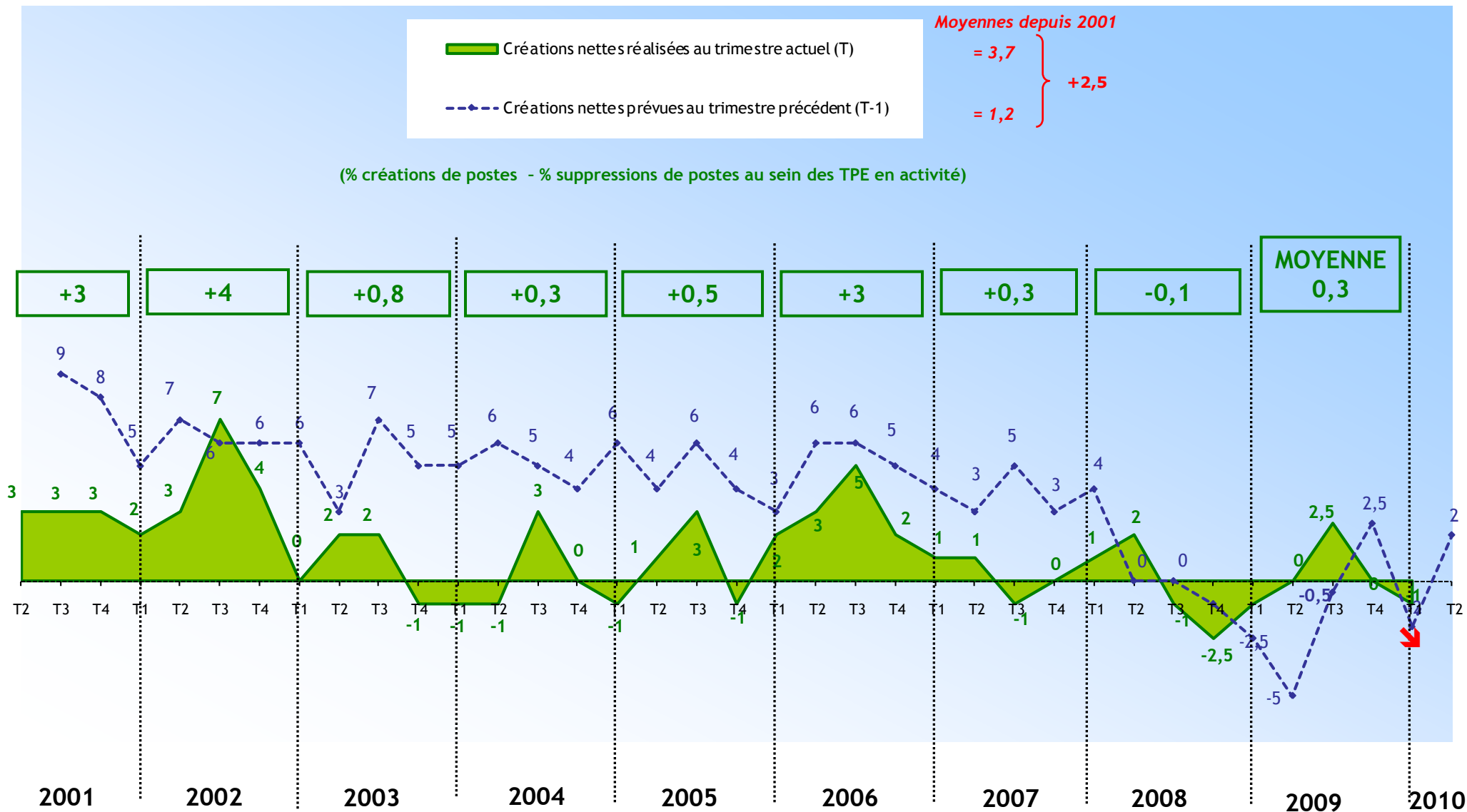
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Évolutions de l'emploi dans les TPE

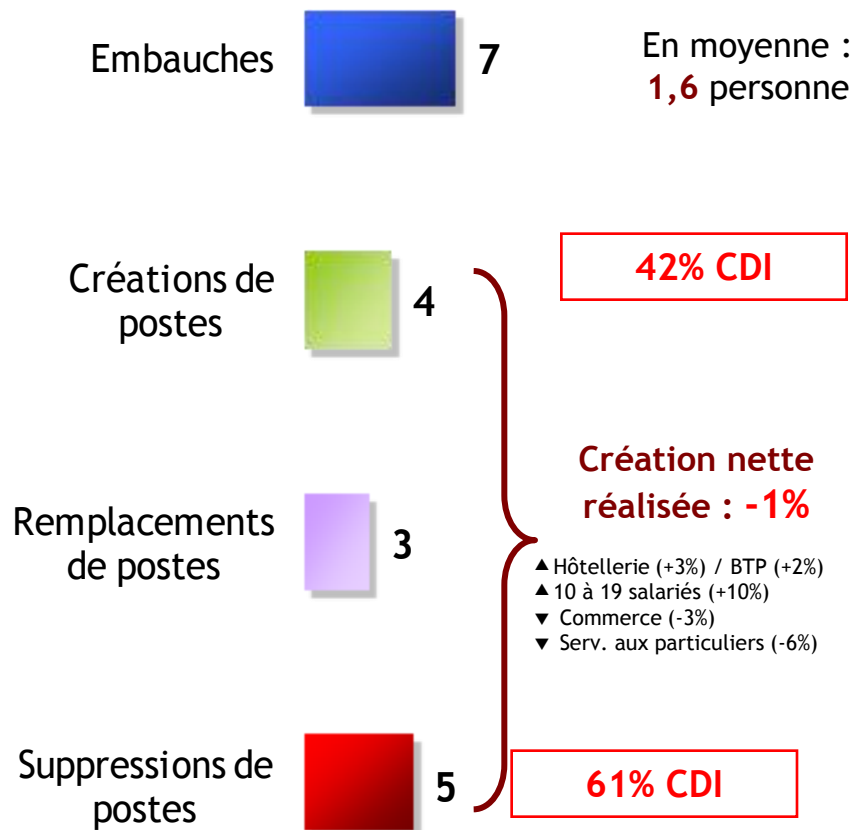
- Résultats trimestriels -



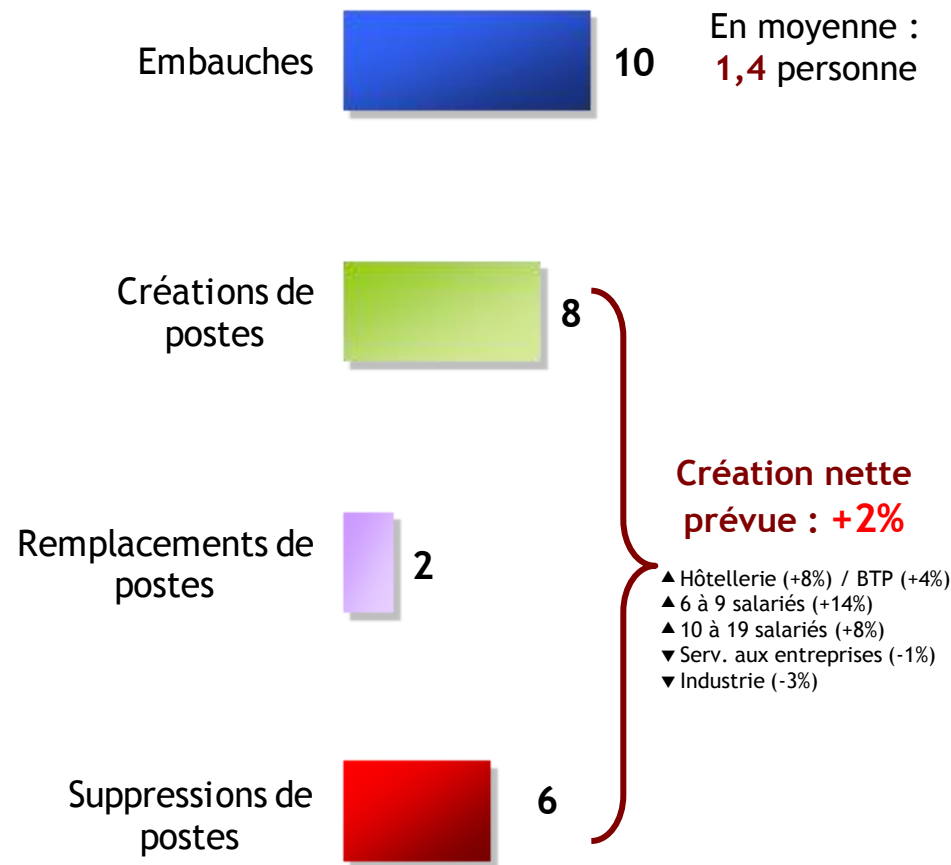


Embauches réalisées et perspectives au prochain trimestre

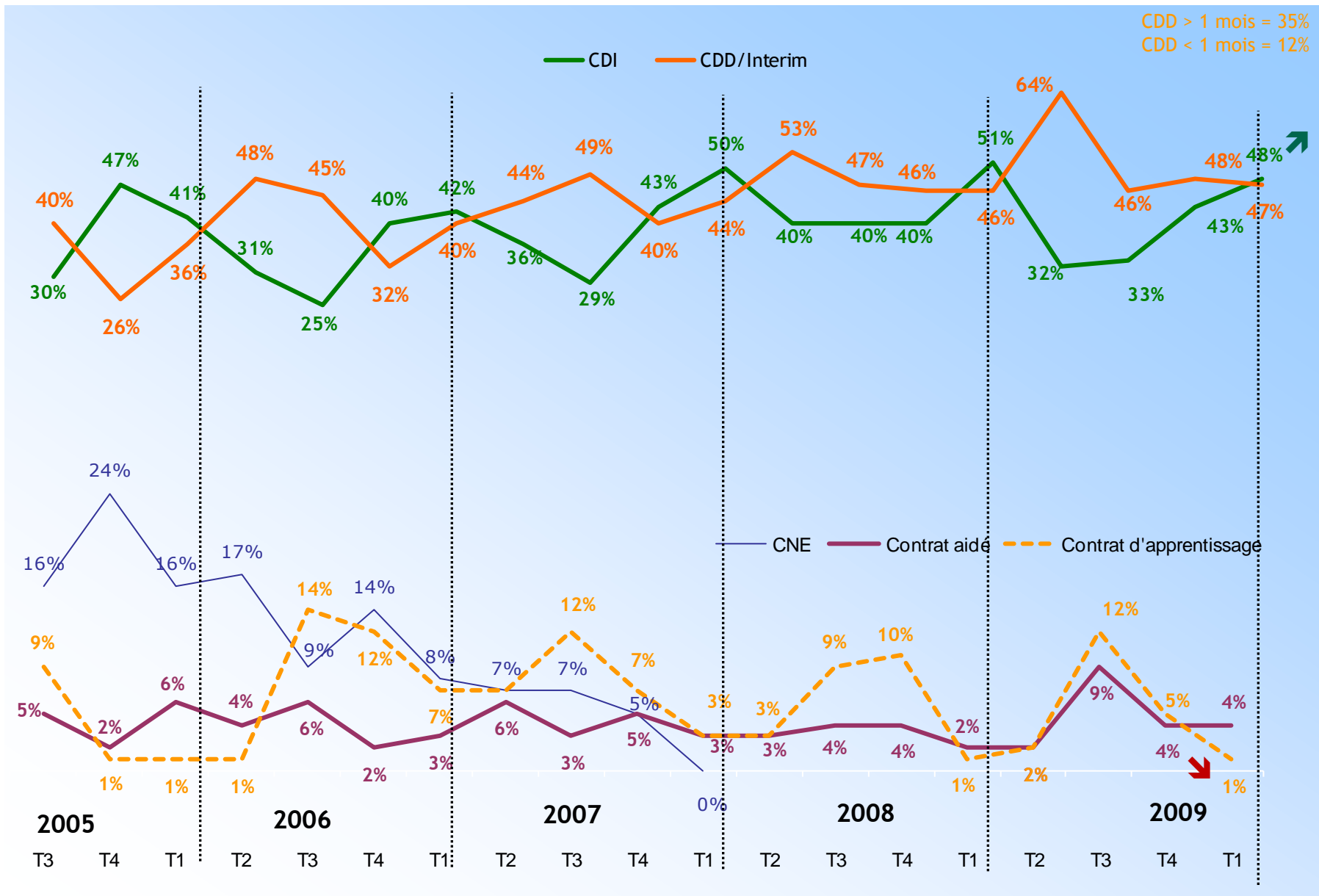
Réalisations de janvier à mars 2010



Perspectives d'avril à juin 2010



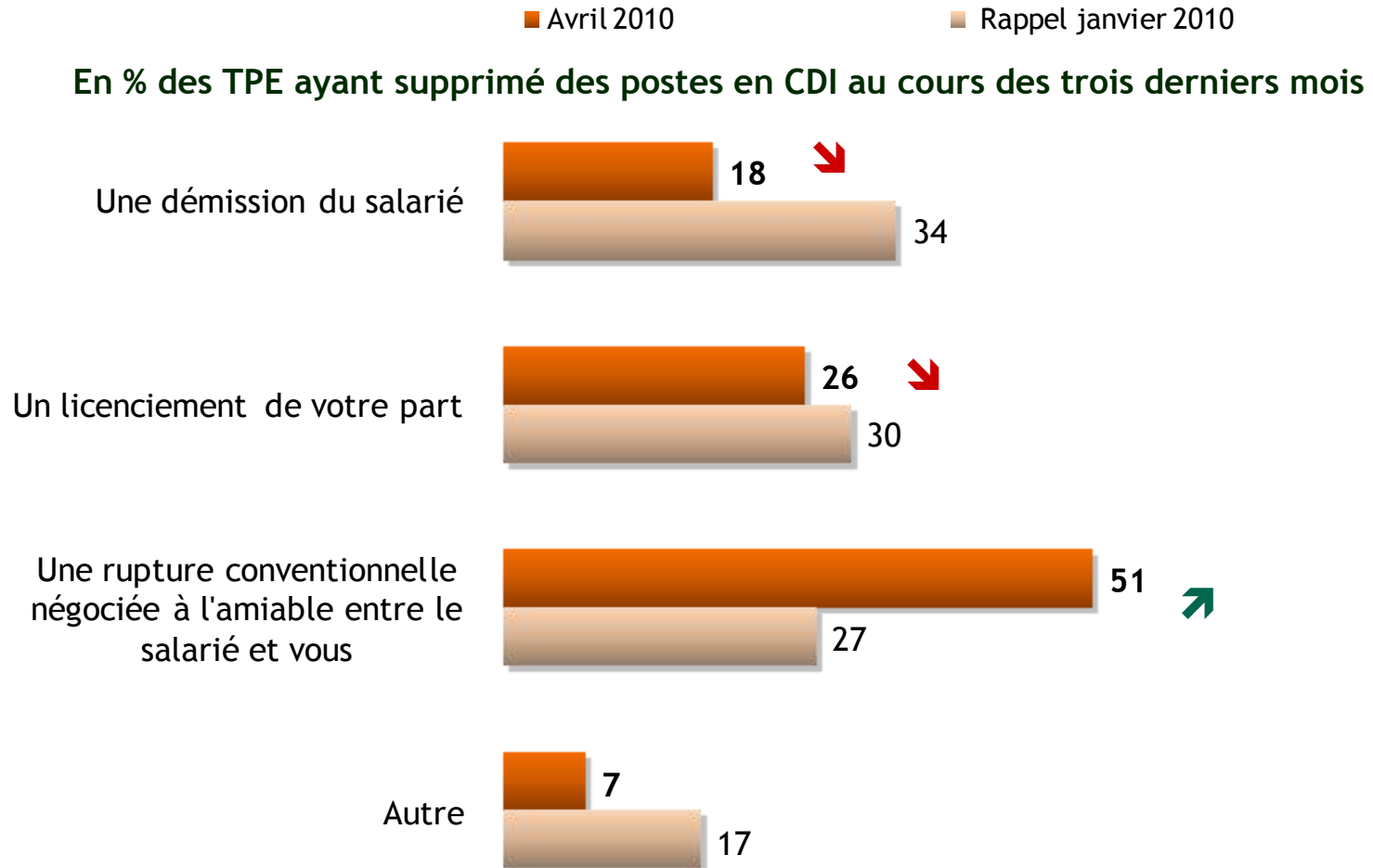
Types de contrats utilisés : forte progression du recours aux CDI



Base : question posée aux TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Modalités de suppression d'emploi : démissions et licenciements enregistrent une baisse significative

Question : cette(ces) suppression(s) étai(en)t-elle(s)...



LE FINANCEMENT DES TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Évolutions des indices de situation financière*

- Résultats trimestriels -

(*) % d'amélioration - % de détérioration

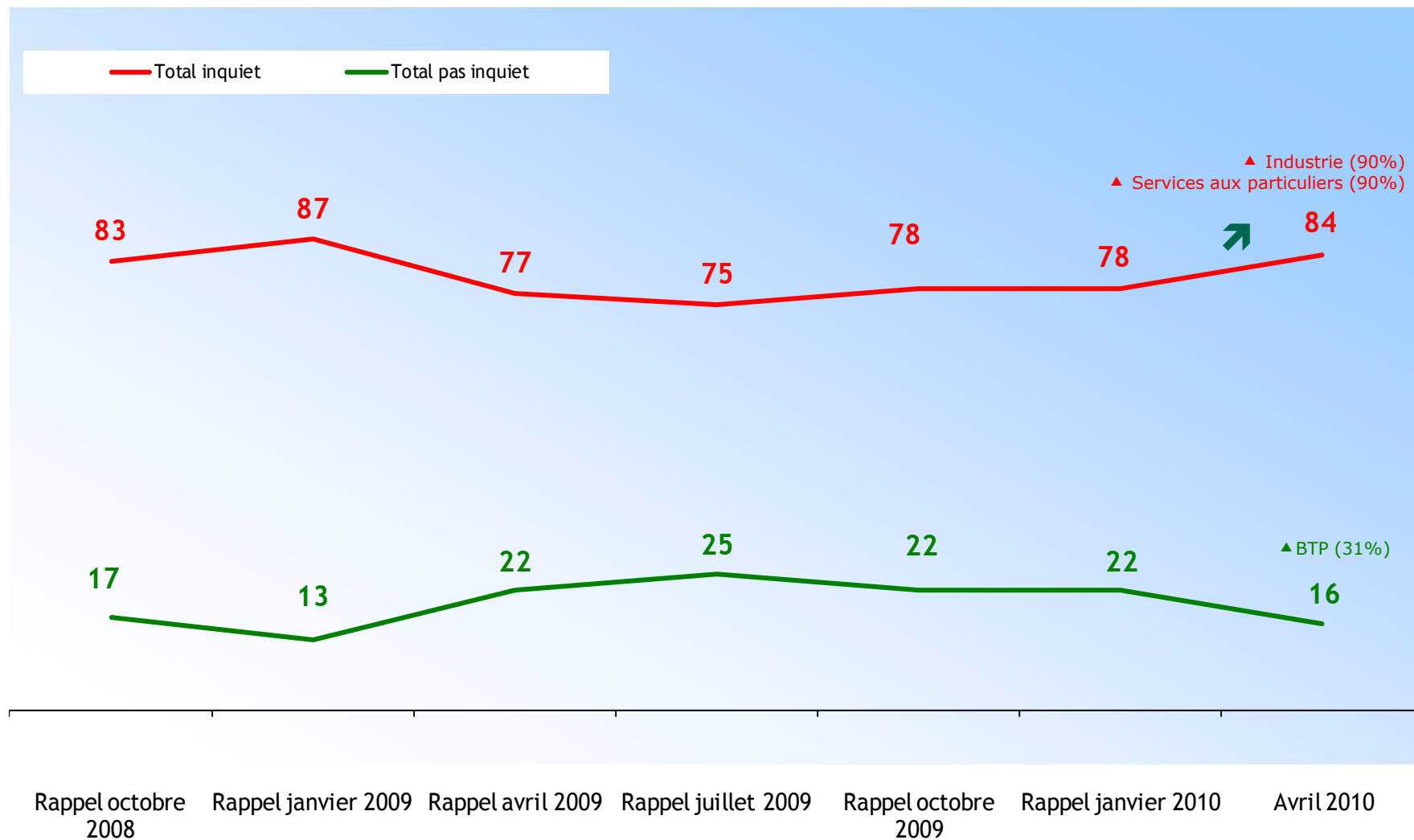
Question 1 : au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2 : et au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Net regain d'inquiétude face à la crise

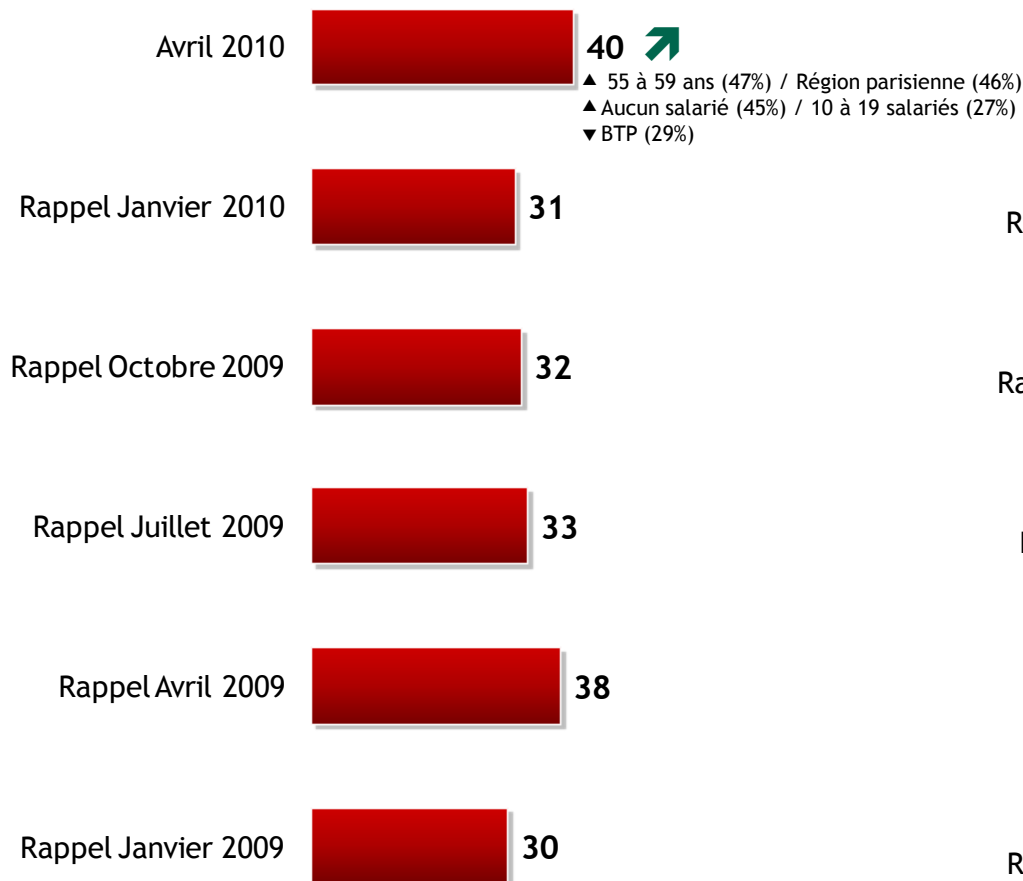
Question : vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



Quatre TPE sur dix estiment leur situation financière préoccupante

Question : actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

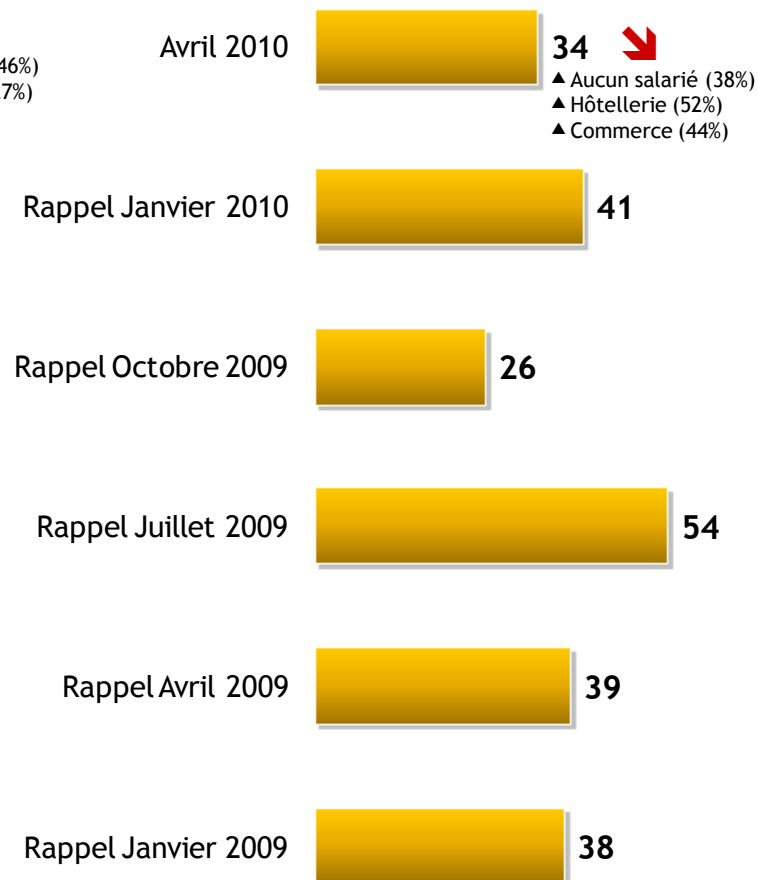
Total situation préoccupante (en %)



Base : ensemble des TPE

Question : (si situation financière préoccupante) envisagez-vous la possibilité de cesser l'activité de votre entreprise au cours de l'année 2010 à cause de cette situation financière ?

Total envisage de cesser son activité à cause de cette situation préoccupante (en %)



Base : question posée aux patrons de TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

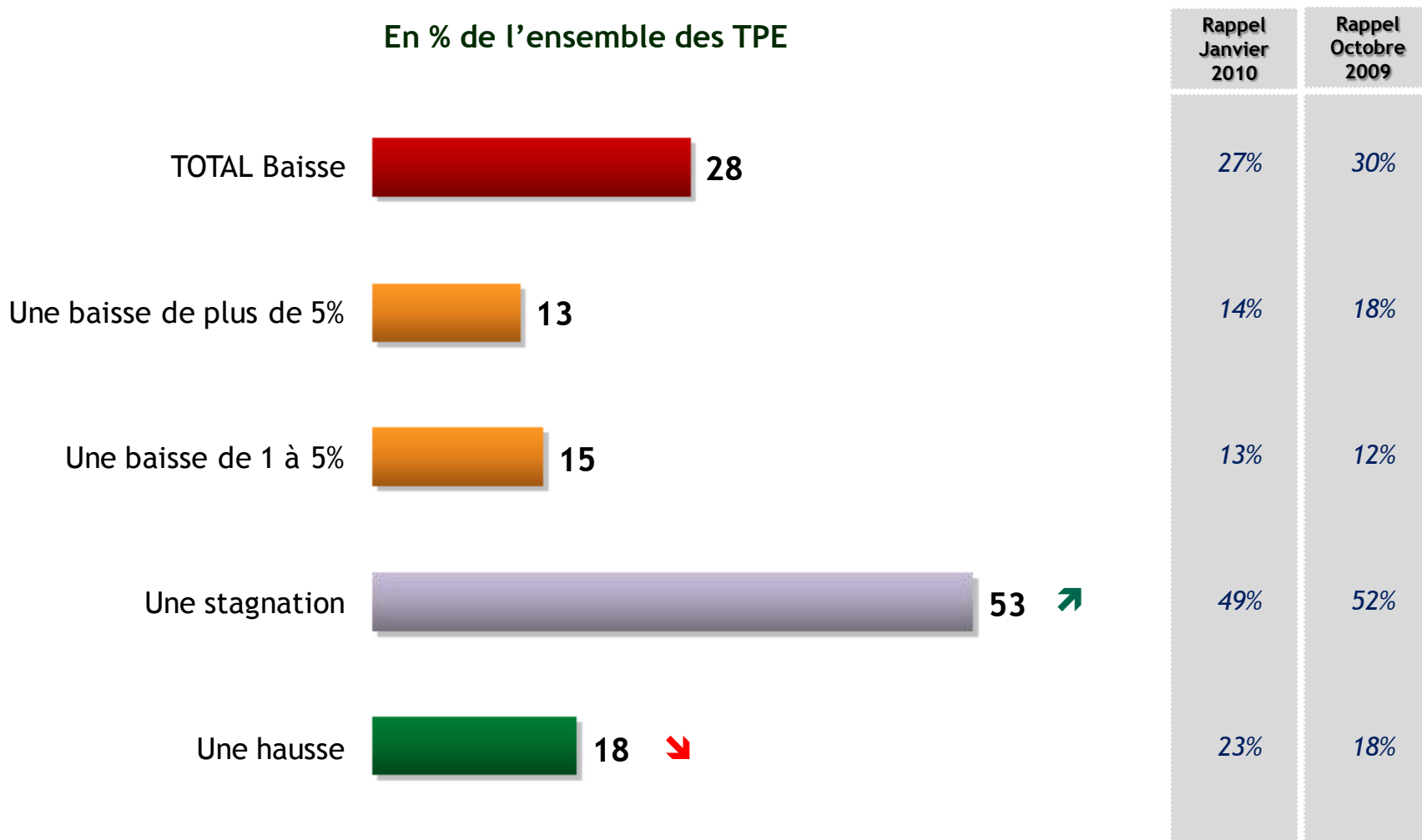
Évolution des recettes et des ventes dans les 3 prochains mois : les TPE font preuve d'une prudence extrême

Question : pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

Moyenne Avril 2010 : -1,1%
Rappel moyenne janvier 2010 : -0,4%
Rappel moyenne octobre 2009 : -1,2%

- ▲ 10 à 19 salariés (+1,7%) / Hôtellerie (+0,1%)
- ▼ 1 à 2 salariés (-2,4%)
- ▼ Industrie (-2%) / BTP (-2,4%)
- ▼ Région parisienne (-2,2%)

En % de l'ensemble des TPE

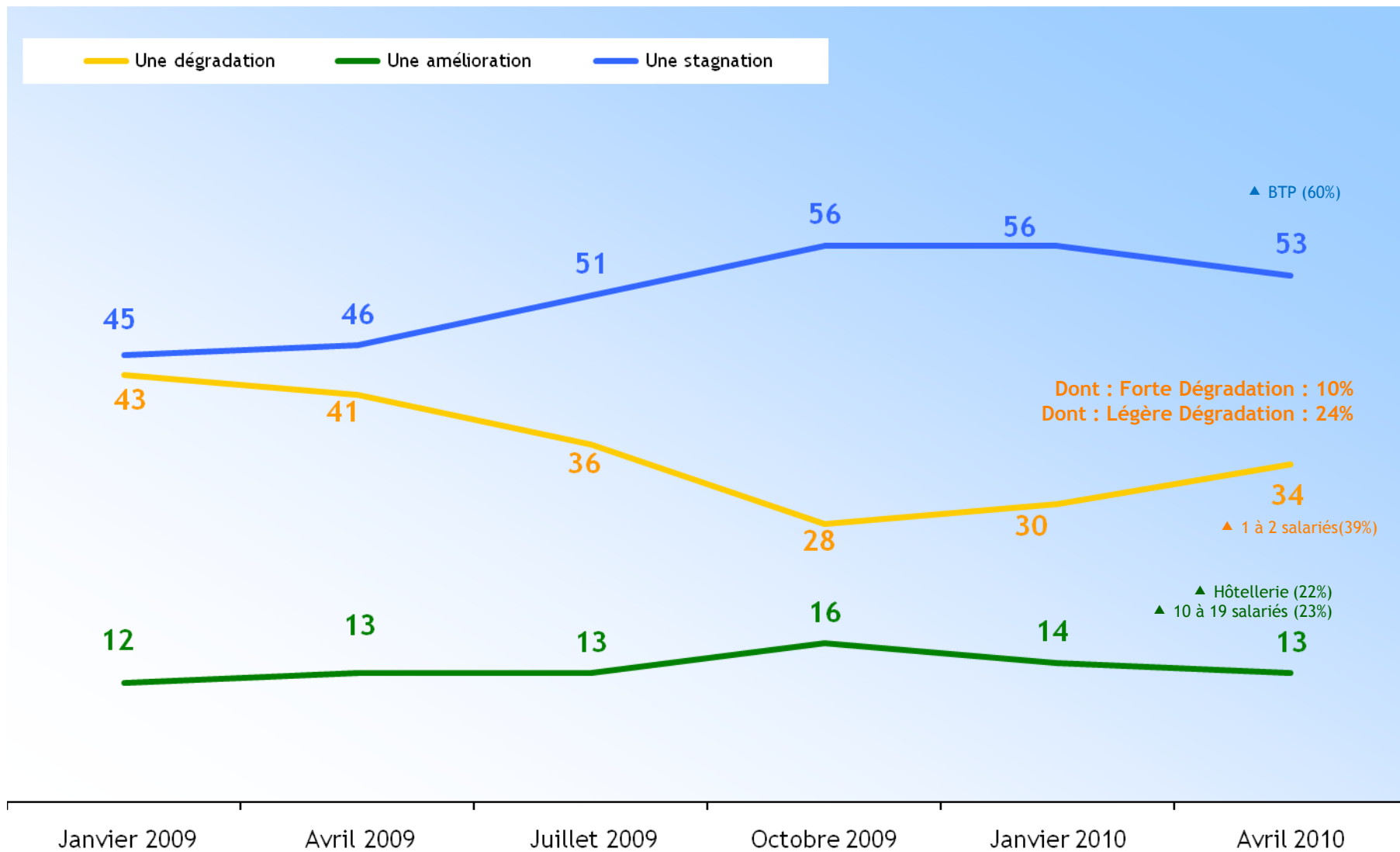


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

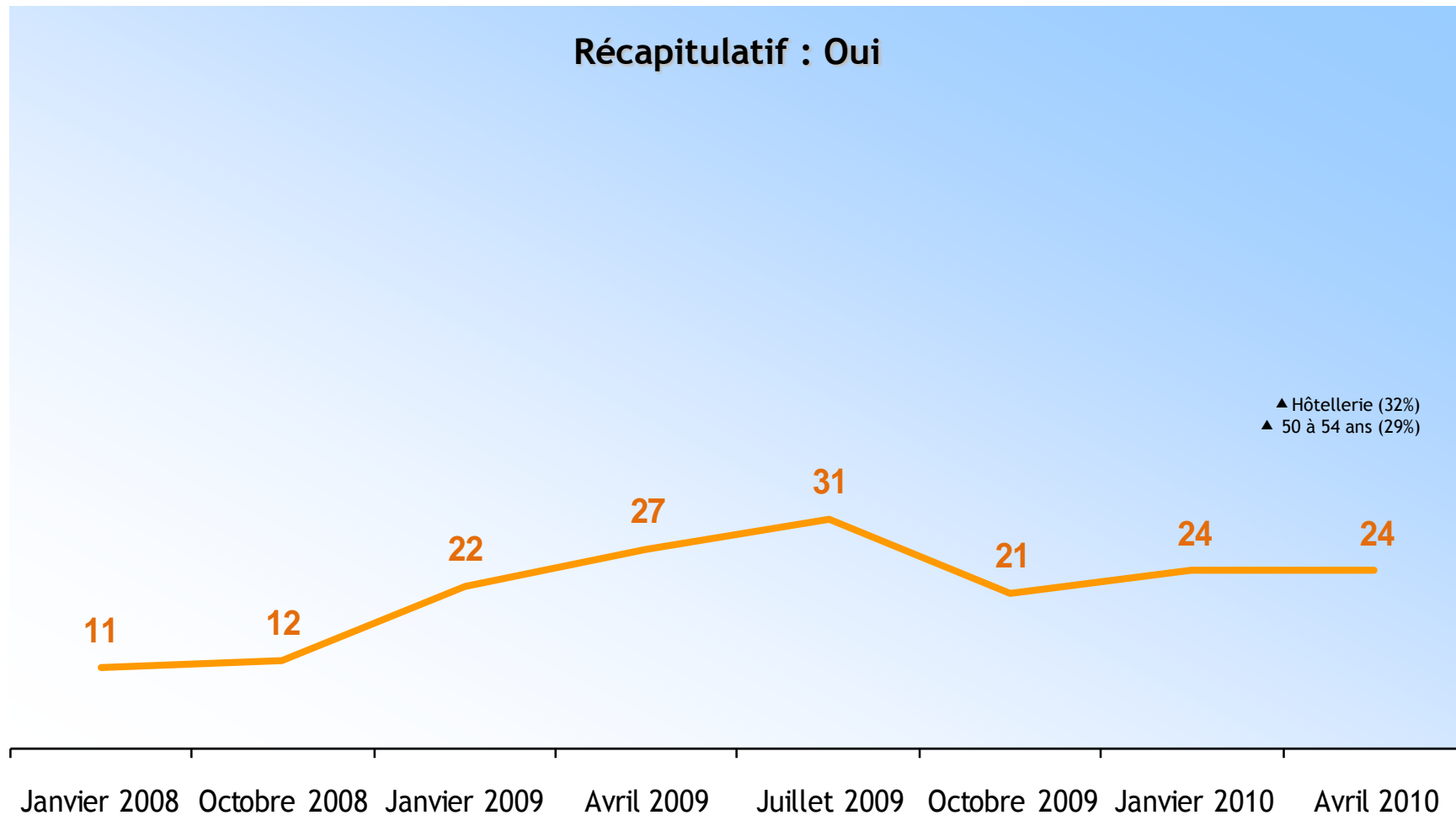
Les perspectives de trésorerie à trois mois se dégradent à nouveau

Question : et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



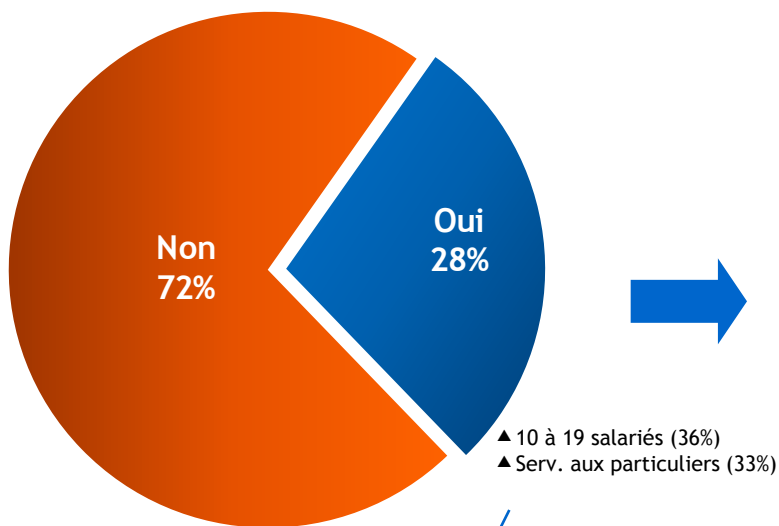
Les conditions d'accès au crédit restent difficiles pour près d'un quart des TPE

Question : avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?



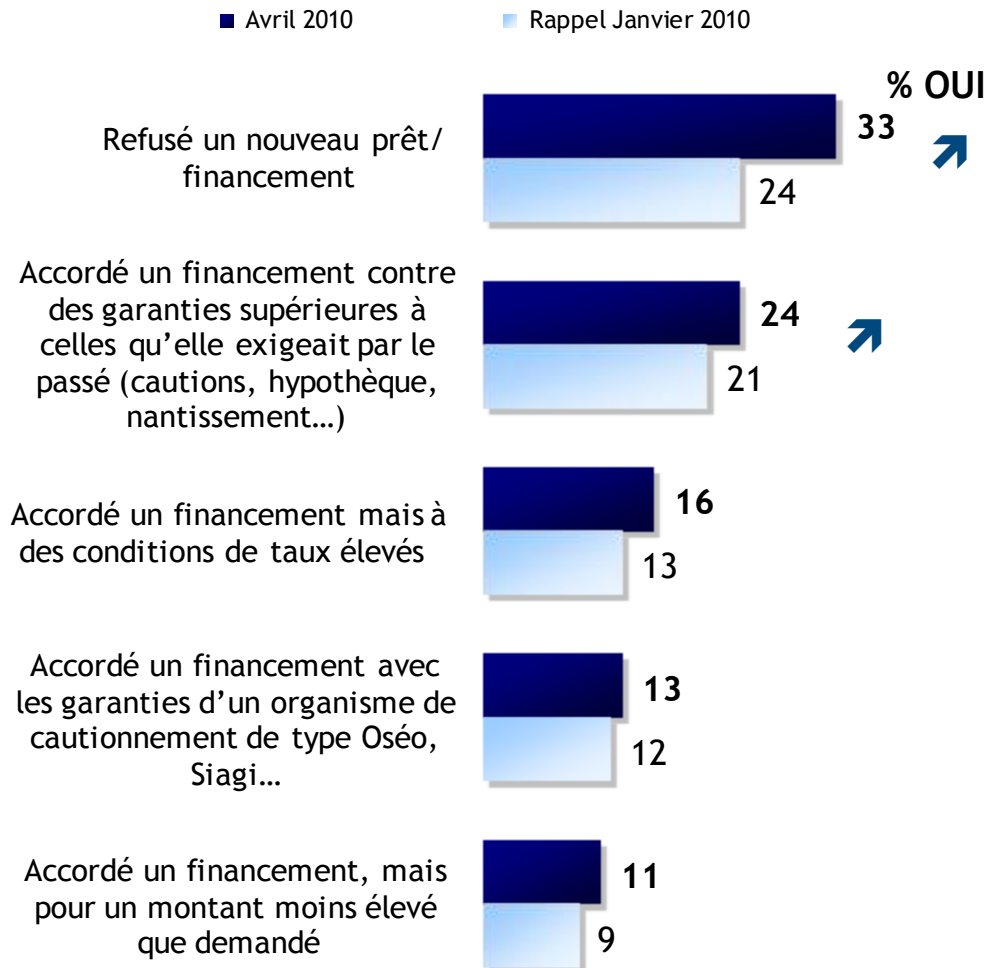
Les demandes de financement se stabilisent au second trimestre mais s'accompagnent d'une hausse sensible des refus par les banques

Question : avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel Janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25%
 Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26%
 Rappel janvier 2009 : 28%

Question : (si demande de financement auprès de sa banque) votre banque vous a-t-elle récemment... ?



Au moins une mesure de durcissement : 62%

Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait une demande de financement auprès de leur banque

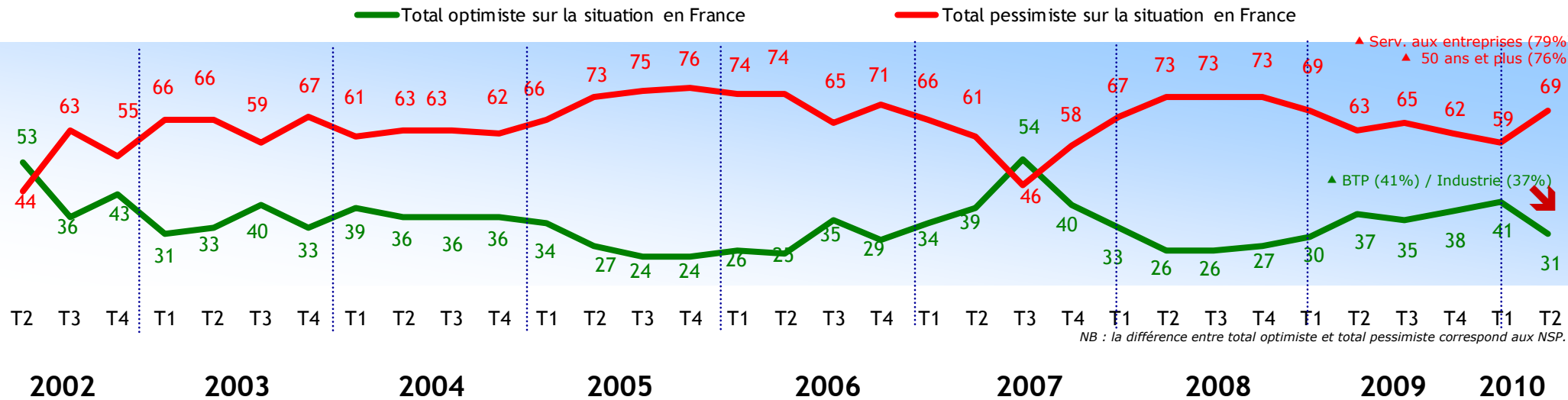
L'ACTION DU GOUVERNEMENT, LE BILAN DE NICOLAS SARKOZY ET LA CRISE GRECQUE

Note de lecture

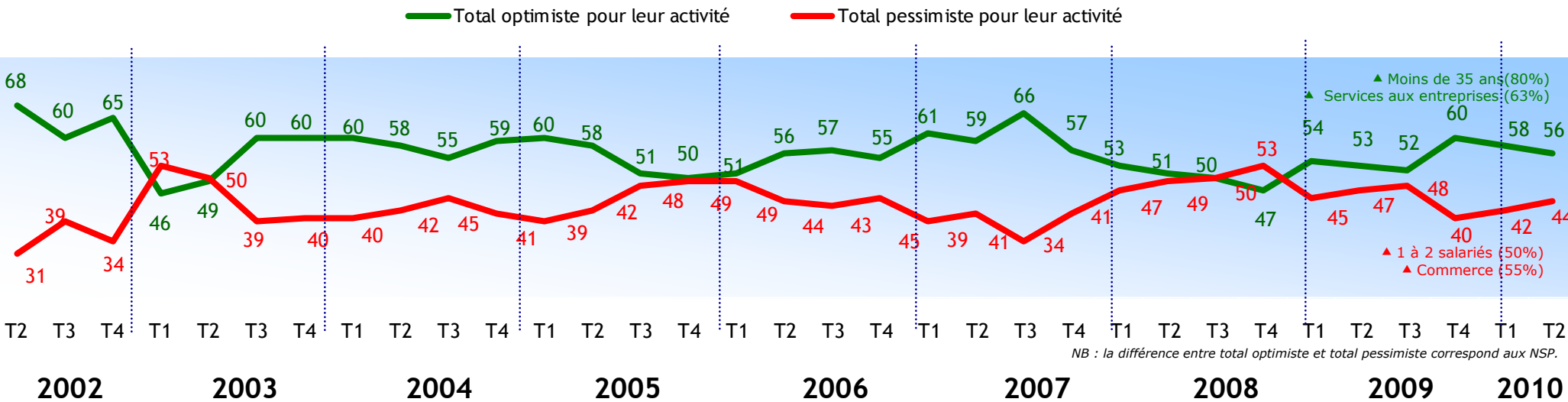
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Optimisme sur la situation en France et pour son activité

Question : en prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?



Question : et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?



Questions : - à propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?
 - diriez-vous que le gouvernement de François Fillon prend en compte vos préoccupations de chef d'entreprise ?

% de bonne opinion

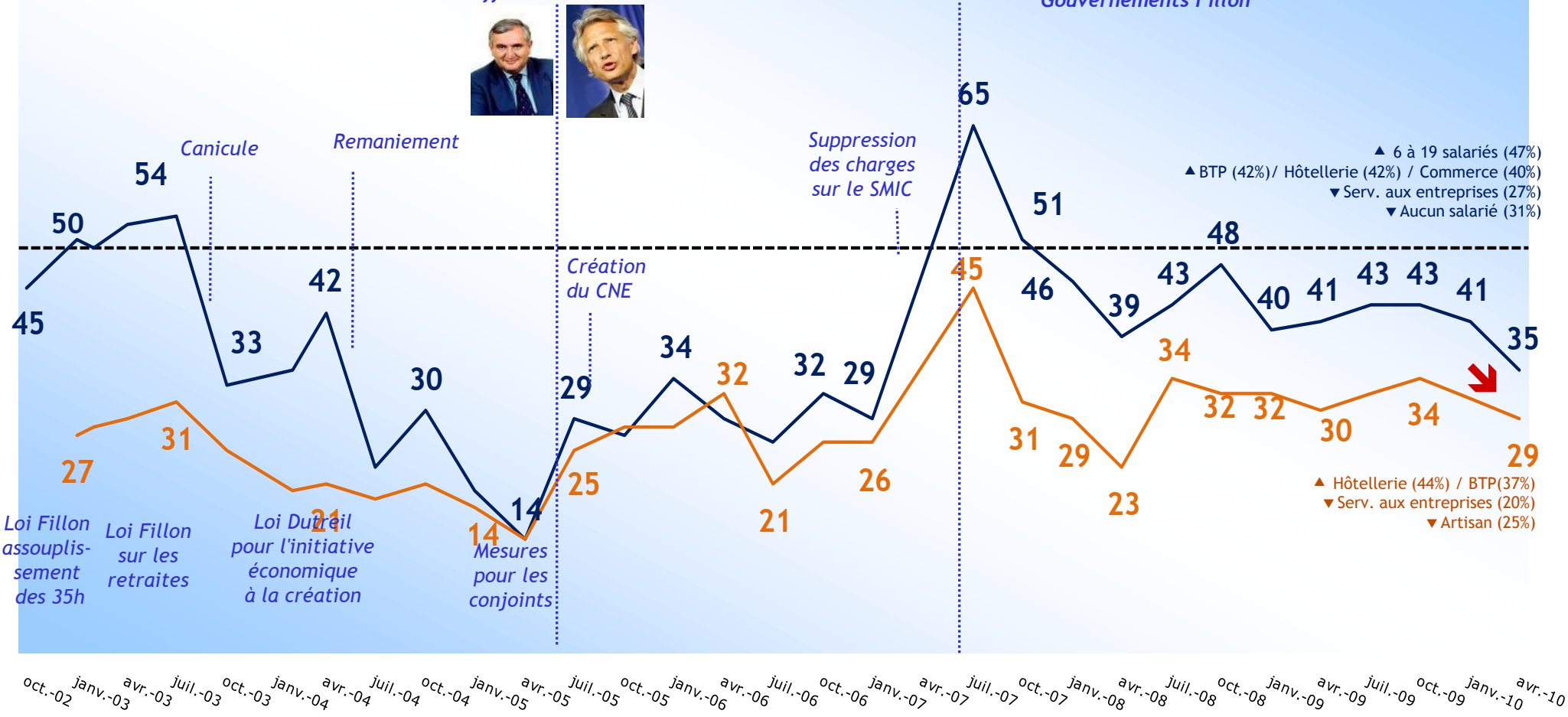
— Inspirent confiance d'une manière générale
 — Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



Gouvernements Raffarin

Gouvernement Villepin

Gouvernements Fillon

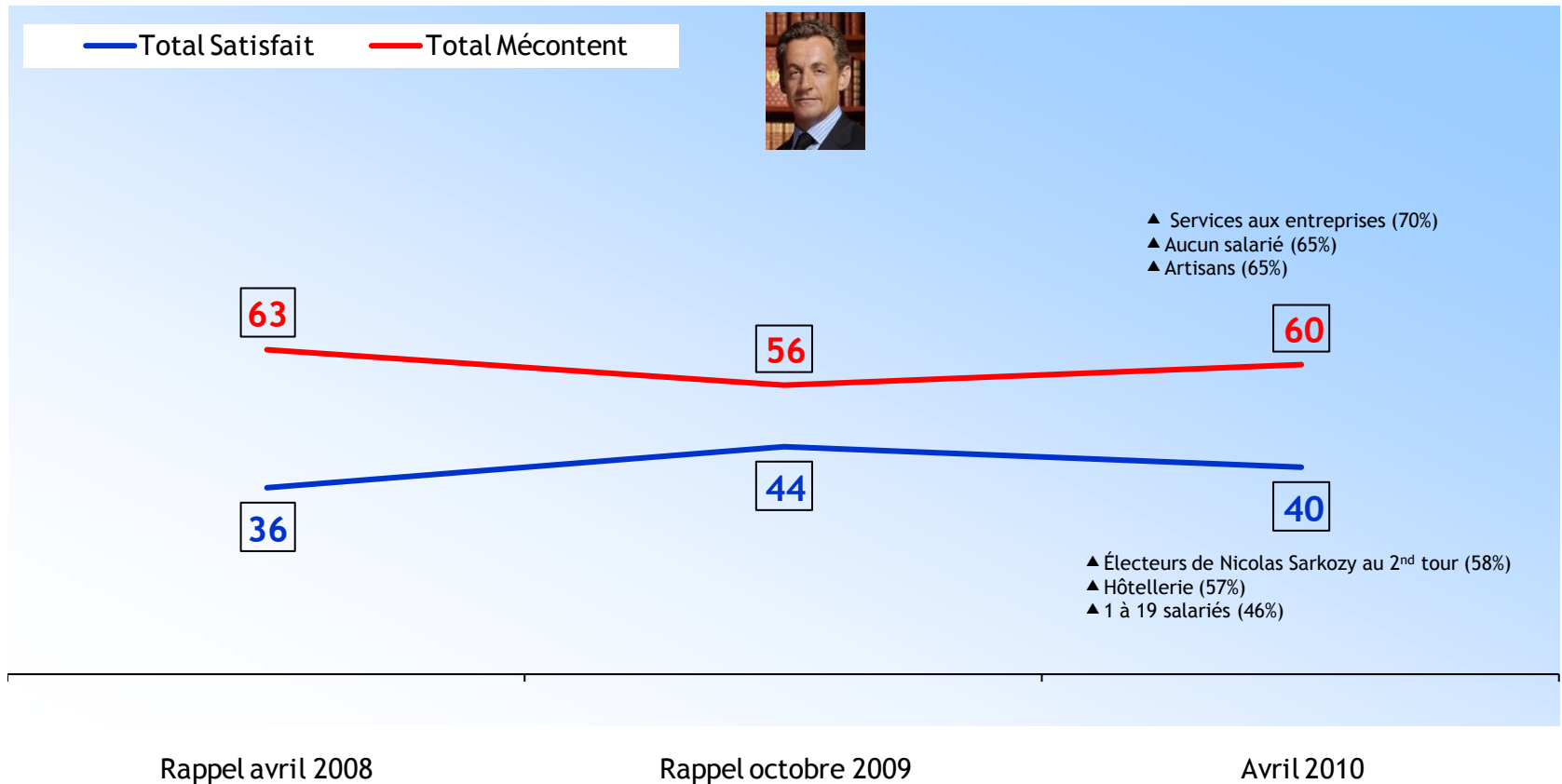


▲ 6 à 19 salariés (47%)
 ▲ BTP (42%) / Hôtellerie (42%) / Commerce (40%)
 ▼ Serv. aux entreprises (27%)
 ▼ Aucun salarié (31%)

▲ Hôtellerie (44%) / BTP (37%)
 ▼ Serv. aux entreprises (20%)
 ▼ Artisan (25%)

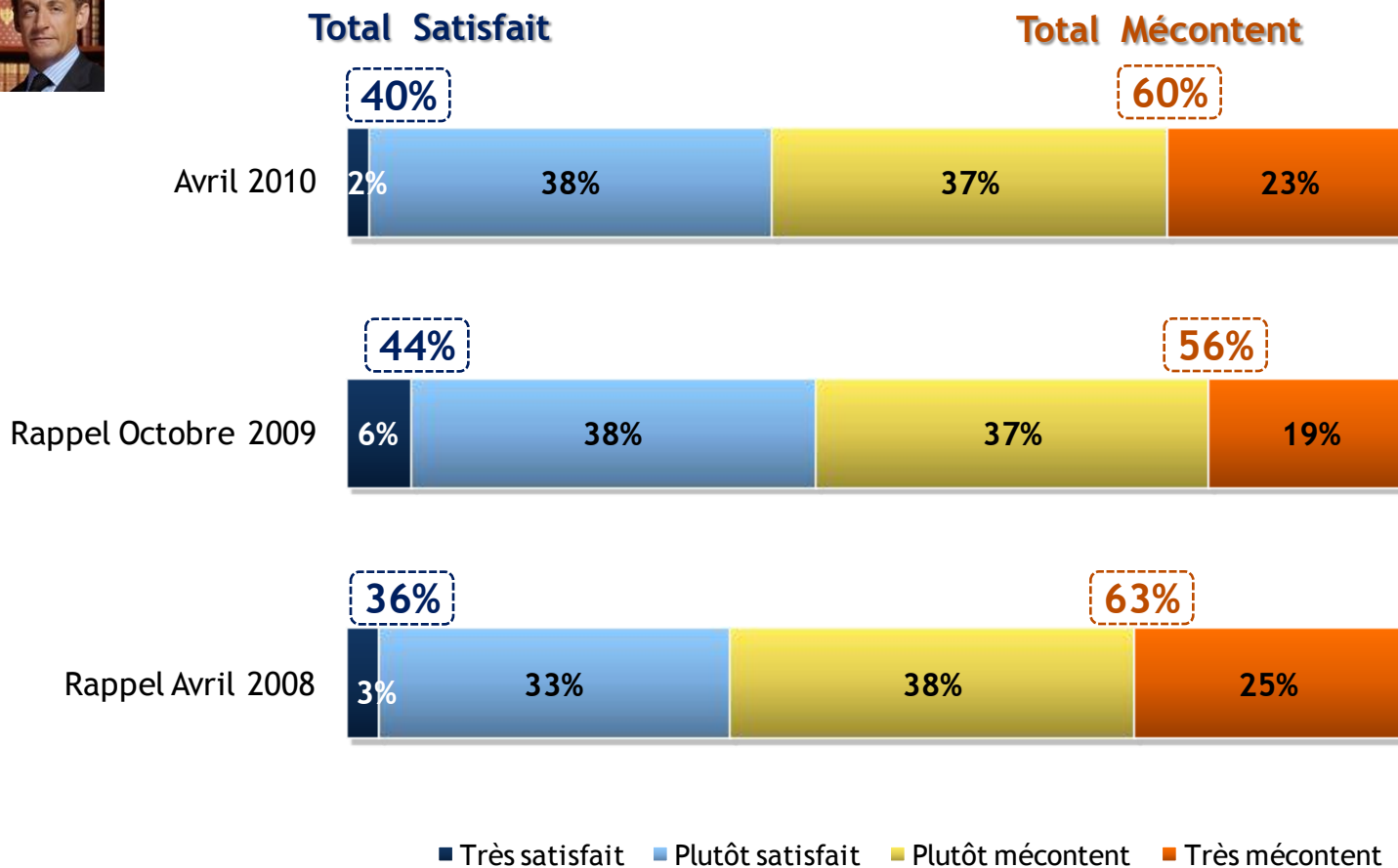
Trois ans après son élection, l'action du président de la République suscite des jugements majoritairement négatifs

Question : au total, trois ans après l'élection de Nicolas Sarkozy comme président de la République, diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, plus mécontent ou très mécontent de son action ?



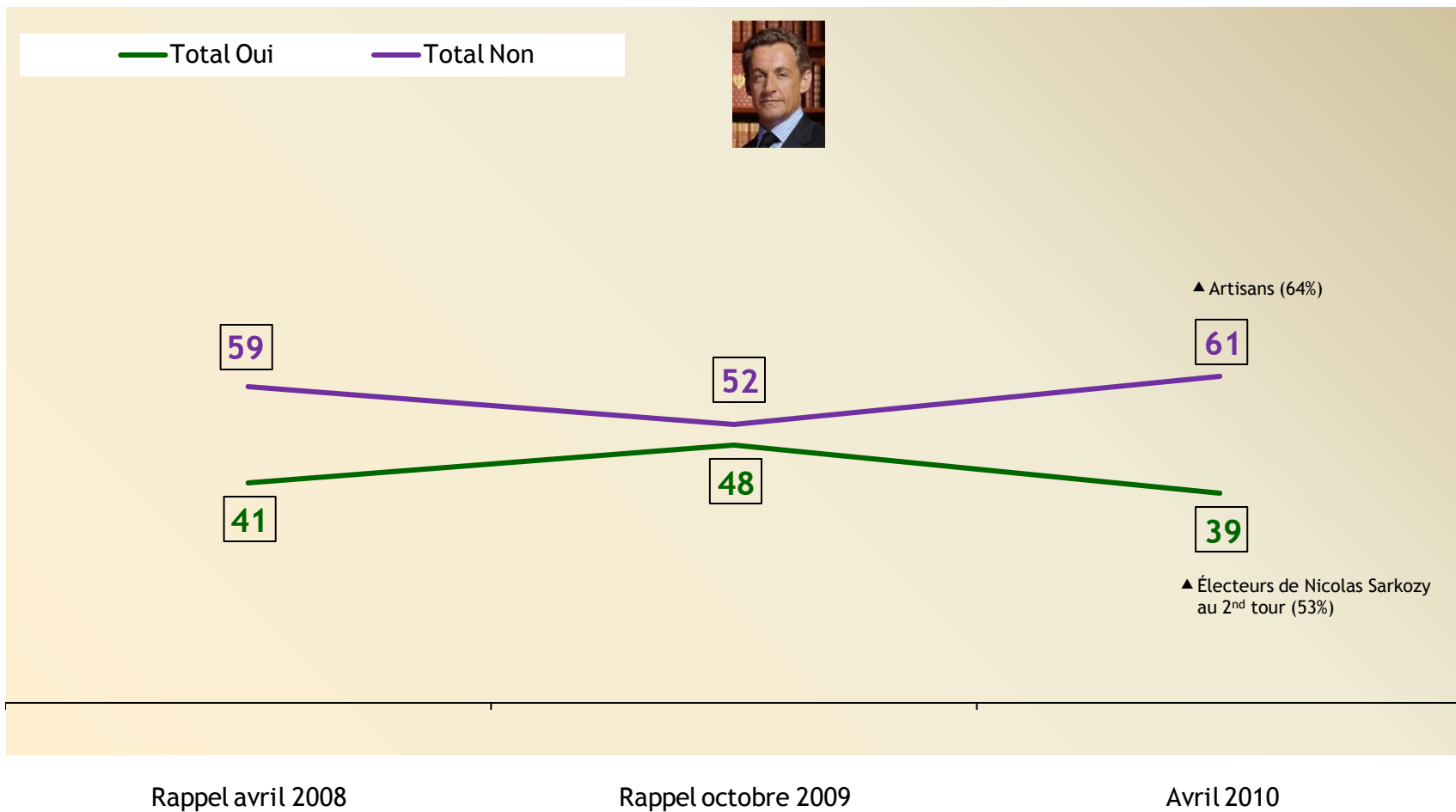
Près d'un quart des dirigeants interrogés s'estime « très mécontent », une proportion en forte progression en l'espace de six mois

Question : au total, trois ans après l'élection de Nicolas Sarkozy comme président de la République, diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, plus mécontent ou très mécontent de son action ?



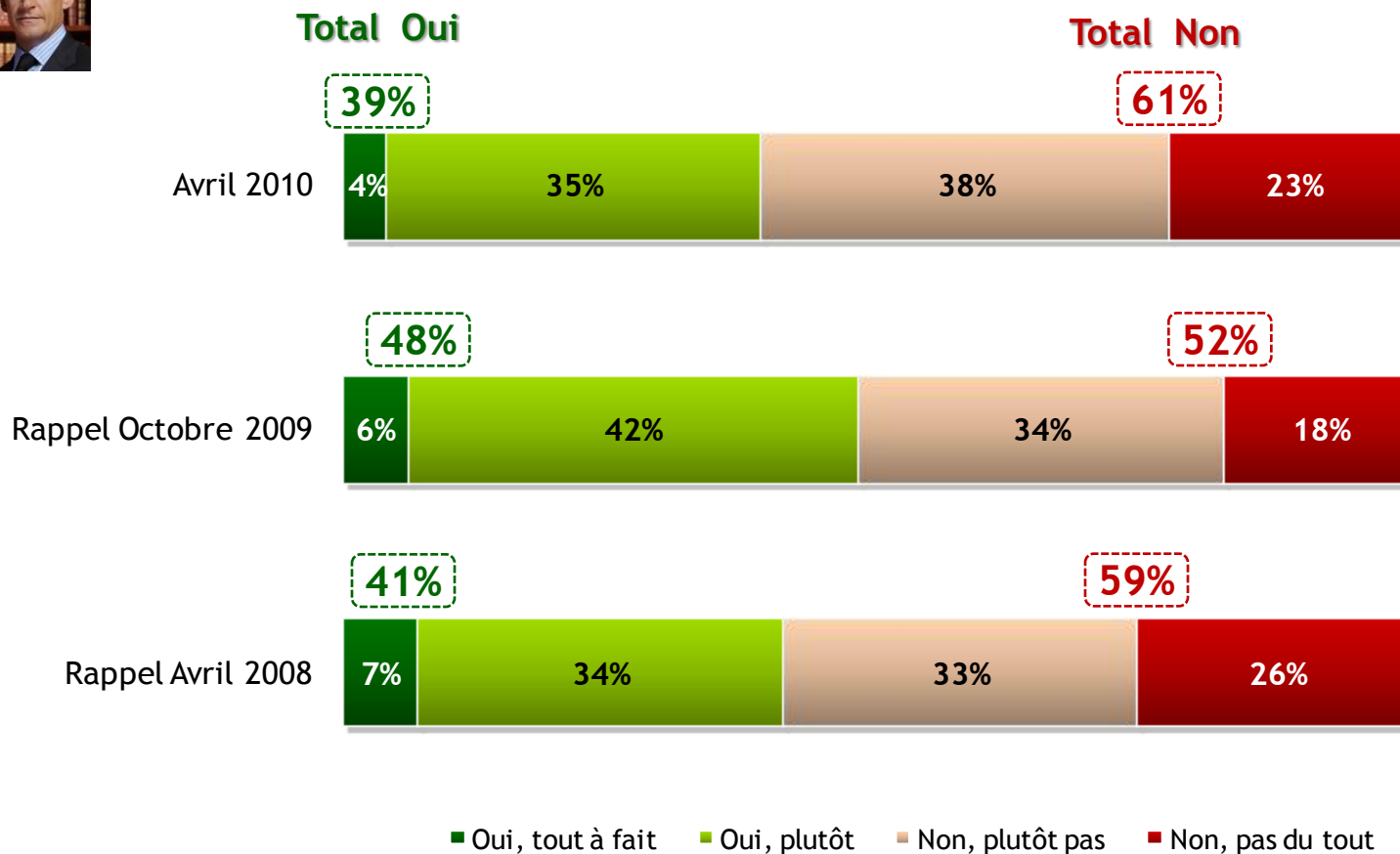
Près de quatre dirigeants sur dix estiment que le chef de l'Etat a tenu ses engagement de campagne

Question : selon vous, Nicolas Sarkozy a-t-il tenu, depuis son élection, les engagements qu'il avait pris durant la campagne électorale de 2007 ?



Après l'embellie décelée à mi-mandat, les jugements positifs sur la tenue des engagements atteignent leur plus bas niveau depuis 2008

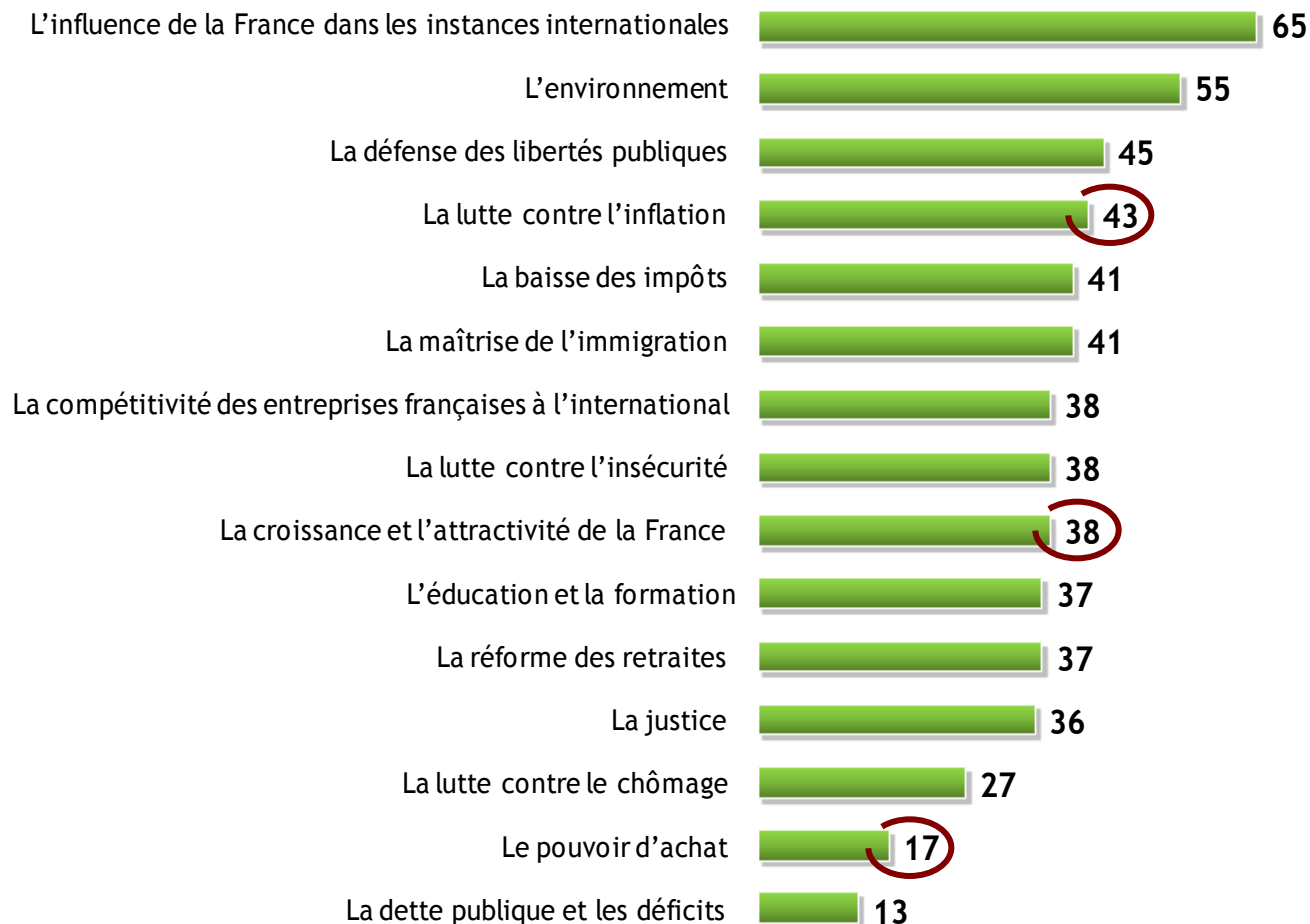
Question : selon vous, Nicolas Sarkozy a-t-il tenu, depuis son élection, les engagements qu'il avait pris durant la campagne électorale de 2007 ?



L'influence de la France dans les instances internationales et l'environnement suscitent des jugements majoritairement positifs


Question : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy depuis son élection à la présidence de la République est positif ou négatif ?

Récapitulatif : « Total Positif »



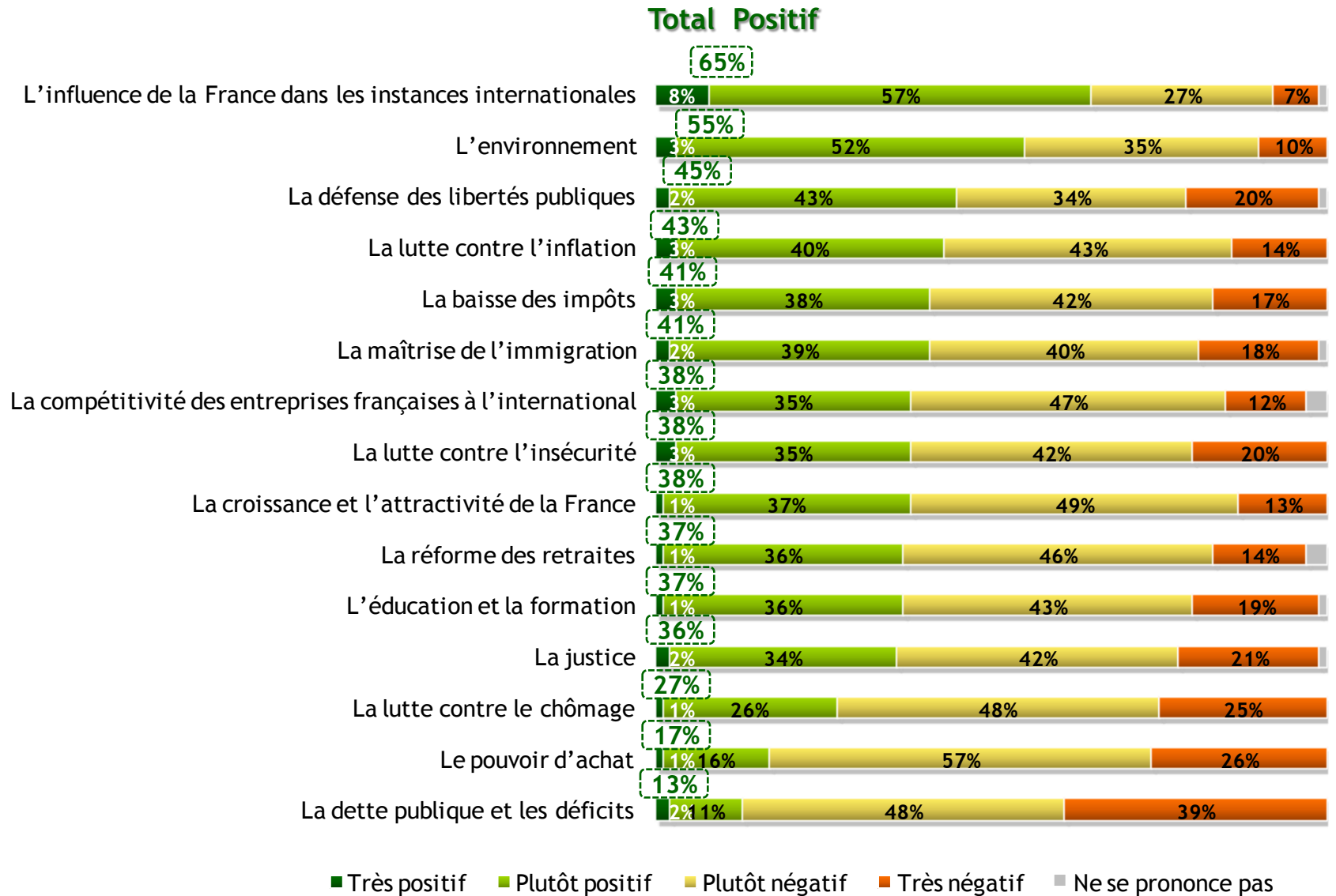
	Rappel Avril 2008	Rappel Octobre 2009
	np	np
	51	64
	Np	np
	17	34
	32	43
	50	39
	np	np
	65	45
	27	36
	43	45
	40	38
	48	30
	49	25
	11	17
	18	10

np : non posé
Base : ensemble des TPE

 Meilleur score observé pour l'ensemble des mesures effectuées depuis 2008

Détail du bilan de Nicolas Sarkozy dans différents domaines d'action

Question : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy depuis son élection à la présidence de la République est positif ou négatif ?

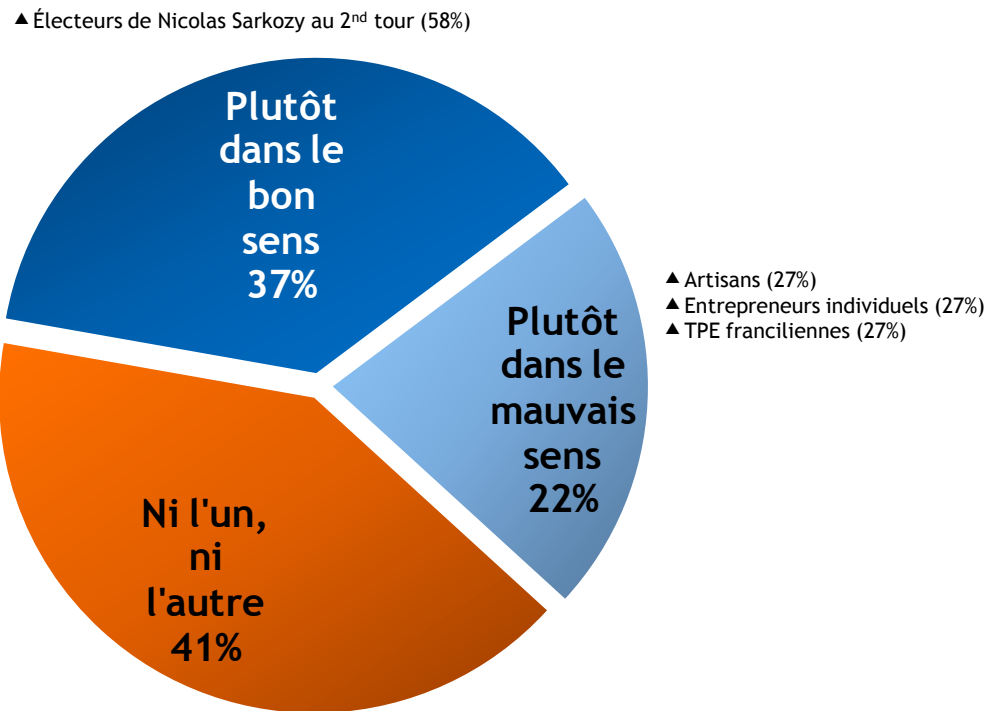


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril 2010

Plus d'un tiers des TPE estime que les réformes menées par Nicolas Sarkozy depuis son élection vont dans le bon sens

Question : globalement, diriez-vous que les réformes menées par Nicolas Sarkozy depuis son élection vont ... ?

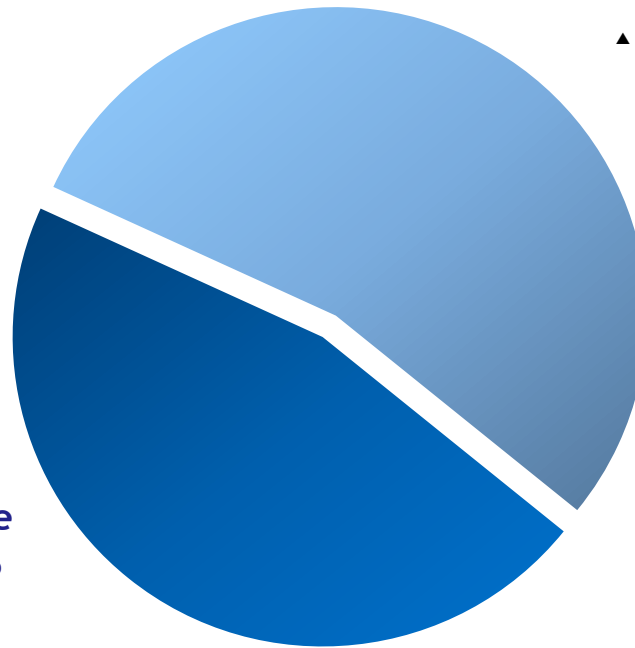


Le choix budgétaire à privilégier en période de crise : priorité à l'équilibre budgétaire pour une courte majorité de TPE

Question : et dans le contexte économique actuel, diriez-vous que ... ?

L'Etat doit privilégier la
sortie de crise, même si
cela doit creuser davantage
le déficit budgétaire : 46%

Rappel
Octobre 2009
42%



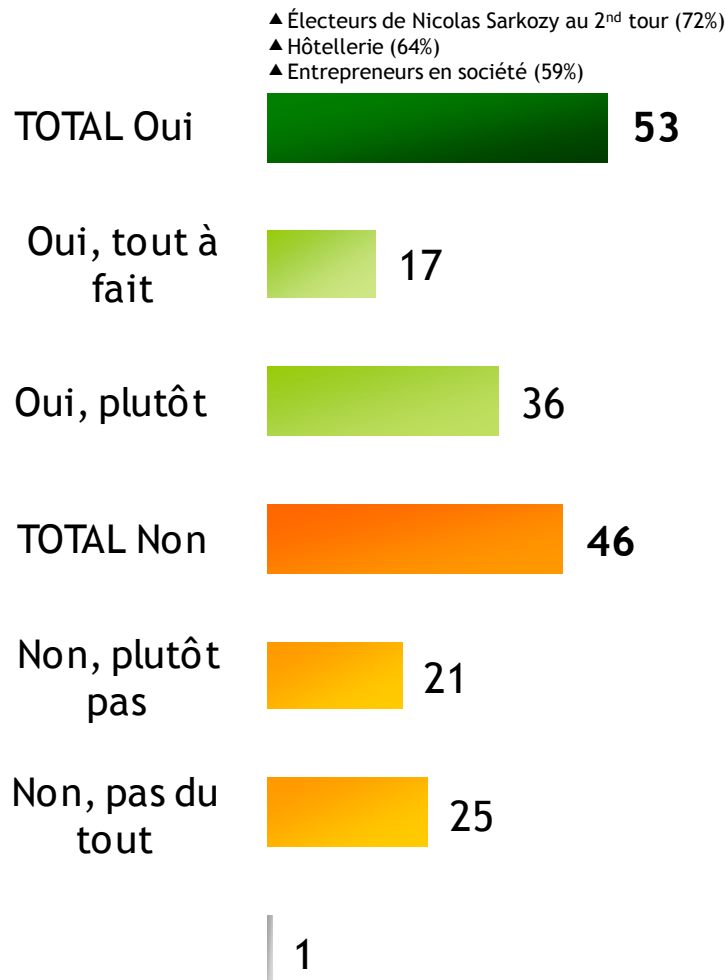
L'Etat doit privilégier le
souci de l'équilibre
budgétaire : 54%

▲ Entrepreneurs individuels (57%)

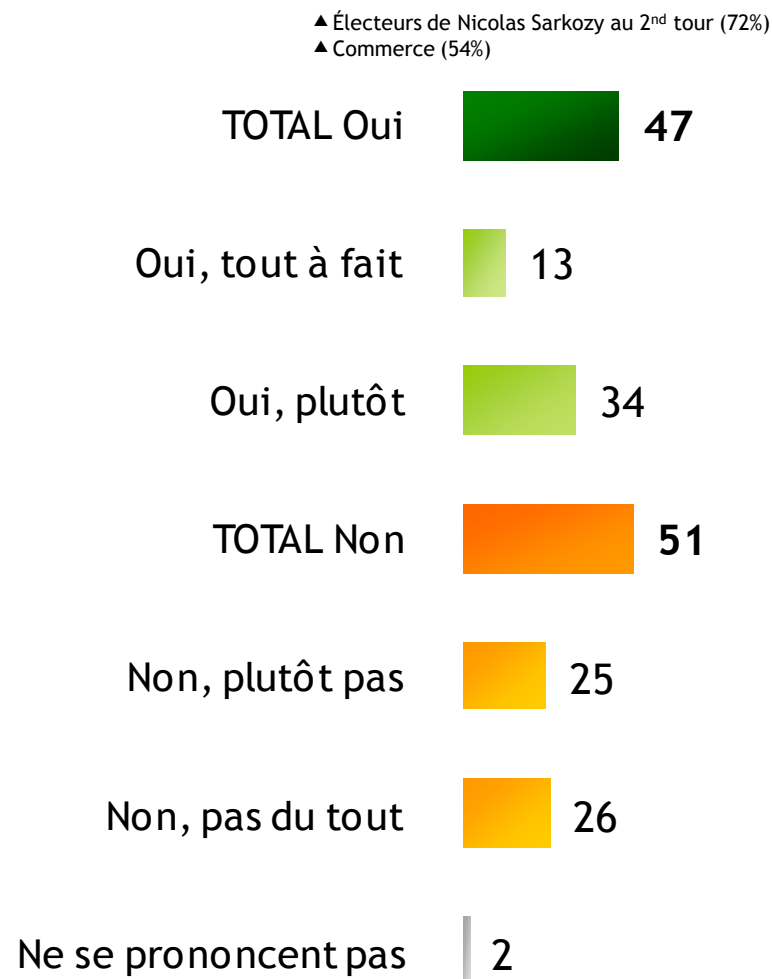
Rappel
Octobre 2009
58%

La double perspective d'une candidature voire d'une réélection de Nicolas Sarkozy en 2012 suscite des jugements ambivalents

Question : souhaitez-vous que Nicolas Sarkozy soit candidat lors de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu au printemps 2012 ?

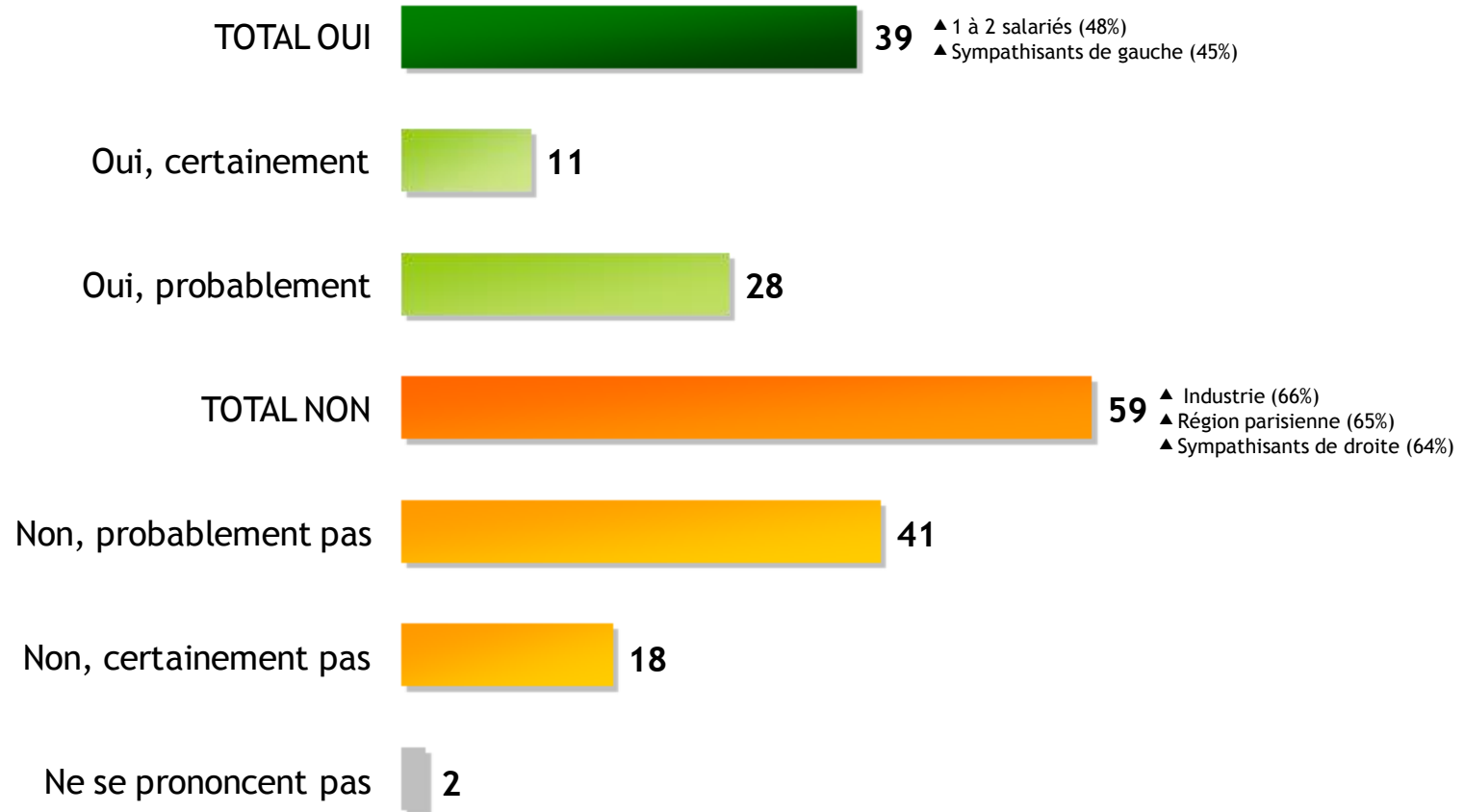


Question : dans l'hypothèse où Nicolas Sarkozy serait à nouveau candidat lors de l'élection présidentielle de 2012, souhaiteriez-vous sa réélection à la présidence de la République ?



Pour près de quatre dirigeants sur dix jugent, la France pourrait connaître la même situation que la Grèce

Question : selon vous, la France pourrait-elle connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce ?

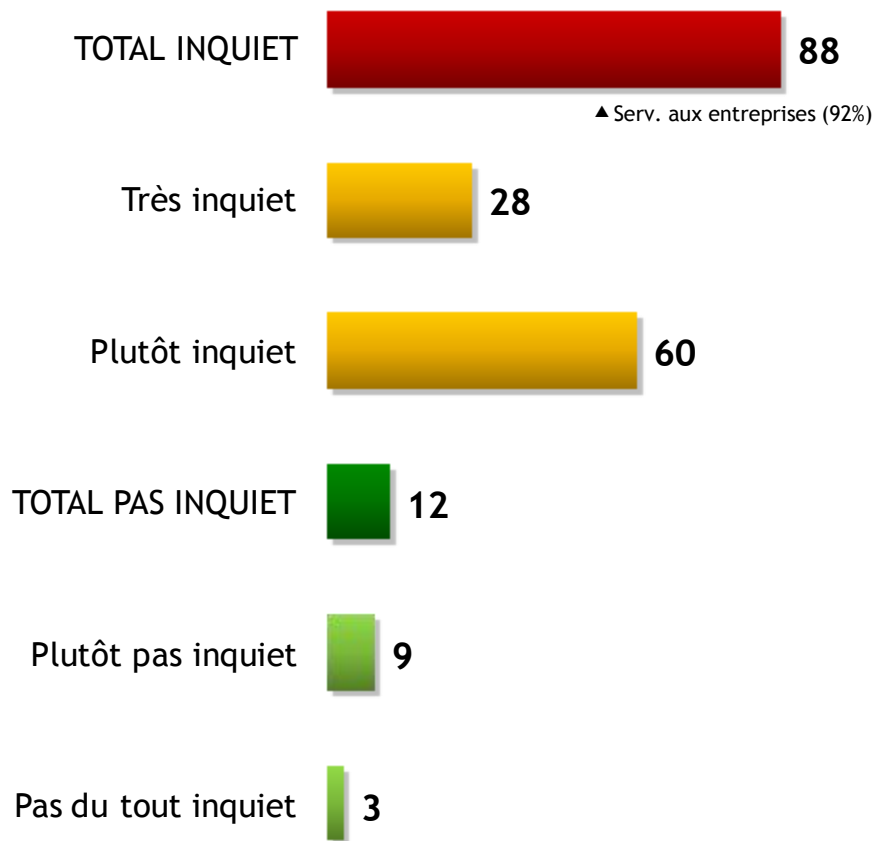


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

Le déficit de l'Etat et la dette publique suscitent de vives inquiétudes

Question : vous, personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat, diriez-vous que vous êtes ... ?



Question : si l'on devait réduire les dépenses publiques pour diminuer la dette de notre Etat, dans quel secteur en priorité faudrait-il les réduire ?

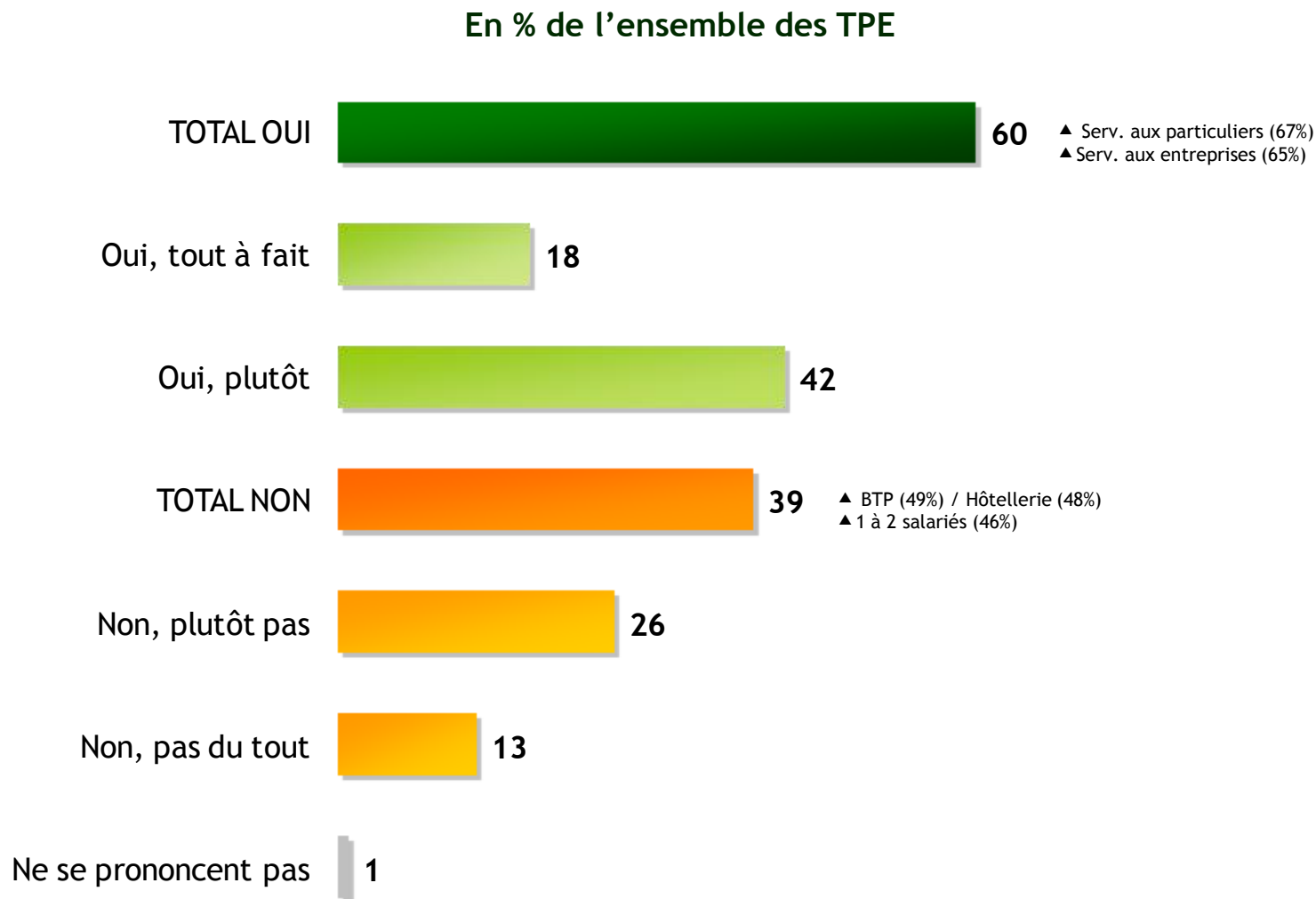


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

Les TPE approuvent majoritairement l'aide financière de la France envers la Grèce

Question : selon vous, au nom de la solidarité européenne, la France doit-elle aider financièrement la Grèce de façon directe ou indirecte ?



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

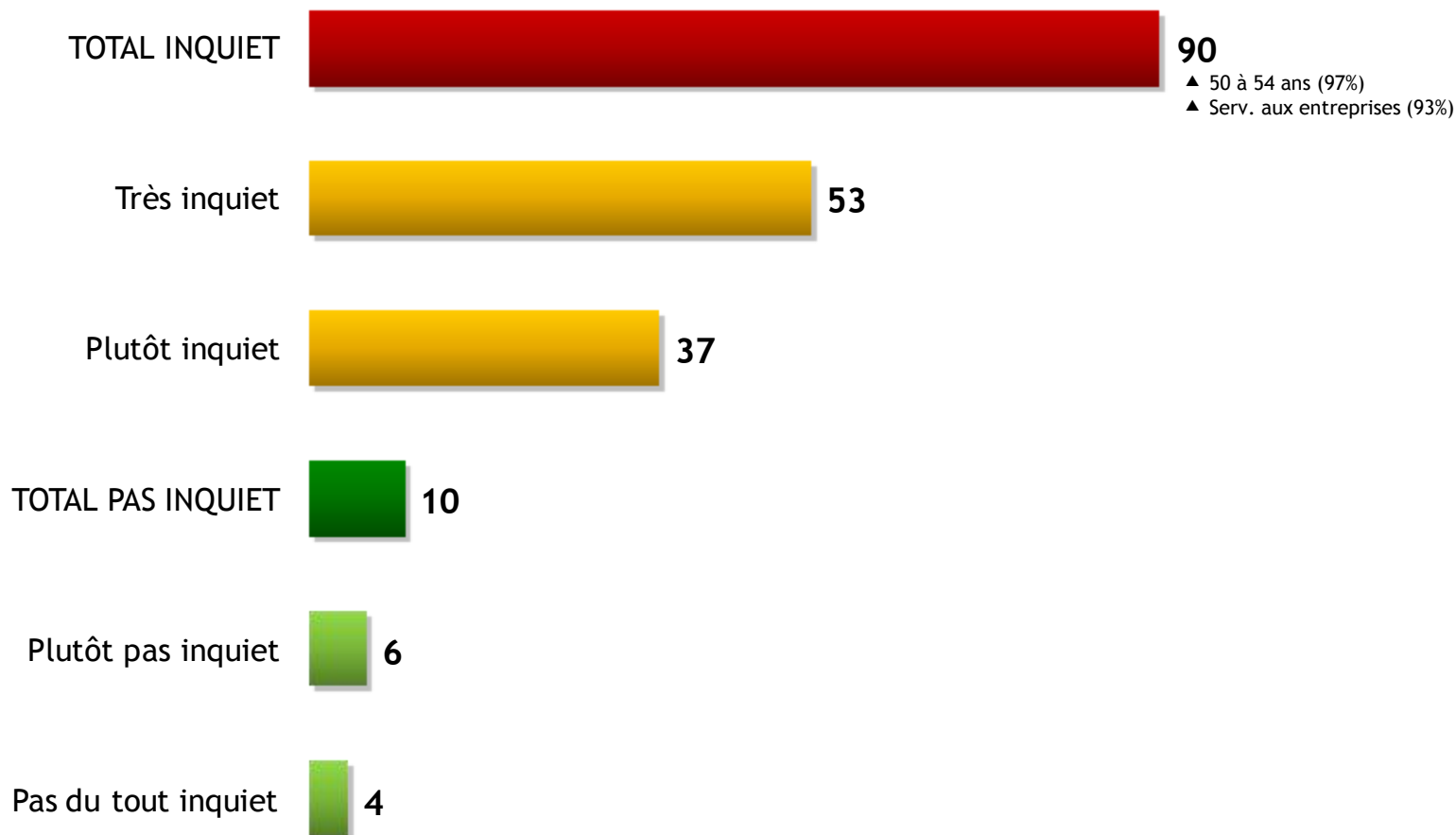
LA REFORME DES RETRAITES

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Les retraites suscitent un niveau de préoccupation particulièrement élevé parmi les dirigeants de TPE

Question : en pensant aux retraites dans notre pays, êtes-vous personnellement inquiet ou pas inquiet ?



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

Pour près de six TPE sur dix, le système de retraites n'a pas vraiment fait l'objet de réformes ces dernières années

Question : à propos du système de retraites, diriez-vous qu'au cours des dernières années... ?

Il a fait l'objet de réformes qui allaient dans le bon sens



17

- ▲ 60 ans et plus (26%)
- ▲ Commerce (27%)

Il a fait l'objet de réformes qui allaient dans le mauvais sens



24

- ▲ Aucun salarié (27%)
- ▲ BTP(33%) / Serv. aux particuliers (30%)

Il n'a pas vraiment fait l'objet de réformes



59

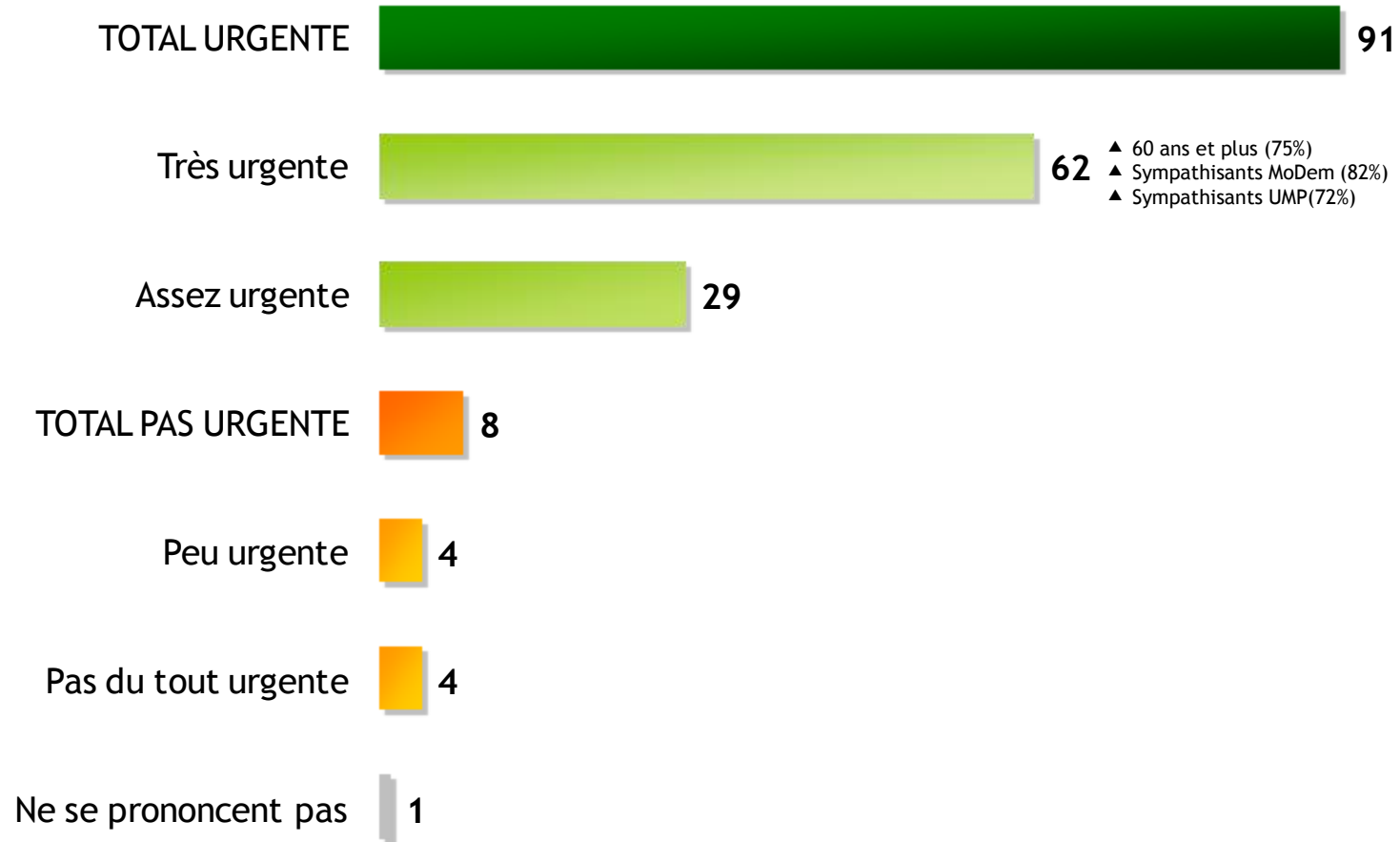
- ▲ 55 à 59 ans (67%)
- ▲ Industrie (70%) /
- ▲ Serv. aux entreprises (63%)

Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

A la quasi unanimité, les TPE décrètent l'urgence pour la réforme des retraites

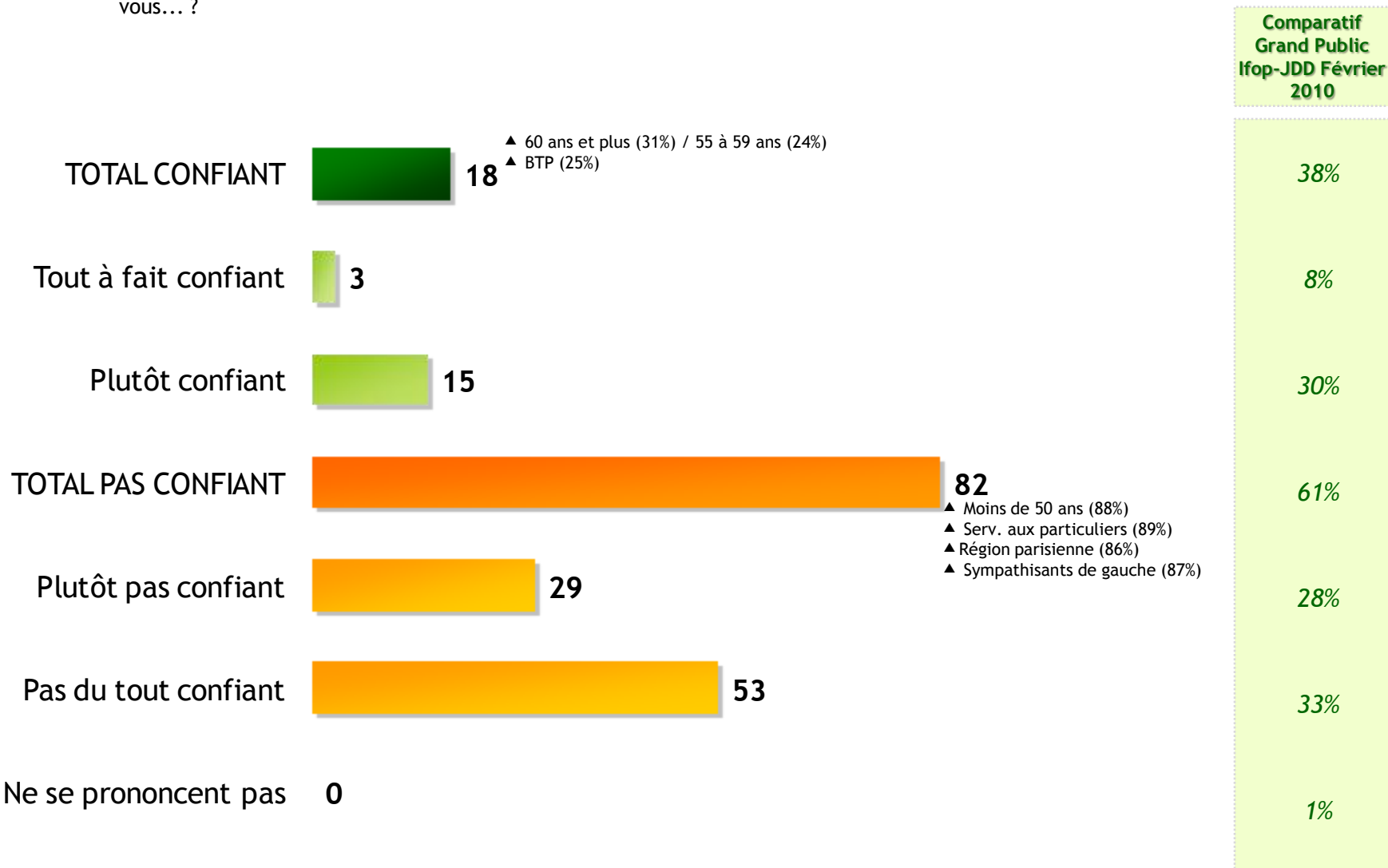
Question : diriez-vous que la réforme du système de retraite actuel est... ?



Base : ensemble des TPE

Plus de huit dirigeants de TPE sur dix n'ont pas confiance dans la possibilité de percevoir une retraite satisfaisante

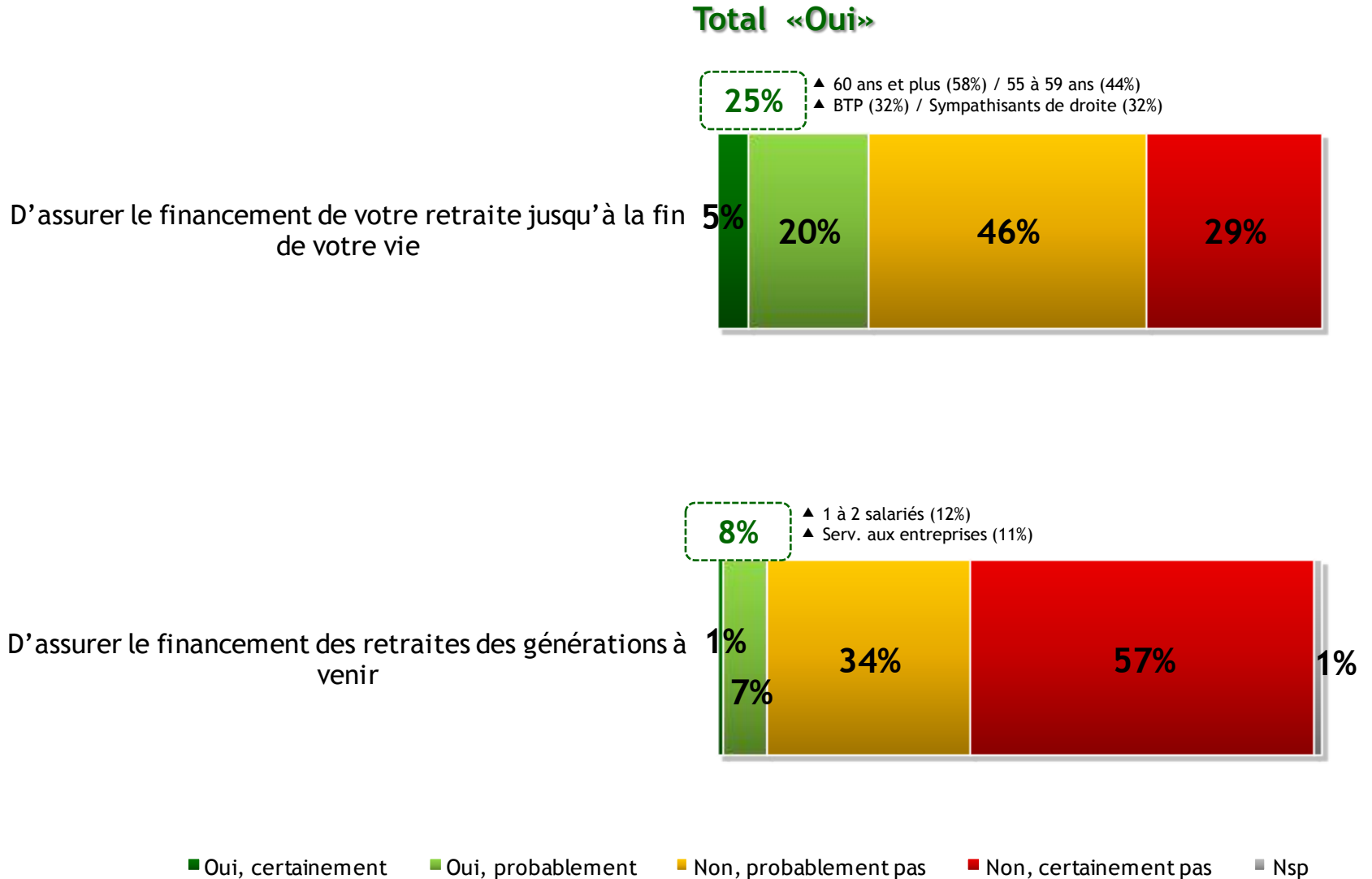
Question : personnellement, concernant la garantie de toucher plus tard une retraite satisfaisante par rapport à vos revenus actuels, êtes-vous... ?



Base : ensemble des TPE

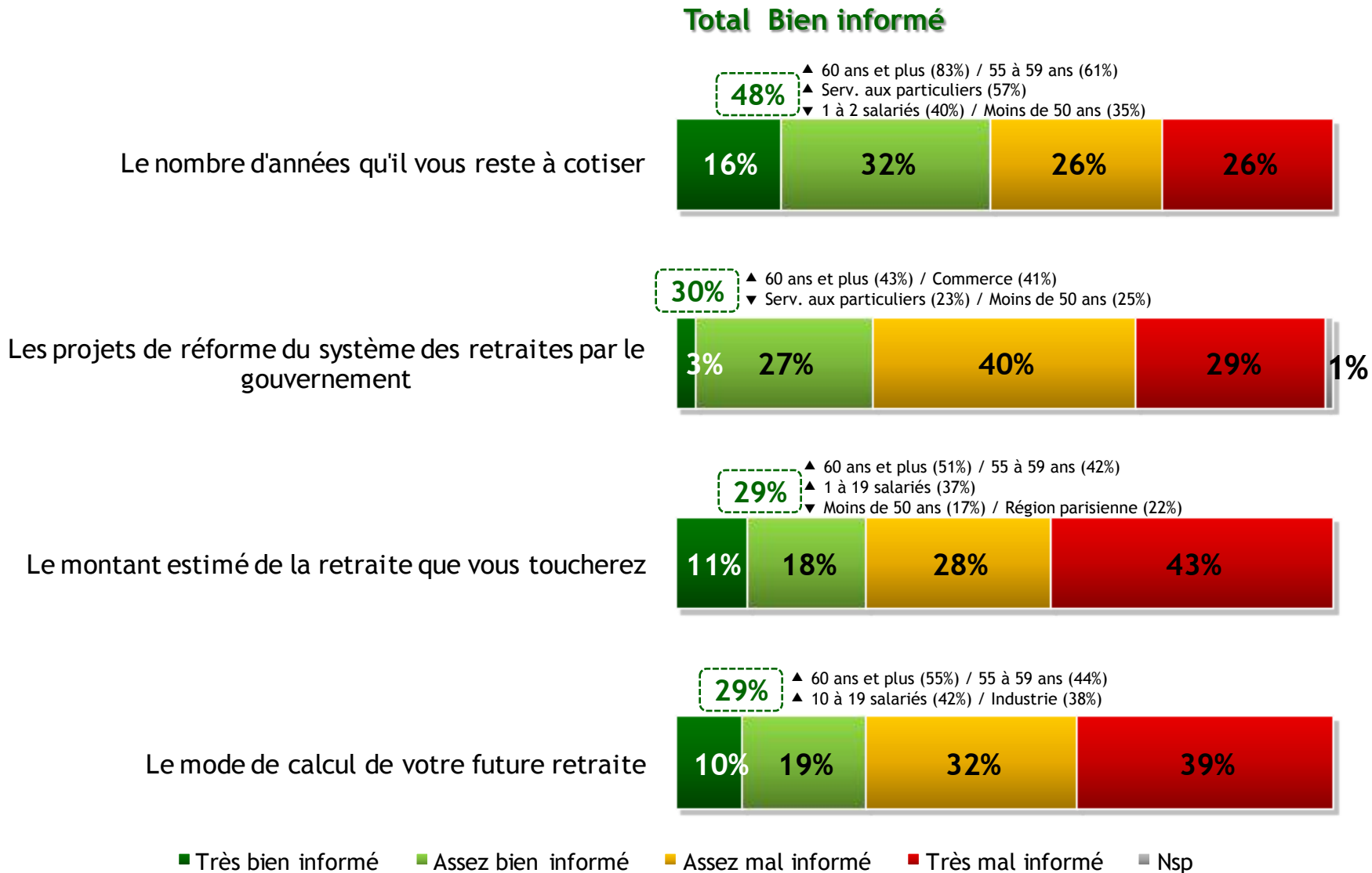
La défiance des TPE à l'encontre du système de retraites actuel atteint un niveau très élevé

Question : à votre avis, le système de retraite actuel permettra-t-il... ?



Les dirigeants de TPE pâtissent d'un manque d'information flagrant sur de nombreux aspects du système des retraites

Question : et diriez-vous que vous êtes bien ou mal informé sur... ?

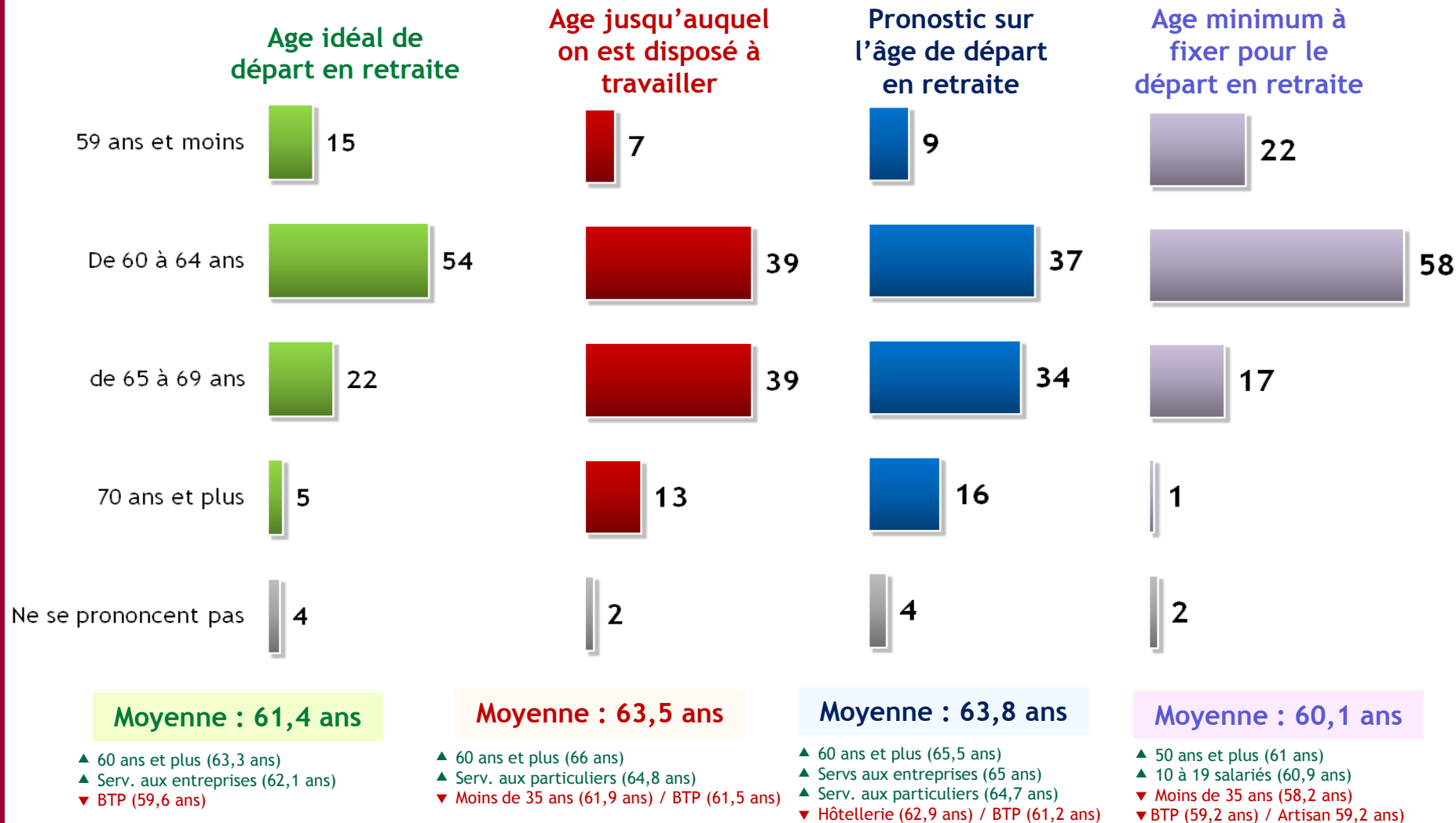


Base : ensemble des TPE

L'âge de départ en retraite : pragmatisme ou résignation ?

- Questions :
- idéalement, à quel âge souhaiteriez-vous partir à la retraite ?
 - et jusqu'à quel âge seriez-vous prêt à travailler pour avoir une bonne retraite ?
 - tout compte fait, à quel âge pensez-vous pouvoir partir à la retraite ?
 - selon vous, quel devrait être l'âge minimum de départ à la retraite ?

Questions ouvertes - réponses spontanées



Un arbitrage difficile entre durée et niveau de cotisation

Question : si vous aviez le choix, concernant votre retraite, préféreriez-vous... ?

Travailler le plus longtemps possible pour vous garantir une retraite satisfaisante



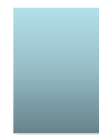
39 ▲ 60 ans et plus (60%) / Région parisienne (46%)
 ▲ Serv. aux entreprises (43%) / Serv. aux particuliers (43%)
 ▲ Sympathisants UMP (49%)

Cotiser davantage pour partir à la retraite le plus tôt possible



32 ▲ BTP (39%) / Artisan (37%)
 ▲ Sympathisants PS (45%)

Partir le plus tôt possible quitte à avoir une retraite moindre



12 ▲ 50 à 54 ans (33%) / Artisans (28%)
 ▲ BTP (33%) / Serv. aux particuliers (30%)
 ▲ Sympathisants de gauche (29%)

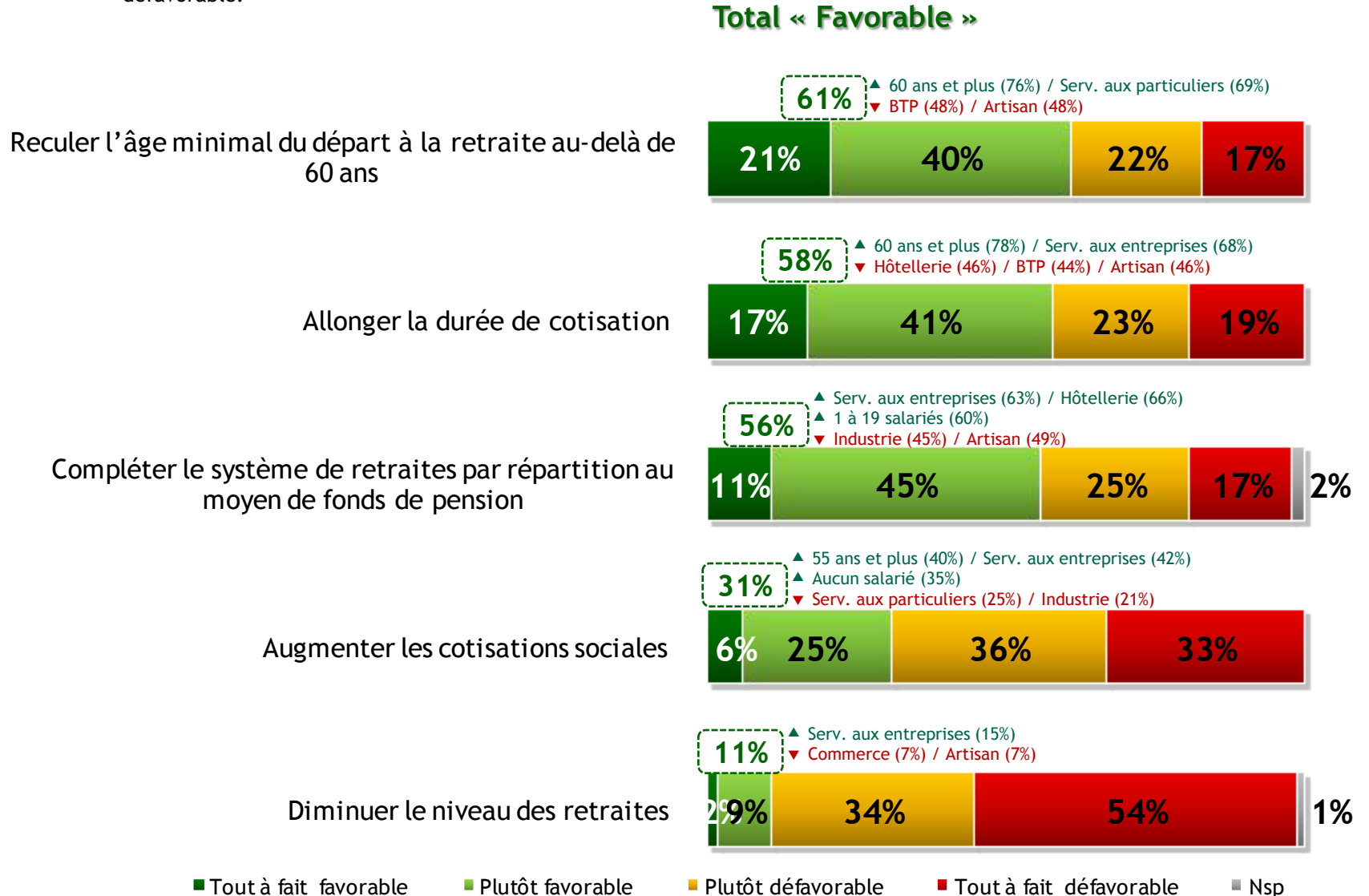
Rien de tout cela



6

Les TPE privilégient trois mesures pour réformer les retraites : reculer l'âge minimal, allonger la durée de cotisation et recourir aux fonds de pension

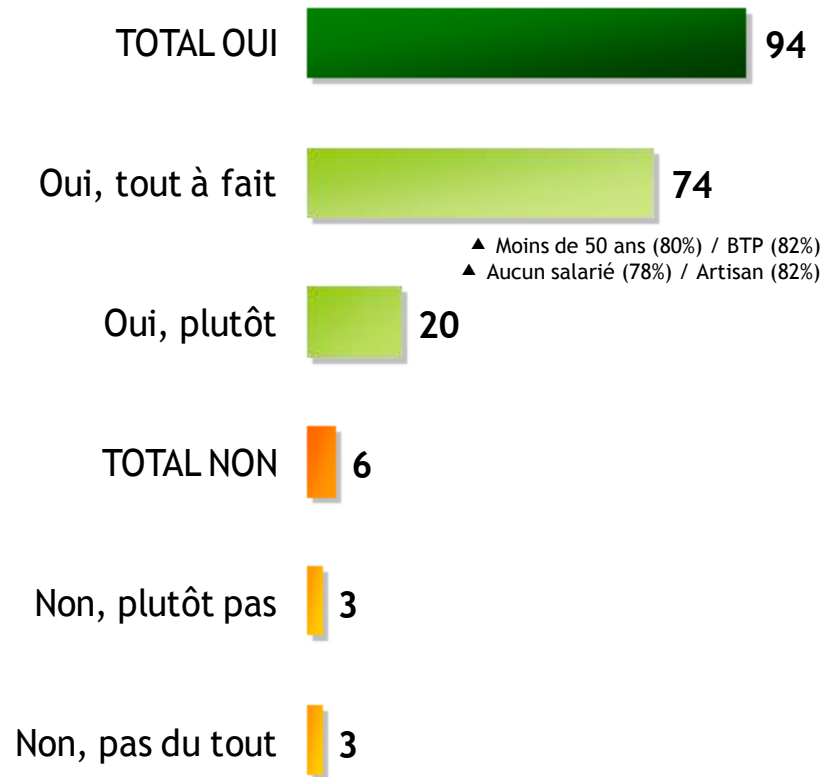
Question : pour chacune des solutions suivantes envisagées pour réformer notre système de retraite, vous me direz si vous y êtes favorable ou défavorable.



Base : ensemble des TPE

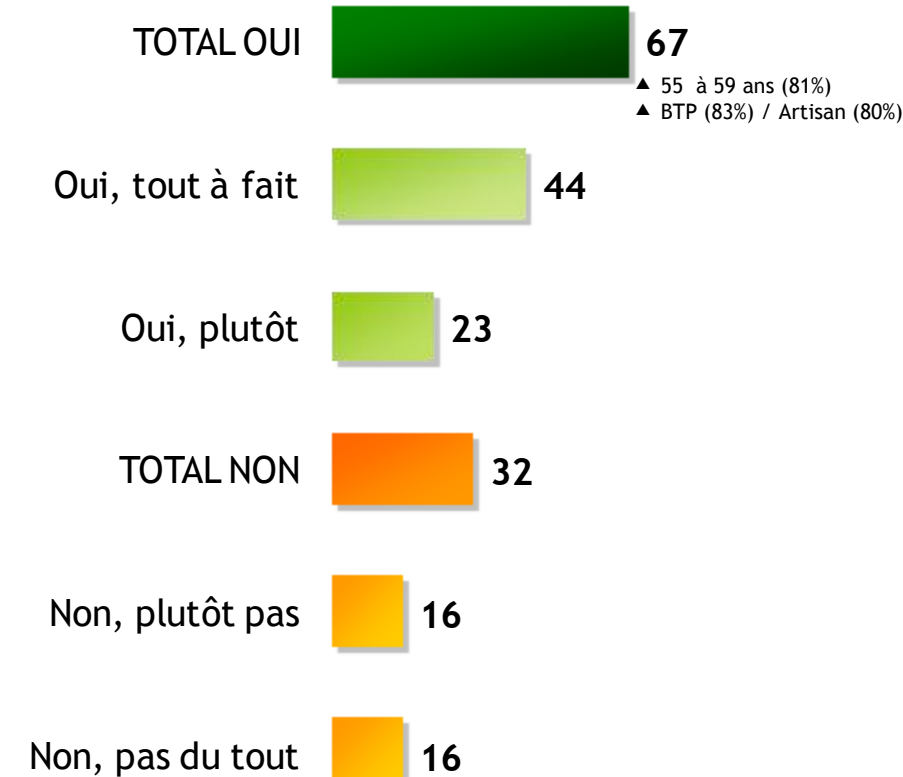
Une adhésion forte à la modulation de l'âge de départ en retraite en fonction de la pénibilité du travail exercé

Question : selon vous, faut-il moduler l'âge de départ à la retraite en fonction de la pénibilité du métier exercé ?



Ne se prononcent pas

Question : s'il était décidé de moduler l'âge de départ à la retraite en fonction de la pénibilité du métier exercé, souhaiteriez-vous que cette modulation s'applique aux chefs d'entreprise ?



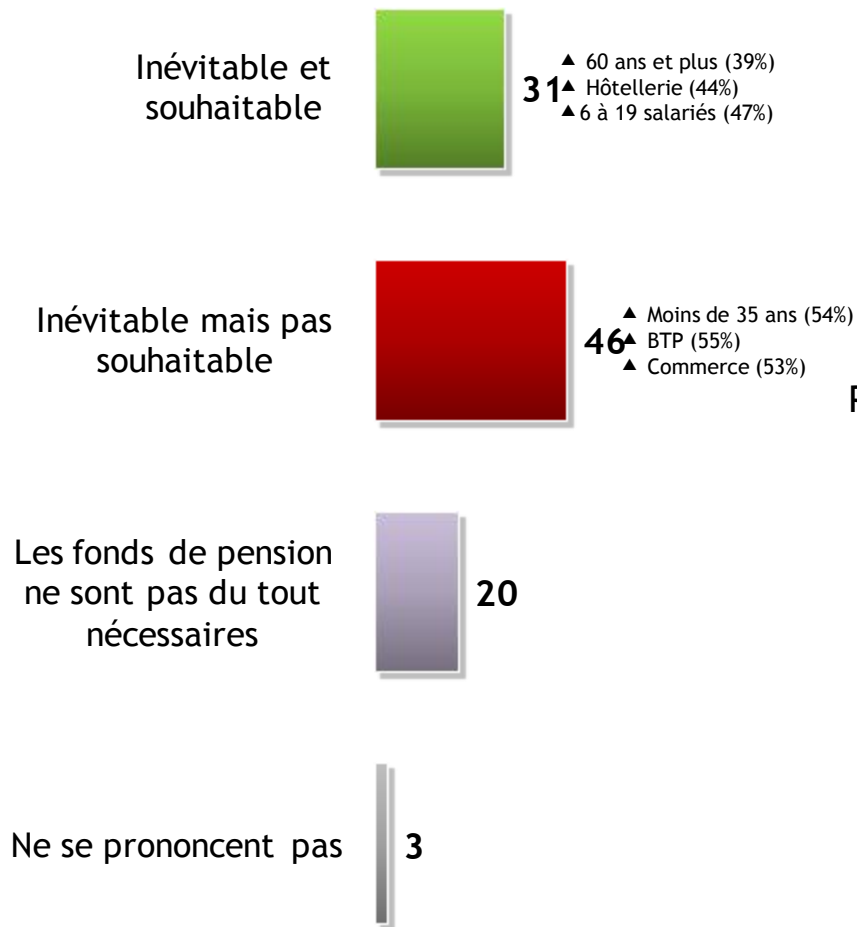
Ne se prononcent pas | 1

Base : ensemble des TPE

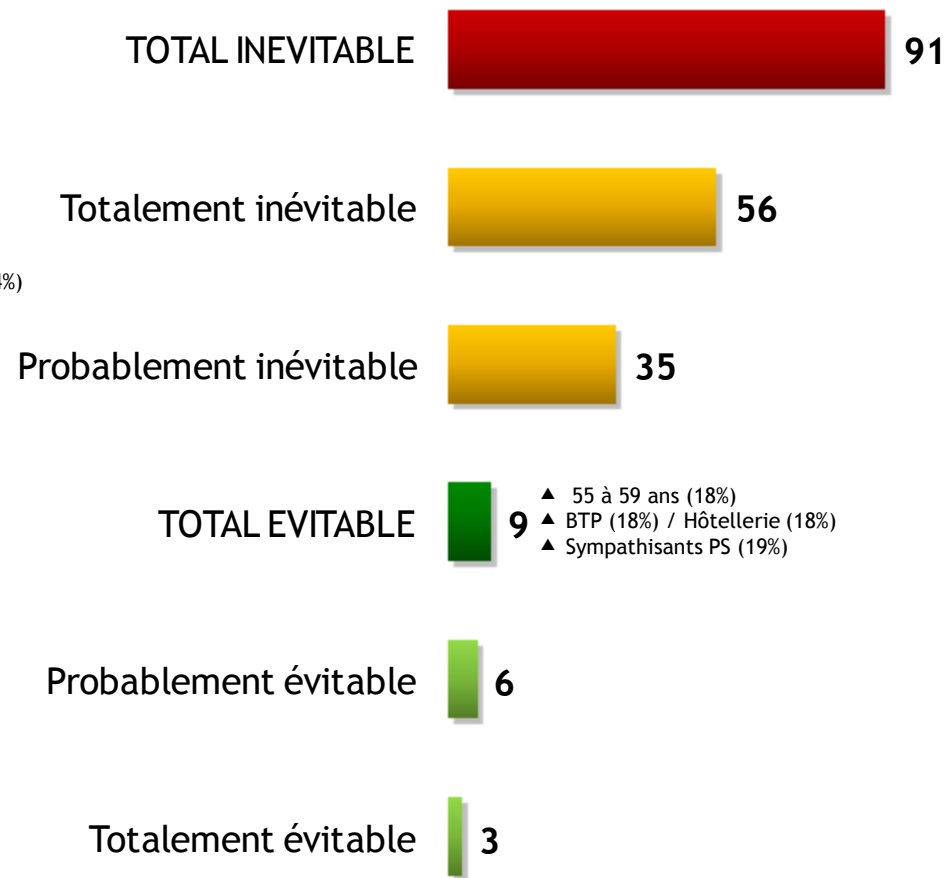
Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

Compléter le système par répartition pour obtenir une retraite satisfaisante : une mesure inévitable pour neuf TPE sur dix

Question : d'après-ce que vous en savez, la perspective de devoir compléter le système actuel de retraite par répartition (où les retraites d'aujourd'hui sont payées par les actifs) par des fonds de pension est-elle... ?



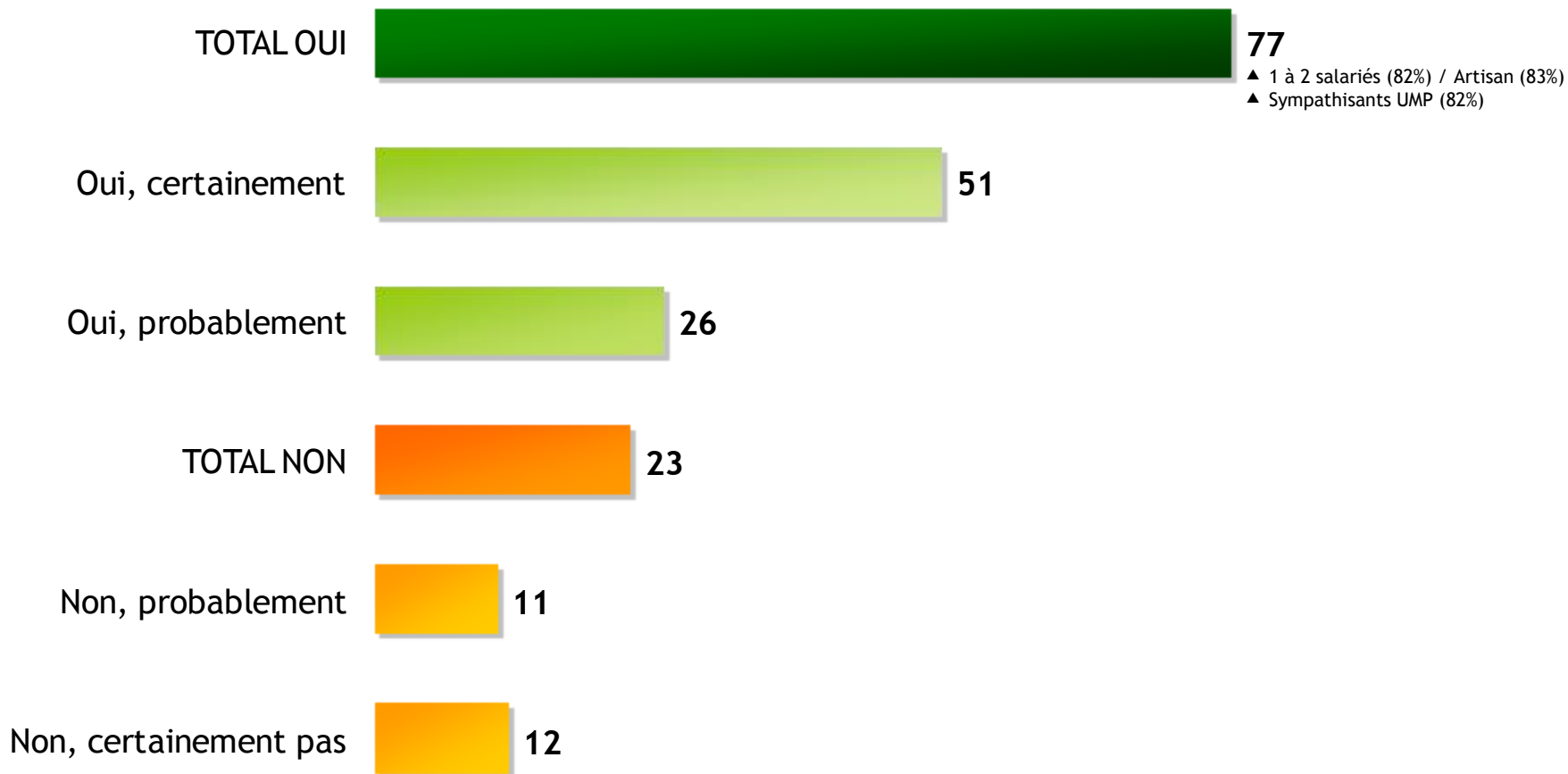
Question : à votre avis, la perspective pour vous de devoir épargner pour compléter votre propre retraite est... ?



Base : ensemble des TPE

Plus des trois quarts des TPE souhaitent l'élargissement de l'assiette de cotisations à l'ensemble des revenus

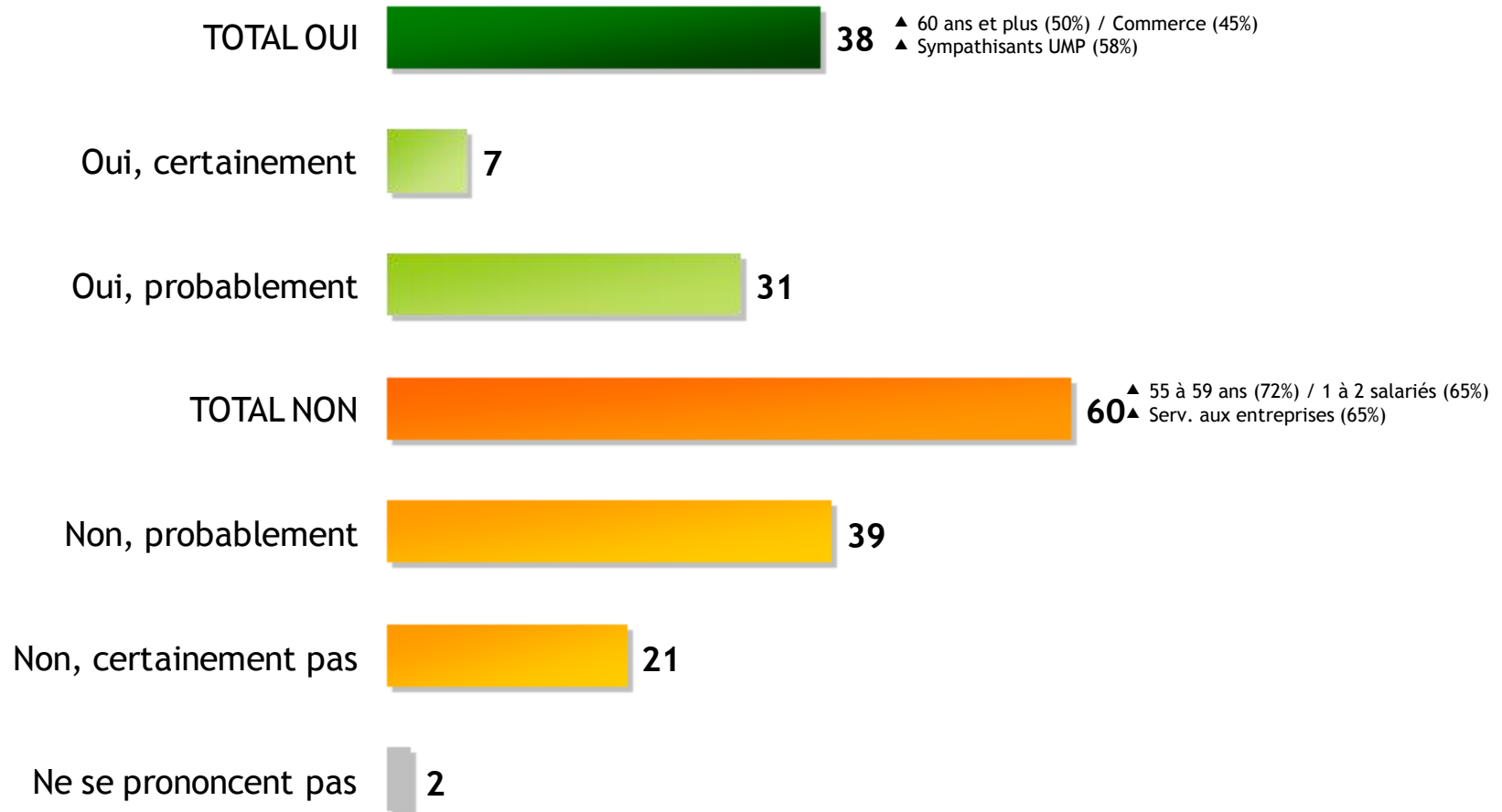
Question : aujourd'hui, le financement des retraites est assuré à plus des deux tiers par des cotisations sur les salaires des personnes qui travaillent, donc au final principalement par les entreprises. Pensez-vous que l'on devrait trouver de nouvelles sources de financement en élargissant l'assiette de cotisations à l'ensemble des revenus ?



Base : ensemble des TPE

Le pronostic sur l'efficacité de la prochaine réforme des retraites : scepticisme majoritaire parmi les dirigeants de TPE

Question : selon vous, la prochaine réforme des retraites souhaitée par Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon permettra-t-elle de réformer efficacement et durablement le système français pour assurer son financement pour les générations à venir ?

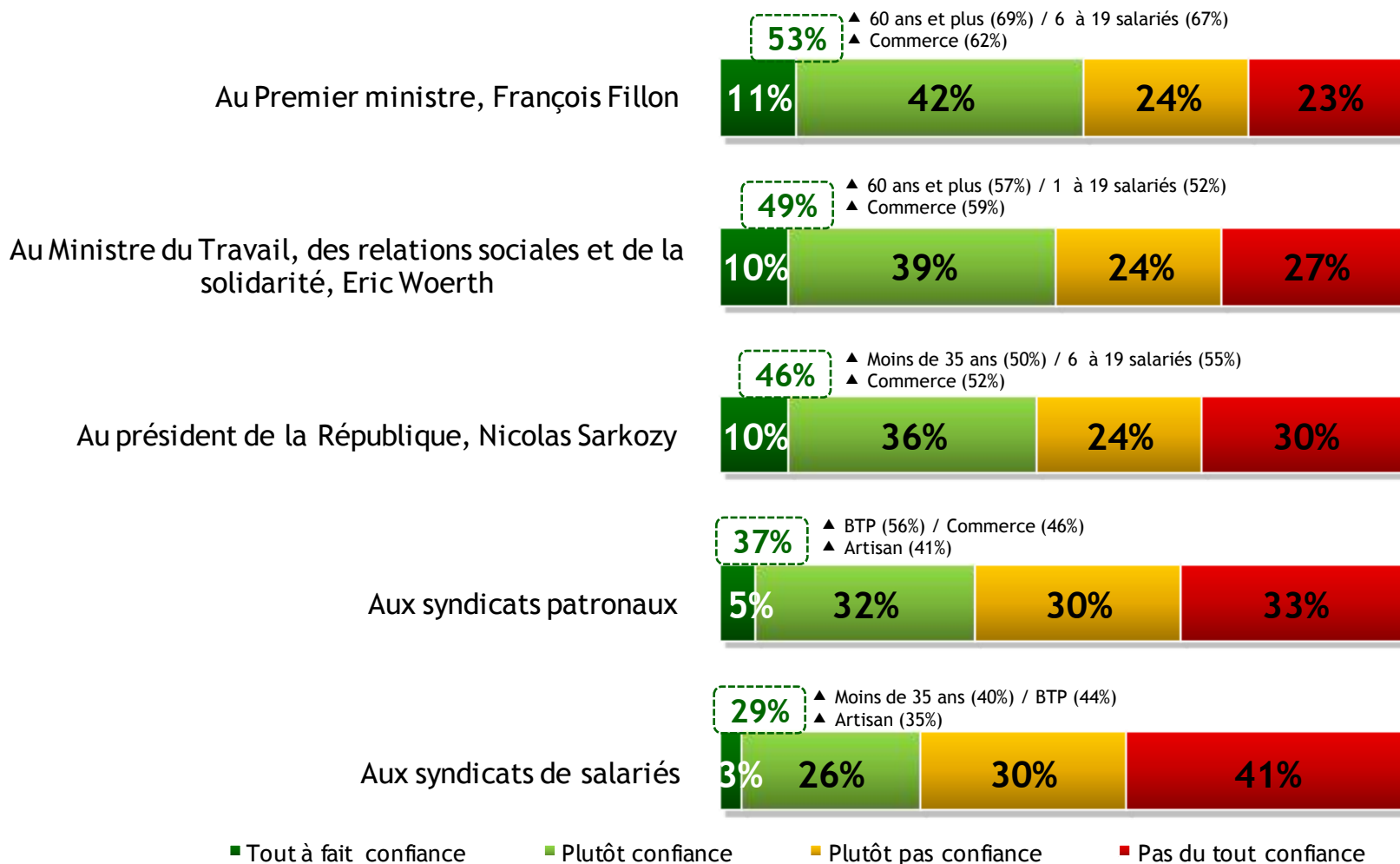


Base : ensemble des TPE

La confiance dans différents acteurs pour réformer le système de retraites : léger avantage au Premier ministre

Question : pour réformer efficacement et durablement le système de retraite français, faites-vous vous confiance ou pas confiance... ?

Total « Confiance »

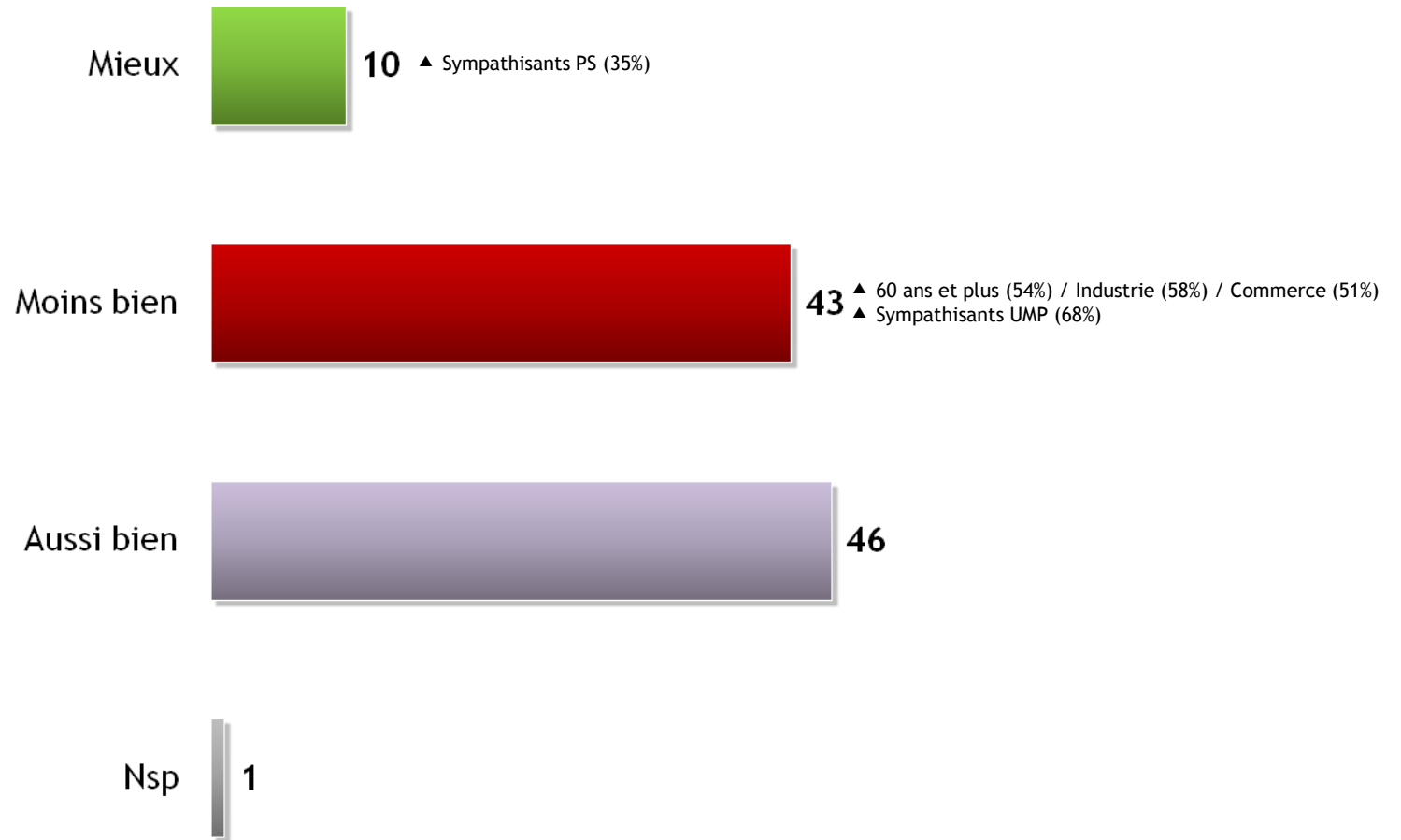


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

L'opposition en quête de crédibilité

Question : à votre avis, si l'opposition était aujourd'hui au pouvoir, s'occuperait-elle mieux, aussi bien ou moins bien du dossier des retraites ?



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

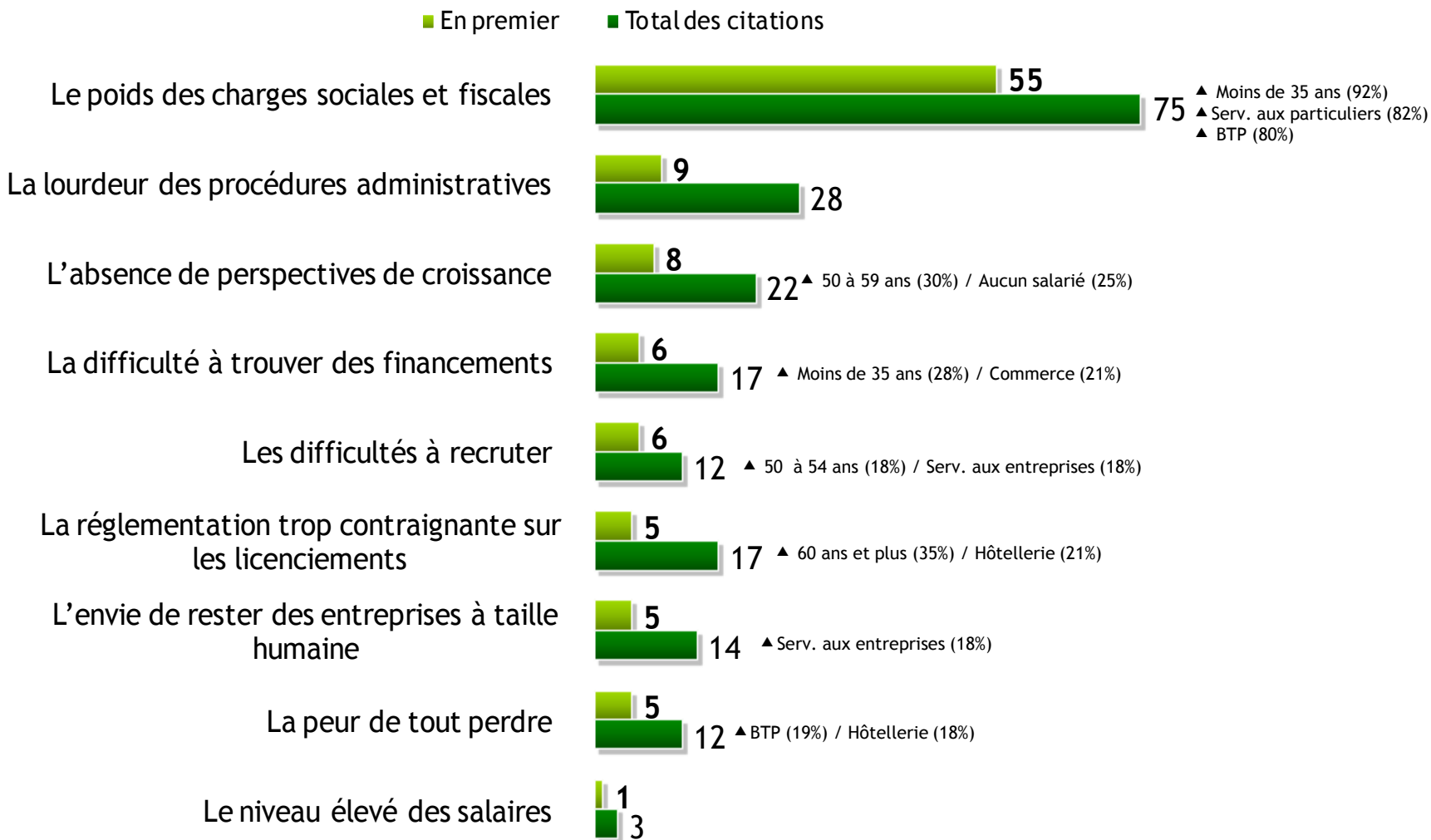
LA TVA SOCIALE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Les principaux freins à la croissance des TPE : les dirigeants mettent en exergue le poids des charges sociales et fiscales

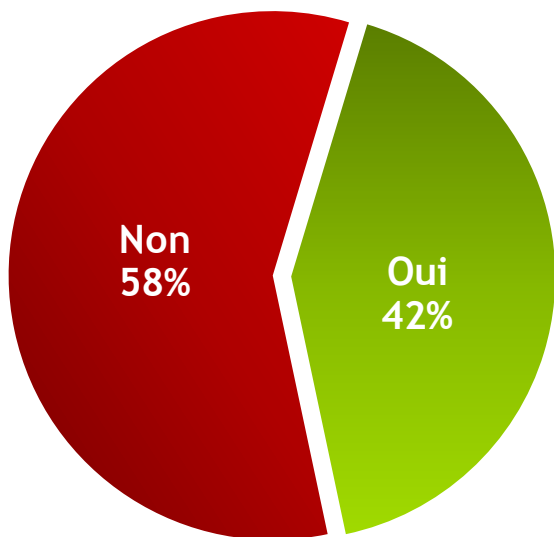
Question : quels sont selon vous les principaux facteurs qui empêchent les petites entreprises qui le souhaitent de grandir ?



Base : ensemble des TPE

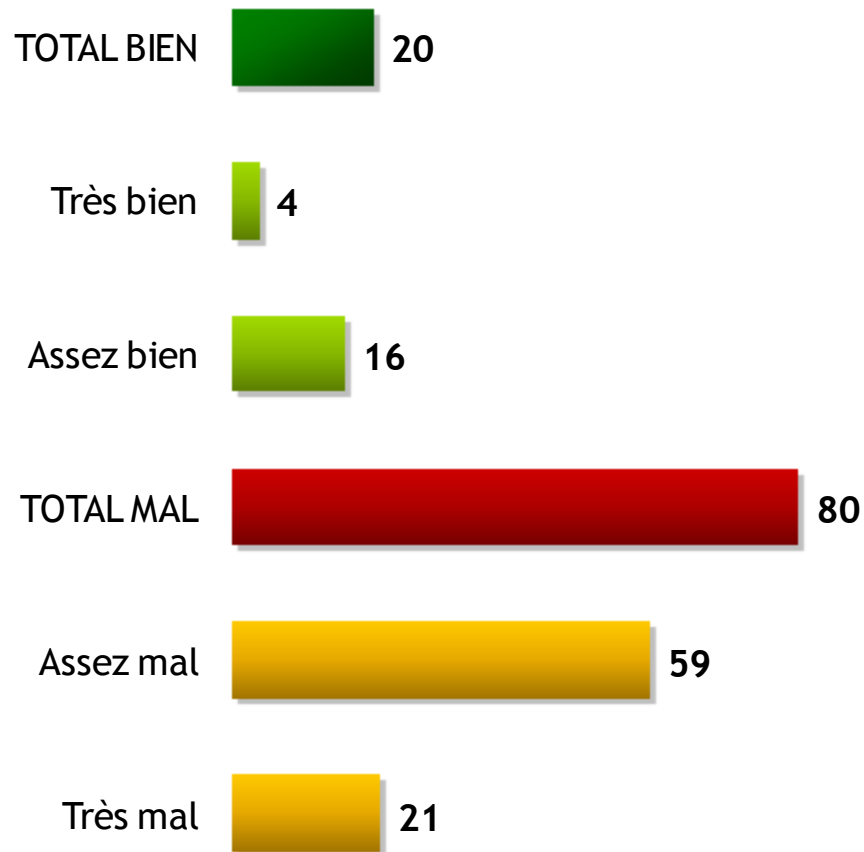
La TVA sociale : un mécanisme peu connu

Question : avez-vous déjà entendu parler de la TVA sociale ?



- ▲ 60 ans et plus (57%)
- ▲ Région parisienne (51%)
- ▲ Serv. aux entreprises (50%)

Question : (si a entendu parler de la TVA sociale) et diriez-vous que vous savez très bien, assez bien, assez mal ou très mal ce dont il s'agit ?



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

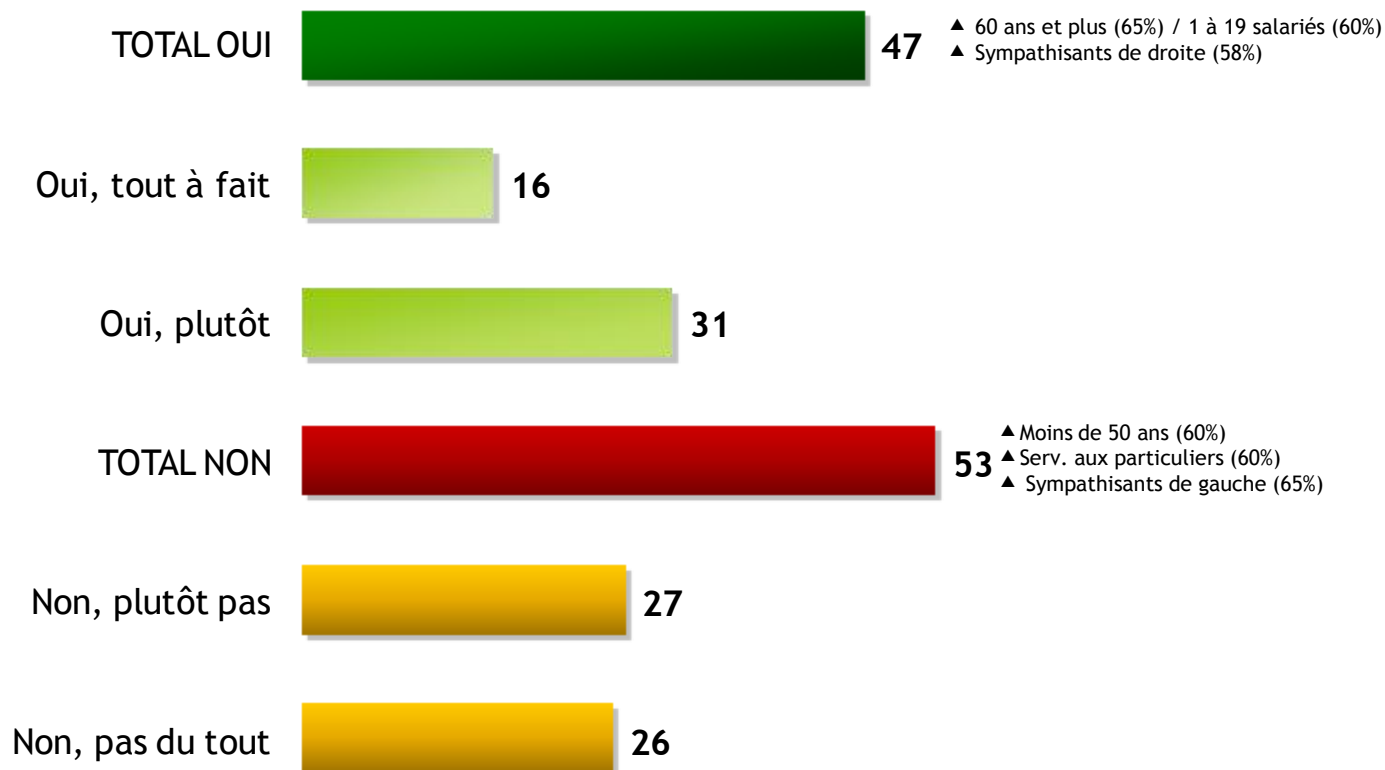
Base : question posée aux patrons de TPE ayant déjà entendu parler de la TVA sociale

La perspective d'une TVA sociale suscite des jugements contrastés

Mise à niveau : la TVA sociale est un outil consistant à financer en partie la protection sociale (allocations familiales, maladie et retraite) par une augmentation de la TVA. Celle-ci serait compensée par une baisse des charges sociales et des retenues sur salaires. La protection sociale est aujourd'hui financée essentiellement par des prélèvements sur les revenus du travail. L'instauration de la TVA sociale permettrait de répartir cette charge, non plus seulement sur les revenus du travail, mais sur l'ensemble des Français qui sont les vrais bénéficiaires de la protection sociale.

Les partisans de cette méthode considèrent qu'elle permet de baisser les coûts de production, de renforcer la compétitivité, de pénaliser les importations tout en favorisant les exportations et de créer des emplois. En revanche, ses détracteurs dénoncent une hausse des prix qui pénalise les consommateurs, en particulier les plus modestes d'entre eux.

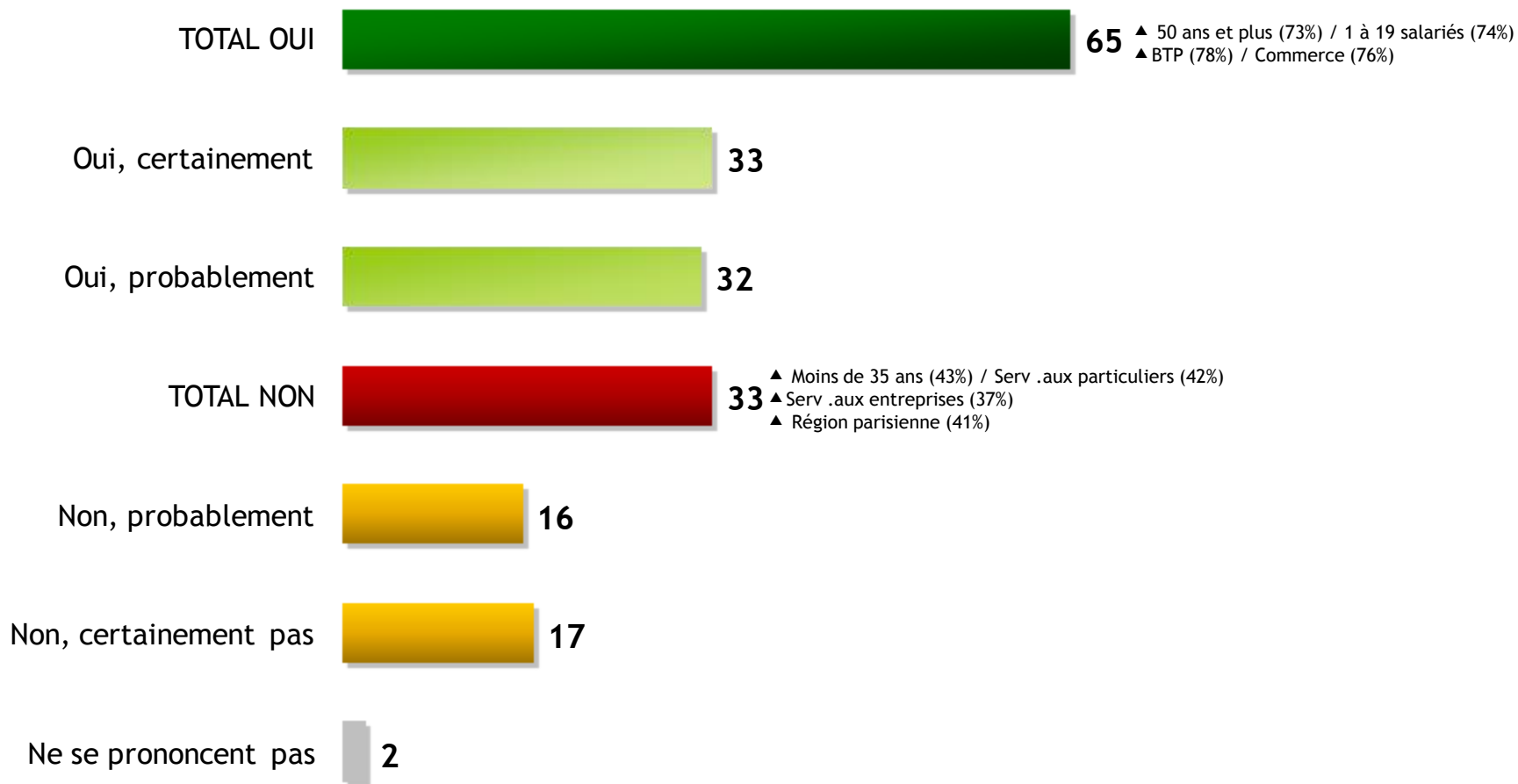
Question : vous personnellement, seriez-vous favorable à l'instauration d'une TVA sociale en France ??



Base : ensemble des TPE

Près de deux TPE sur trois seraient disposées à répercuter la baisse des charges sur leurs prix de vente en cas d'instauration d'une TVA sociale...

Question : si en contrepartie de l'instauration de la TVA sociale, l'Etat baisse les charges et les retenues sur les salaires, seriez-vous prêt(e) à jouer le jeu et donc à répercuter cette baisse du coût social sur vos prix de **vente** ?

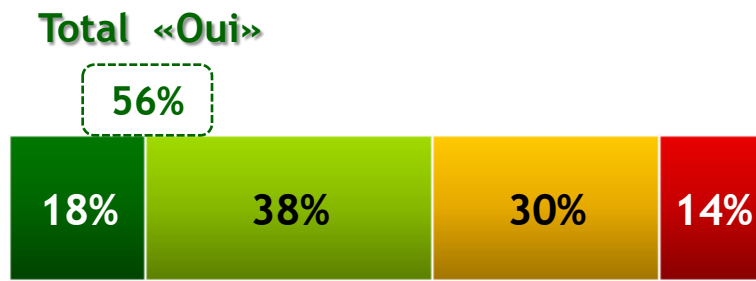


Base : ensemble des TPE

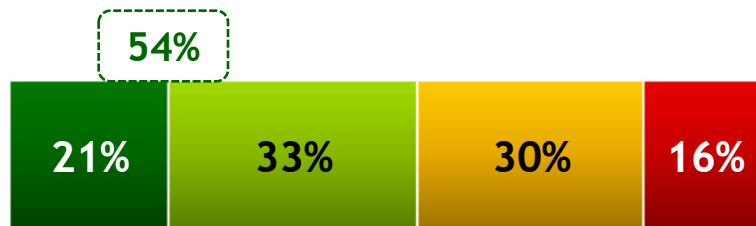
... mais leurs dirigeants doutent fréquemment de la disposition des différents acteurs économiques à « jouer le jeu »

Question : et pensez-vous que les entreprises suivantes joueront le jeu ?

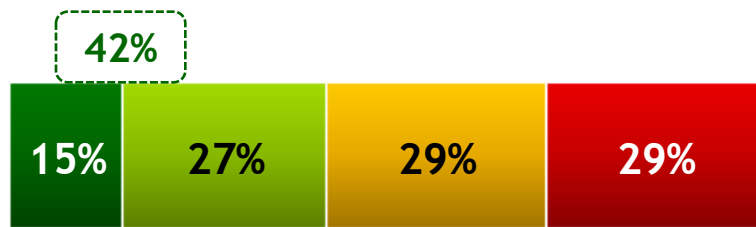
Les PME, c'est-à-dire les Petites et Moyennes Entreprises (de 20 à moins de 250 salariés)



Les TPE, c'est-à-dire les Très Petites Entreprises (moins de 20 salariés)



Les grandes entreprises (250 salariés et plus)



■ Oui, certainement

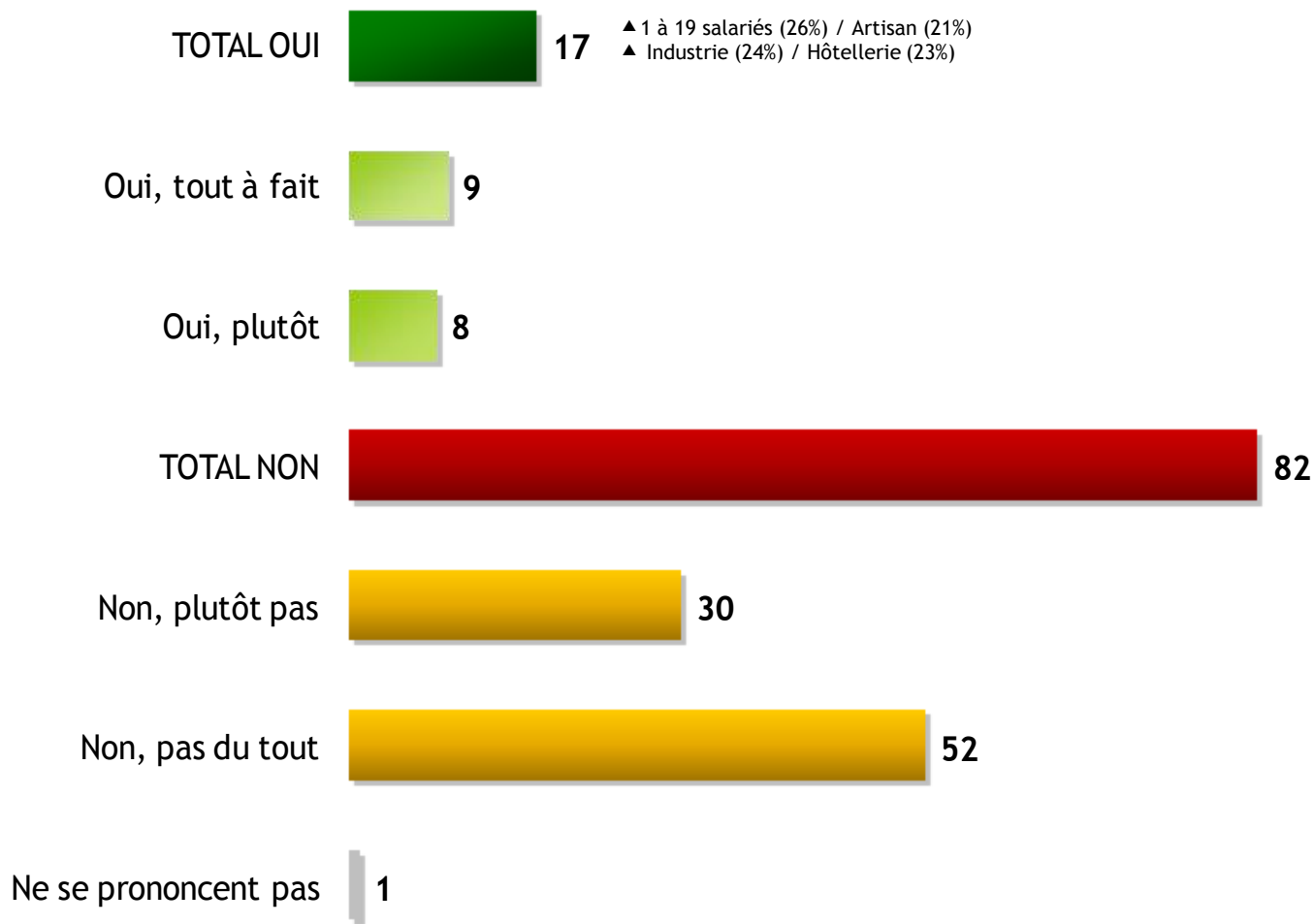
■ Oui, probablement

■ Non, probablement pas

■ Non, certainement pas

Les TPE s'accordent majoritairement pour refuser l'application de la TVA sociale aux produits de première nécessité

Question : si la TVA sociale était instaurée, l'augmentation de la TVA devrait-elle aussi, selon vous, toucher les produits de première nécessité ?



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

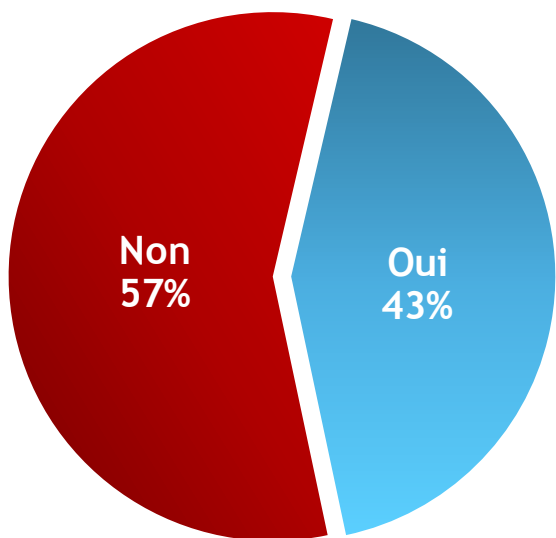
LE STATUT D'EIRL

Note de lecture

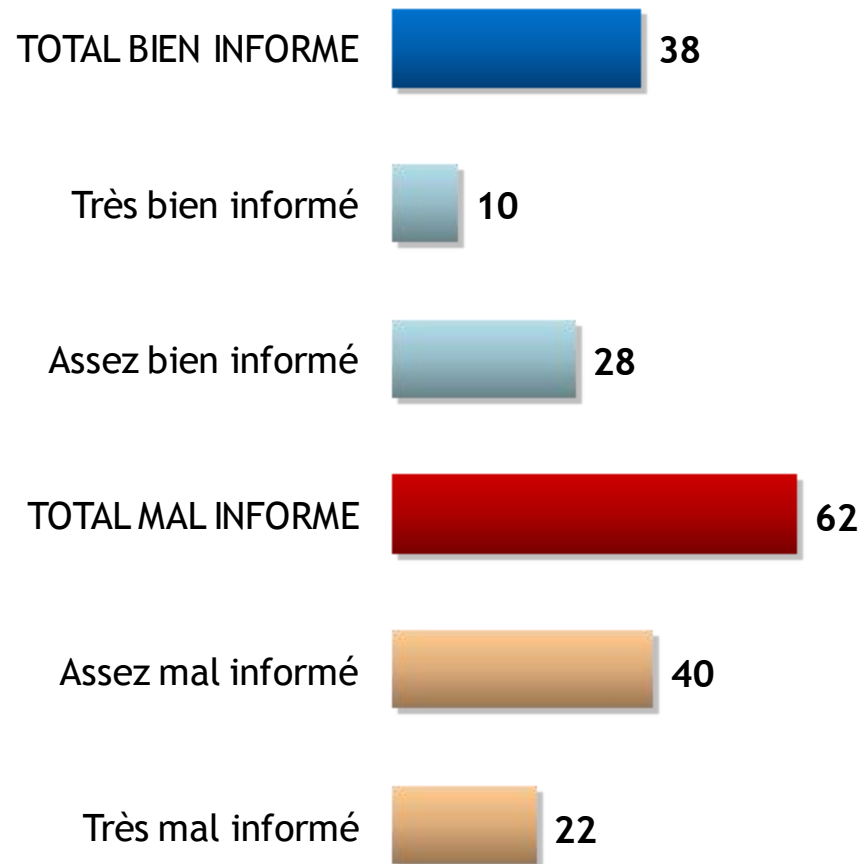
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Le statut d'EIRL : un score de notoriété honorable mais un niveau d'information nettement perfectible auprès des entrepreneurs individuels

Question : avez-vous entendu parler du projet de statut d'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée (EIRL) proposé par le gouvernement et en cours d'examen par le Parlement ?



Question : (si a entendu parler du statut d'EIRL) diriez-vous que vous êtes très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé sur le statut d'EIRL ?



Base : TPE en entreprise individuelle

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

Base : question posée aux patrons de TPE en entreprise individuelle ayant déjà entendu parler du statut d'EIRL

Une information sur le statut d'EIRL principalement assurée par les médias et les publications professionnelles

Question : (si a entendu parler du statut d'EIRL) comment avez-vous entendu parler du statut d'EIRL ? Est-ce par... ?

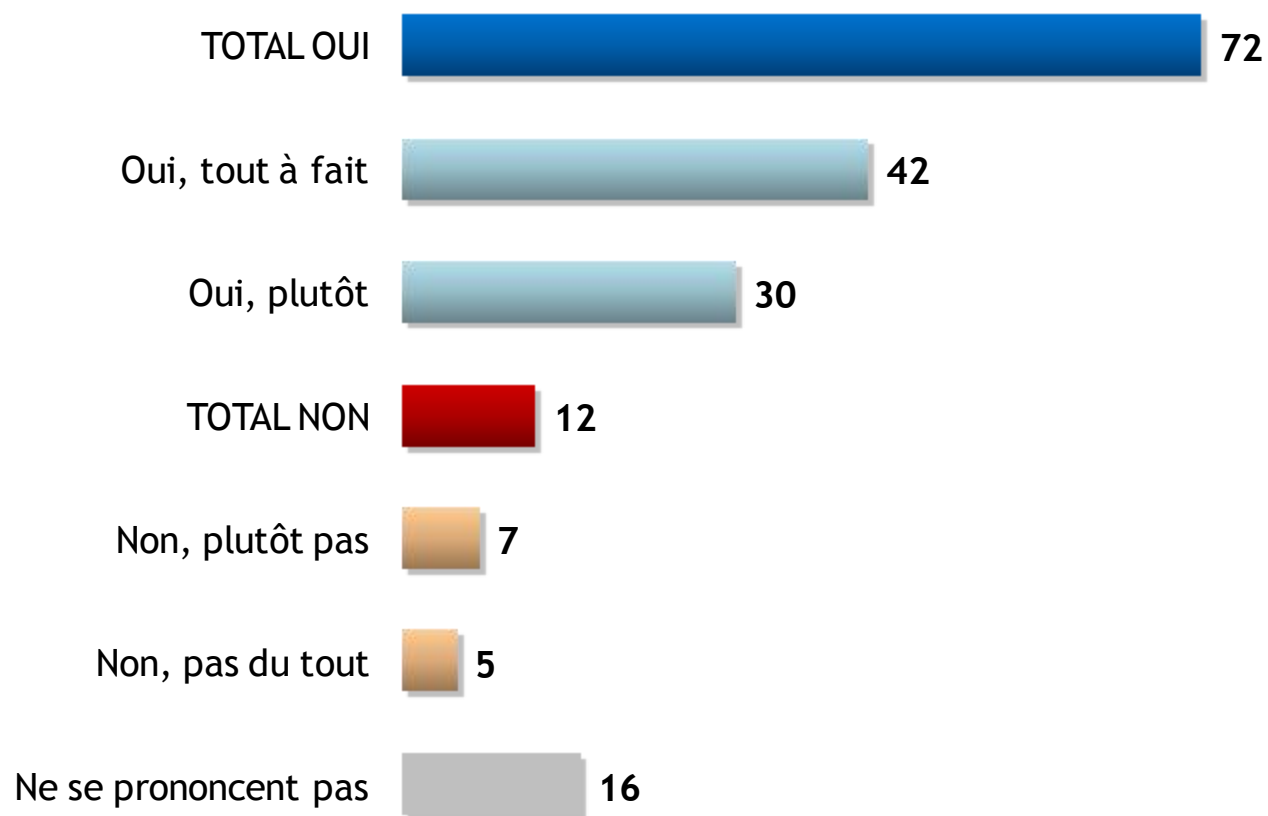


Base : question posée aux patrons de TPE en entreprise individuelle ayant déjà entendu parler du statut d'EIRL

Un statut très majoritairement jugé adapté aux difficultés rencontrées par les entrepreneurs individuels en cas de faillite

Mise à niveau : l'EIRL donne la possibilité au chef d'entreprise, contre formalités, de séparer son patrimoine personnel de son patrimoine professionnel. Ainsi, en cas de faillite, les créanciers ne peuvent pas en principe saisir le patrimoine personnel. De même, l'option pour ce statut permet à l'entrepreneur de choisir d'imposer ses revenus professionnels soit à l'impôt sur les revenus (comme maintenant) soit à l'impôt sur les sociétés.

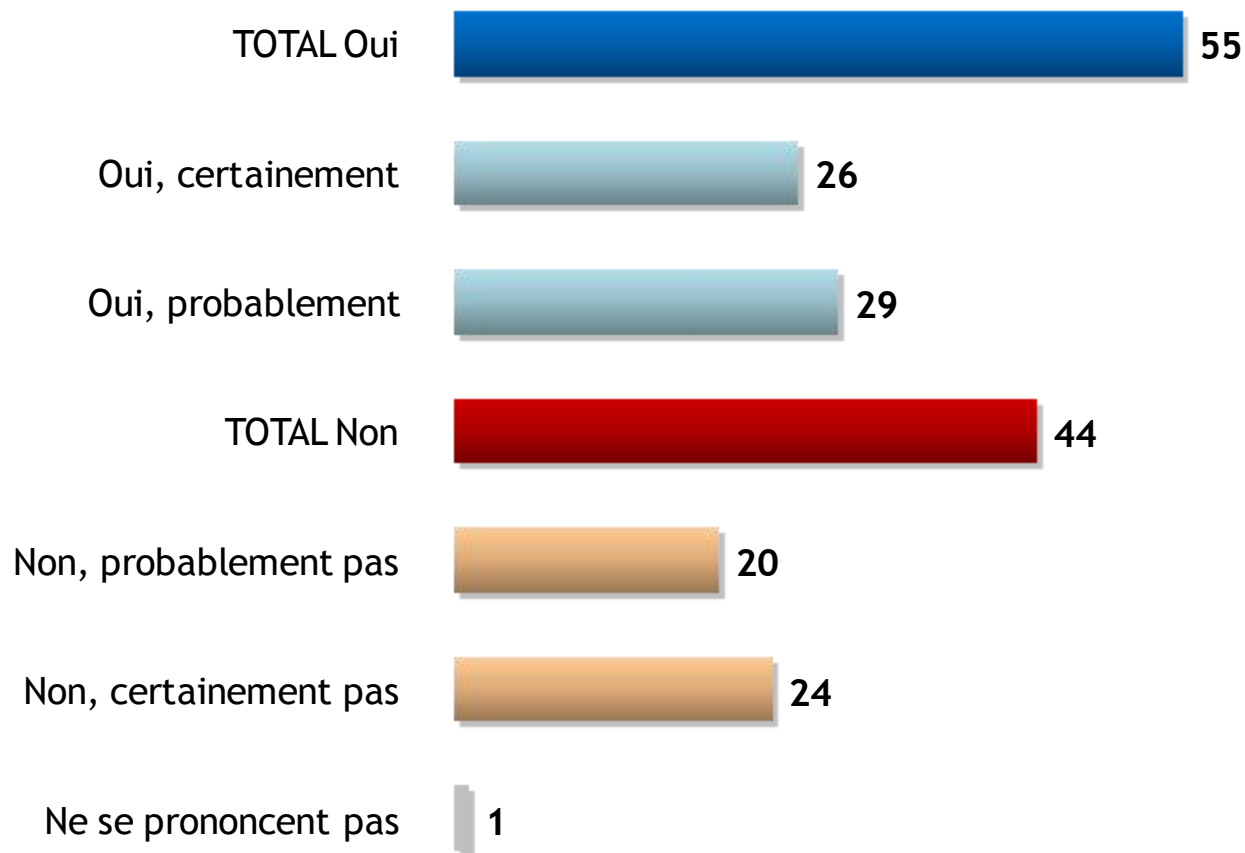
Question : Vous personnellement, diriez-vous que le statut d'EIRL constitue une réponse efficace aux difficultés rencontrées par les entrepreneurs individuels en cas de faillite ?



Base : TPE en entreprise individuelle

Un entrepreneur individuel sur deux envisagerait d'adopter le statut d'EIRL

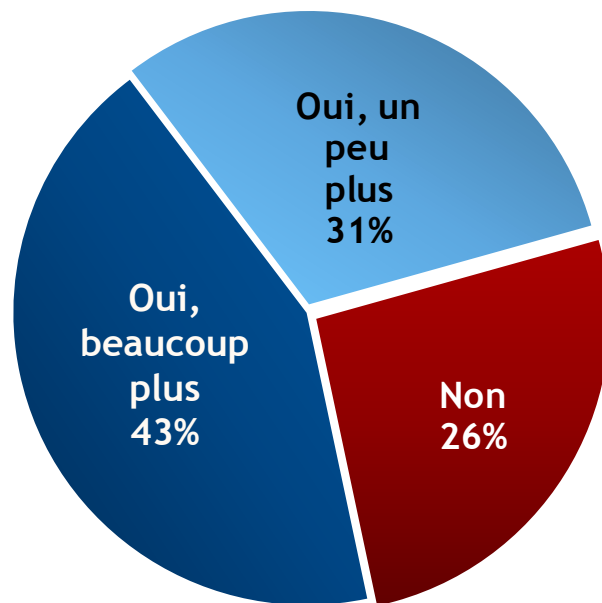
Question : vous-même, envisageriez-vous d'adopter pour votre entreprise le statut d'EIRL ?



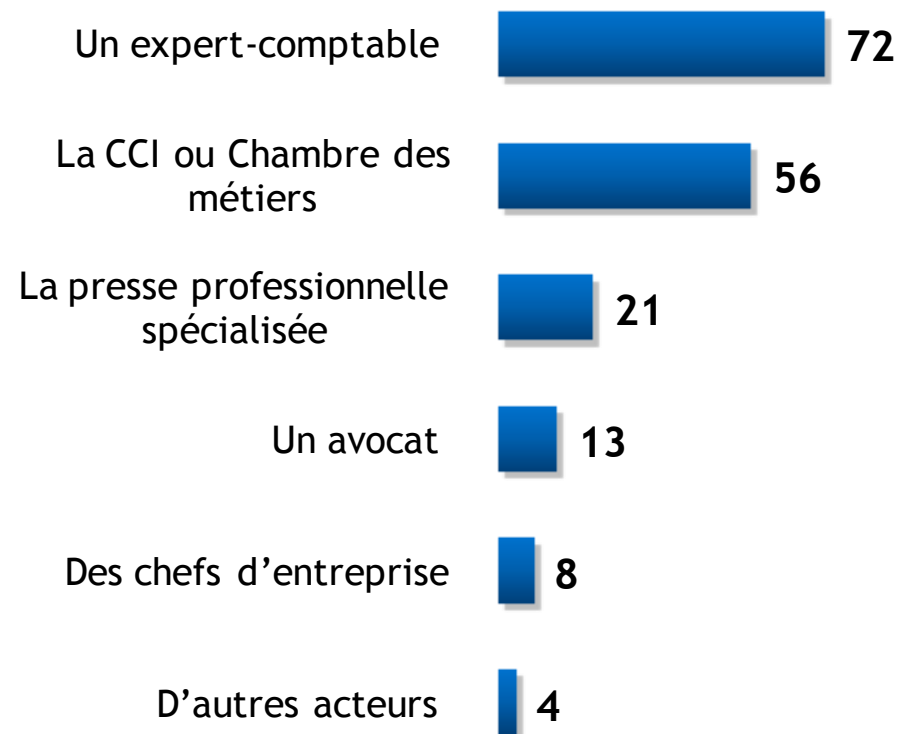
Base : TPE en entreprise individuelle

Des souhaits d'information élevés sur le statut d'EIRL, notamment en provenance de son expert-comptable

Question : souhaiteriez-vous davantage d'informations sur le futur statut d'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée (EIRL) ?



Question : à qui faites-vous le plus confiance pour vous informer sur le statut d'EIRL ?



Base : TPE en entreprise individuelle

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 38 - Avril / Mai / Juin 2010

MÉTHODOLOGIE

Échantillon de 1 001 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, interrogé par téléphone du 19 au 29 avril 2010.

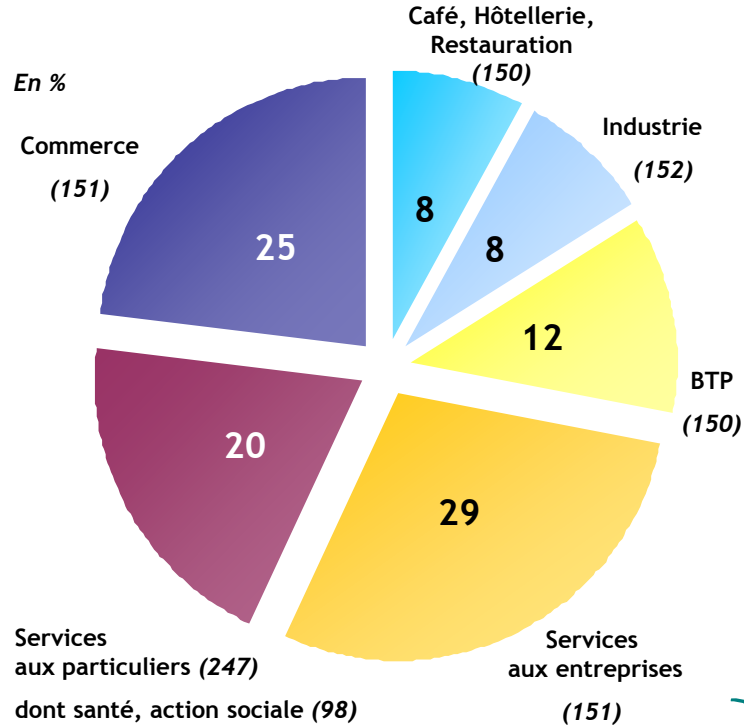
- ☺ L' échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - 📞 le secteur d'activité de l'entreprise,
 - 📞 la taille de l'entreprise,
 - 📞 la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

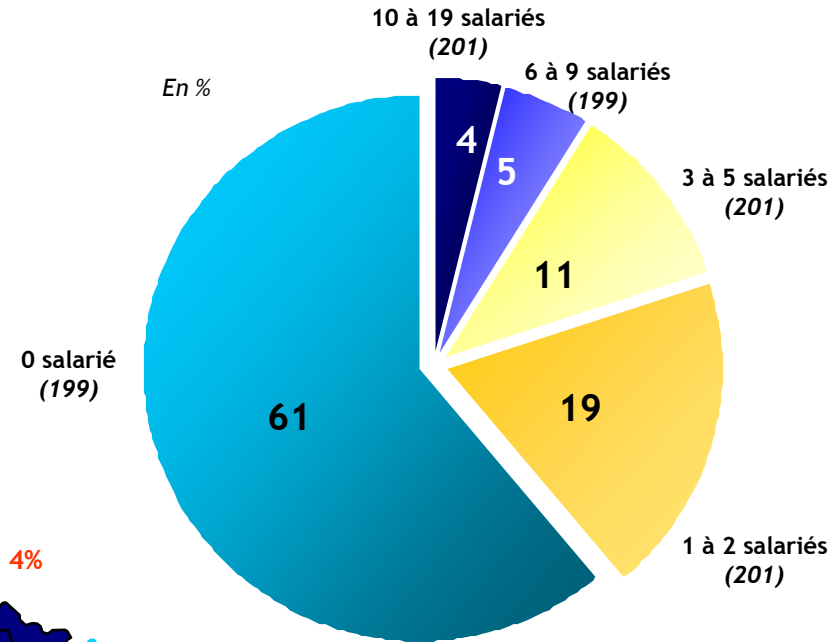
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



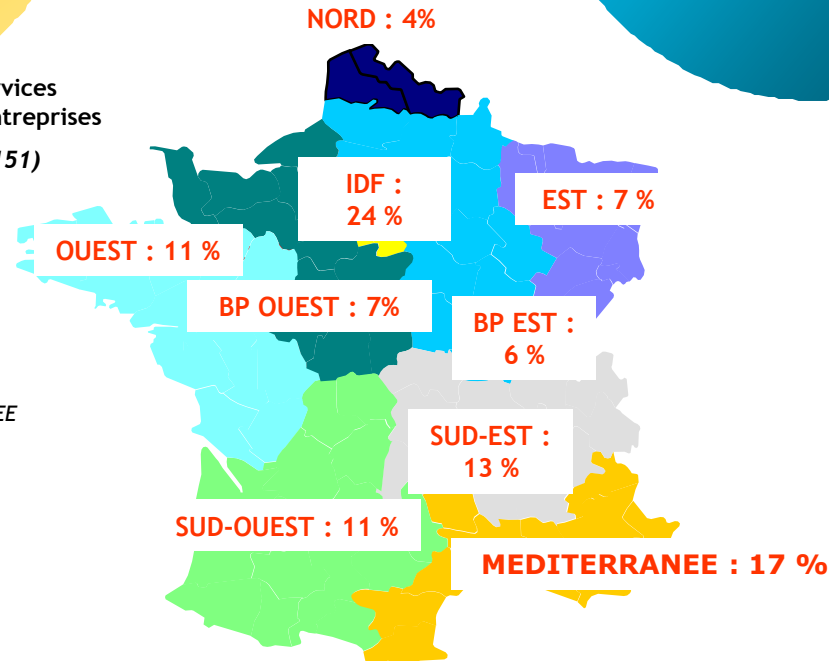
TAILLE SALARIALE

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



Source :
INSEE
SIRENE
chiffres au 1^{er} janvier 2008